



Rapport intermédiaire 2016 sur la Politique forestière 2020

Sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)

Établi par Jerylee Wilkes-Allemand,
Kathrin Steinmann, Astrid Zabel et Eva Lieberherr

Juin 2017

Mentions légales

Mandant: Office fédéral de l'environnement (OFEV), division forêt, CH-3003 Berne

L'OFEV est un office du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Mandataire: ETH Zürich, Institut für Umweltentscheidungen (IED), Gruppe Politik Natürlicher Ressourcen.

Auteur: Jerylee Wilkes-Allemann, Kathrin Steinmann, Astrid Zabel und Eva Lieberherr

Accompagnement OFEV: Daniel Landolt-Parolini

Remarque: La présente étude / le présent rapport a été réalisé(e) sur mandat de l'OFEV. Seul le mandataire porte la responsabilité de son contenu.

TABLE DES MATIERES

Table des illustrations.....	3
Liste des tableaux.....	4
Résumé.....	5
1 Introduction.....	6
1.1 Structure de la Politique forestière 2020.....	6
1.2 Démarche	7
1.2.1 Démarche pour l'analyse de l'output.....	7
1.2.2 Démarche pour l'analyse de l'impact.....	7
1.2.3 Démarche pour l'analyse de l'outcome	8
1.2.4 Démarche pour l'analyse des lignes stratégiques	8
1.3 Limites de l'analyse	8
2 Analyse des données agrégées.....	11
2.1 Vue d'ensemble sur l'output	11
2.2 Vue d'ensemble sur l'impact	13
2.3 Vue d'ensemble sur l'outcome.....	15
2.4 Vue d'ensemble sur les lignes stratégiques	17
3 Analyse des mesures par objectif.....	19
Objectif 1 : Le potentiel d'exploitation durable du bois est mis à profit	19
Objectif 2 : Changements climatiques : la mitigation et l'adaptation sont assurées.....	21
Objectif 3 : La fonction protectrice de la forêt est assurée.....	23
Objectif 4 : La biodiversité est préservée et améliorée de façon ciblée	24
Objectif 5 : La surface forestière est conservée	26
Objectif 6 : La capacité de production de l'économie forestière est améliorée	28
Objectif 7 : Les sols forestiers, l'eau potable et la vitalité des arbres ne sont pas en danger	30
Objectif 8 : Les forêts sont protégées contre les organismes nuisibles	31
Objectif 9 : L'équilibre forêt-gibier est assuré.....	33
Objectif 10 : Les activités de loisirs et de détente ménagent la forêt.....	34
Objectif 11 : La formation, la recherche et le transfert des connaissances sont assurés	36
Autres lignes stratégiques	37
4 Conclusions et perspectives	40
Sources	43
Annexe	44

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Fig. 1. Structure de la Politique forestière 2020.....	6
Fig. 2. Outcome : disponibilité des données	9
Fig. 3. Outcome : vérifiabilité de l'état visé	9
Fig. 4. Nombre de mesures dans chaque catégorie de valeur cible par objectif pour la première étape	11
Fig. 5. Comparaison état actuel-état visé pour toutes les mesures des objectifs 1 à 11	12
Fig. 6. Comparaison état actuel-état visé pour la mise en œuvre des mesures par objectif	12
Fig. 7. Part des cantons ayant mis en œuvre les mesures d'un objectif selon l'évaluation de l'OFEV	13
Fig. 8. Évaluation des cantons sur la mise en œuvre des mesures par objectif (résultats agrégés)	14
Fig. 9. Évaluation de l'OFEV sur la mise en œuvre des mesures par les autres acteurs.....	15
Fig. 10. Nombre d'indicateurs et disponibilité des données par objectif	16
Fig. 11. Réalisation de l'état visé.....	16
Fig. 12. Réalisation de l'état visé par objectif	17
Fig. 13. Évaluation du Forum Forêt « Les lignes stratégiques sont-elles en bonne voie ? » (résultats agrégés)	18
Fig. 14. Évaluation du Forum Forêt « Les lignes stratégiques contribuent-elles à réaliser l'objectif ? »	18
Fig. 15. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 1	20
Fig. 16. Mise en œuvre par les cantons des mesures de l'objectif 1.....	20
Fig. 17. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 2	22
Fig. 18. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 2.....	22
Fig. 20. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 3.....	24
Fig. 22. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 4.....	25
Fig. 23. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 5	27
Fig. 24. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 5.....	27
Fig. 25. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 6	29
Fig. 26. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 6.....	29
Fig. 27. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 7	30
Fig. 28. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 7.....	31
Fig. 29. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 8	32
Fig. 30. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 8	32
Fig. 31. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 9	33
Fig. 32. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 9	33
Fig. 33. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 10	34
Fig. 34 > Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 10	35
Fig. 35. Comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 11	36
Fig. 36. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 11	36
Fig. 37. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures des autres lignes stratégiques	38
Fig. 38. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour les autres ligne stratégiques	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Outcome : indicateurs pour l'objectif 1	21
Tableau 2. Outcome : indicateurs pour l'objectif 2	23
Tableau 3. Outcome : indicateurs pour l'objectif 3	24
Tableau 4. Outcome : indicateurs pour l'objectif 4.....	26
Tableau 5. Outcome : indicateurs pour l'objectif 5	28
Tableau 6. Outcome : indicateurs pour l'objectif 6	30
Tableau 7. Outcome : indicateurs pour l'objectif 7	31
Tableau 8. Outcome : indicateurs pour l'objectif 8.....	32
Tableau 9. Outcome : indicateurs pour l'objectif 9	34
Tableau 10. Outcome : indicateurs pour l'objectif 10	35
Tableau 11. Outcome : indicateurs pour l'objectif 11	37
Tableau 12. Bilan de l'ensemble des objectifs	41

RESUME

Le présent rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Politique forestière 2020 durant sa première étape (2012-2015) a été mandaté par la division Forêts de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Il est complété par trois annexes. Le chapitre 1 présente la procédure utilisée pour la collecte des données et leur interprétation ainsi que les limites de l'analyse. Les chapitres 2 et 3 analysent la mise en œuvre de la Politique forestière 2020. L'évaluation opère sur trois niveaux : la mise en œuvre des mesures par la Confédération (output), la mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs principaux (impact) et la réalisation des objectifs (outcome). L'analyse est complétée par une évaluation globale au niveau des lignes stratégiques. Le chapitre 2 discute les résultats agrégés à l'échelon des onze objectifs et des autres lignes stratégiques de la Politique forestière 2020. Le chapitre 3 traite en détail l'output, l'impact et l'outcome pour chaque objectif. Le chapitre 4 discute les principaux résultats et tire un bilan.

Mise en œuvre des mesures par la Confédération (output) : La Confédération a fixé à l'avance des valeurs cibles pour les mesures à mettre en œuvre au cours de la période 2012-2015. La comparaison entre ces valeurs cibles et les valeurs actuelles met en évidence que l'objectif visé a été parfaitement réalisé (34 %) ou dépassé (24 %) pour 58 % des 96 mesures que compte au total la Politique forestière 2020. Pour 42 % des mesures, l'objectif visé n'a pas été atteint. Le retard à combler est particulièrement important pour l'objectif 1 « Le potentiel d'exploitation durable du bois est mis à profit » (état visé > état actuel pour 71 % des mesures), l'objectif 2 « Changements climatiques : la mitigation et l'adaptation sont assurées » (état visé > état actuel pour 60 % des mesures) et l'objectif 6 « La capacité de production de l'économie forestière est améliorée » (état visé > état actuel pour 60 % des mesures). Les valeurs cibles fixées pour les objectifs prioritaires 1 à 5 sont relativement ambitieuses et ces derniers présentent dans l'ensemble des résultats un peu moins bons que les autres objectifs dans la comparaison état actuel-état visé.

Mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs (impact) : En plus des mesures qui relèvent de la Confédération, la Politique forestière 2020 définit aussi les rôles des cantons et des autres acteurs. Contrairement à l'output, il ne s'agit pas d'exigences, mais d'attentes de la Confédération. Aucune valeur cible n'est fixée pour la réalisation des mesures. Globalement, les mesures sont mises en œuvre par au moins 50 % des cantons pour tous les objectifs, à l'exception de l'objectif 6 « La capacité de production de l'économie forestière est améliorée » et de l'objectif 7 « Les sols forestiers, l'eau potable et la vitalité des arbres ne sont pas en danger ». Dans l'ensemble, les objectifs prioritaires sont en meilleure voie de réalisation que les autres objectifs pour ce qui est de la mise en œuvre par les cantons. La tendance s'inverse pour les mesures prises par les autres acteurs : dans ce cas, l'évaluation des objectifs prioritaires est moins bonne.

Réalisation des objectifs (outcome) : La Politique forestière 2020 définit pour chaque objectif des indicateurs (47 au total) avec des états visés. Pour 19 indicateurs (40 %), il n'y a pas de données disponibles, et 6 des 28 indicateurs restants ne peuvent être analysés. L'état visé a déjà été atteint entièrement ou partiellement pour la moitié des 22 indicateurs évaluable. L'objectif 4 « La biodiversité est préservée et améliorée de façon ciblée » est le seul pour lequel tous les indicateurs évaluable montrent que l'état visé a déjà été entièrement ou partiellement atteint. Les efforts les plus importants doivent être fournis pour l'objectif 1 « Le potentiel d'exploitation durable du bois est mis à profit », l'objectif 3 « La fonction protectrice de la forêt est assurée » et l'objectif 10 « Les activités de loisirs et de détente ménagent les forêts ». Pour les autres objectifs, le tableau est contrasté.

L'analyse montre qu'un retard particulier doit être comblé à au moins un des trois niveaux pour tous les objectifs, sauf pour l'objectif 11 « La formation, la recherche et le transfert des connaissances sont assurés ». Pour les objectifs 1 et 6, des efforts importants doivent être fournis aux trois niveaux. Pour l'objectif 2, des efforts importants doivent être fournis aux niveaux de la Confédération et des cantons et pour l'objectif 10 aux niveaux des cantons et de la réalisation des objectifs. Pour les autres objectifs, la nécessité d'agir ne concerne qu'un seul des trois niveaux. L'évaluation globale des lignes stratégiques par le Forum Forêt aboutit à un résultat plus positif que les évaluations des cantons et des autres acteurs.

La qualité des données devra être améliorée pour faciliter les évaluations ultérieures. Il est en particulier recommandé d'unifier la procédure d'évaluation de la mise en œuvre des mesures au niveau de la Confédération et de s'assurer de la disponibilité des données pour les indicateurs de la réalisation des objectifs.

1 INTRODUCTION

Ce rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Politique forestière 2020 a été mandaté par la division Forêts de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). La Politique forestière 2020 est un programme d'action de la Confédération qui détermine les grands axes de la politique forestière nationale depuis 2011. Le plan de mesures qui lui est associé est mis en œuvre en deux étapes (2012-2015 et 2016-2019) aux niveaux fédéral et cantonal (OFEV, 2013). Pour mettre en œuvre la deuxième étape de manière ciblée et poursuivre le développement de la politique forestière après 2020, il est nécessaire de dresser le bilan de la première étape. Pour ce faire, le rapport intermédiaire évalue l'état des mesures prises entre 2012 et 2015 et le taux de réalisation des objectifs à la fin de l'année 2015. Il servira de base à la fixation des priorités et des ressources pour les mesures de la deuxième étape (2016-2019), en indiquant les éventuels retards dans la mise en œuvre des mesures. L'analyse vise également à fournir des informations pour développer la politique forestière après 2020. Le mandat relatif à l'établissement du rapport intermédiaire consistait à dresser un bilan (i) de la mise en œuvre des mesures par la Confédération (output), (ii) de la mise en œuvre des mesures par les cantons et les acteurs principaux définis dans la Politique forestière 2020 (impact) et (iii) de la réalisation des objectifs (outcome).

1.1 STRUCTURE DE LA POLITIQUE FORESTIERE 2020

La Politique forestière 2020, que le Conseil fédéral a approuvée en août 2011, est une déclaration d'intention. Elle formule une vision à l'horizon 2030, qui sert de cadre à l'objectif principal à l'horizon 2020, qui est « de garantir une gestion durable des forêts et de créer des conditions générales favorables à une économie des forêts et du bois efficace et novatrice » (OFEV 2013). L'objectif principal est concrétisé par onze objectifs. Les objectifs 1 à 5 constituent des points essentiels pour la Confédération et sont appelés ci-après objectifs prioritaires. Les onze objectifs sont concrétisés par 34 lignes stratégiques, qui sont poursuivies au moyen de 78 mesures au total. À cela viennent s'ajouter cinq autres lignes stratégiques, qui comptent au total 18 mesures. La structure de la Politique forestière 2020 est représentée sous une forme schématique dans la fig. 1.

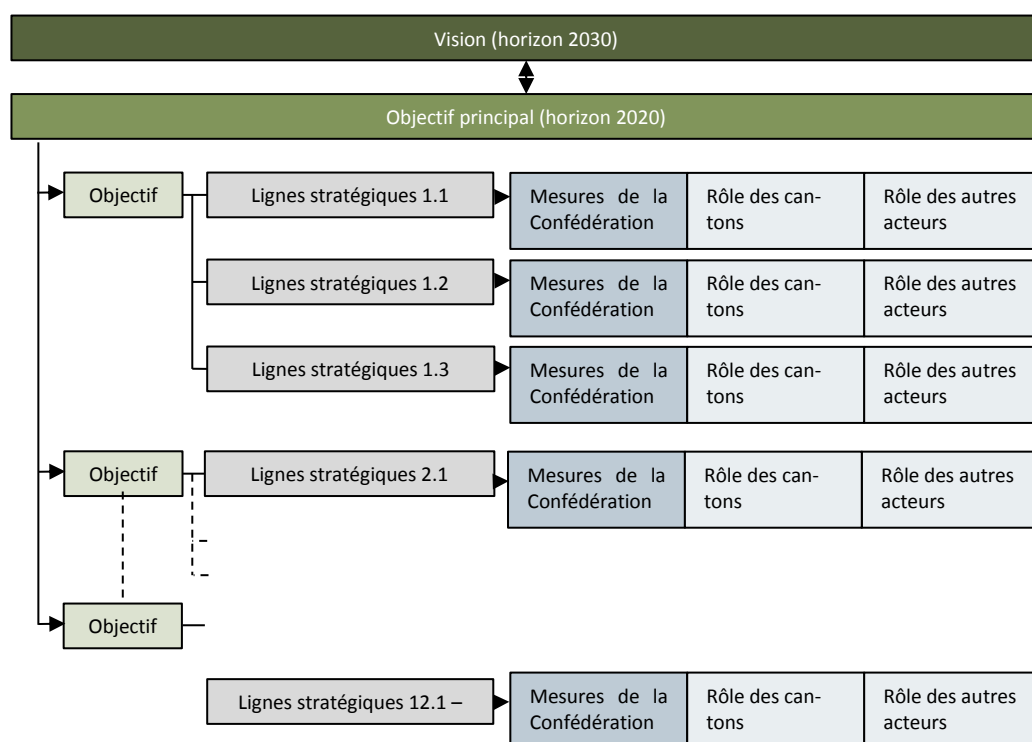


Fig. 1. Structure de la Politique forestière 2020
(Source : auteurs)

La Politique forestière 2020 est une politique de la Confédération et présente donc en particulier les mesures contraignantes incombant à cette dernière. La politique forestière étant une tâche commune, le rôle des cantons et des autres acteurs principaux est également défini. Ces rôles décrivent quelles sont, selon la

Confédération, les contributions que les cantons et les autres acteurs doivent fournir pour atteindre les objectifs. Il est important de souligner qu'il ne s'agit pas d'exigences, mais d'attentes. Pour simplifier, les rôles des cantons et des autres acteurs sont aussi appelés « mesures » ci-après.

La Politique forestière 2020 définit pour chaque objectif des indicateurs et, pour chacun d'entre eux, un état visé qui devrait être atteint d'ici à 2020. Ces indicateurs permettent de contrôler si les objectifs définis ont été atteints au terme du programme. Aucun indicateur n'a été fixé pour les autres lignes stratégiques (12.1 à 12.5).

1.2 DEMARCHE

Ce rapport utilise trois niveaux d'analyse : l'output, l'impact et l'outcome. Selon Jann & Wegrich (2014), l'output désigne la mise en œuvre des objectifs et des mesures formulés dans un programme d'action (p. ex. les interventions ou prestations étatiques). Cette mise en œuvre a un impact ou un effet sur les destinataires (p. ex. sur les cantons et les autres acteurs), ce qui signifie que ces acteurs devraient modifier leur comportement en réaction aux mesures. Enfin, l'output et l'impact mènent à un résultat ou outcome. Dans le cas présent, l'outcome se rapporte à la question de savoir si les mesures introduites et leur mise en œuvre ont effectivement mené aux résultats recherchés. Pour y répondre, les indicateurs définis dans la Politique forestière 2020 (OFEV, 2013) ont été analysés.

Les différentes démarches utilisées pour étudier l'output, l'impact et l'outcome sont présentées ci-après.

1.2.1 Démarche pour l'analyse de l'output

Les données relatives à l'output se basent sur une évaluation de l'OFEV sur la mise en œuvre des mesures par la Confédération. La réalisation des mesures au niveau fédéral a été évaluée et documentée une ou deux fois par an au cours de la période 2012-2015 par les responsables de chaque domaine au sein de l'OFEV. Le mandataire n'a pas collecté de données dans ce contexte, mais a consolidé celles mises à disposition par l'OFEV (OFEV, 2016a). La réalisation des mesures évaluée par les experts fin 2015 a été comparée avec les valeurs visées définies dans la Politique forestière 2020 (voir chapitre 2.1). Les imprécisions constatées dans les données ont été discutées avec l'OFEV par téléphone ou lors d'interviews.

L'analyse de l'output ne considère en principe que les mesures qui devaient être mises en œuvre au cours de la première étape. Elle prend cependant aussi en considération les mesures dont la mise en œuvre a déjà commencé durant cette période, alors qu'elle n'était prévue que pour la deuxième étape. Les mesures 9.2a et 9.3a ne sont pas traitées, car leur mise en œuvre est prévue pour la deuxième étape et elles n'ont fait l'objet d'aucune activité lors de la première.

1.2.2 Démarche pour l'analyse de l'impact

Pour analyser l'impact, la mise en œuvre des mesures a été étudiée en trois temps. La récolte des données ne portait que sur la première étape. Dans un premier temps, les évaluations de l'OFEV sur l'avancement de la mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs ont été récoltées lors d'interviews menées avec les responsables de l'OFEV concernés entre le 7 juin 2016 et le 12 juillet 2016. Les responsables devaient dire si les mesures (rôles) des cantons et des autres acteurs mentionnées dans la Politique forestière 2020 avaient été mises en œuvre entre 2012 et 2015. Concernant les questions portant sur la part des cantons et des autres acteurs qui avaient appliqué une mesure, les réponses suivantes pouvaient être données : « Oui, tous », « Oui, en majorité », « Oui, quelques-uns », « Non, aucun » ou « Je ne sais pas ».

Dans un deuxième temps, une enquête en ligne sur la mise en œuvre des mesures par les cantons a été réalisée entre le 19 juillet 2016 et le 17 août 2016. Tous les cantons (26) ont été contactés et 25 ont participé à l'enquête. La formulation des questions se référait aux mesures définies pour les cantons dans la Politique forestière 2020. À la question de savoir si le canton avait appliqué des mesures, la personne interrogée pouvait répondre par « Oui », « Non », « Je ne sais pas » et « Pas de réponse ». En cas de « Oui », elle pouvait préciser quelles mesures avaient été concrètement mises en œuvre.

L'enquête ne portait pas sur les mesures réalisées dans le cadre des conventions-programmes liées à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), puisque ces mesures avaient déjà été annoncées à la Confédération en 2015 dans le reporting RPT (OFEV, 2016b). Pour ces mesures, l'OFEV a mis à la disposition du mandataire une évaluation fondée sur ce même reporting. Comme ces mesures ont été recensées d'une autre manière, elles ne sont pas représentées dans les figures du chapitre 3 sur la mise en œuvre des mesures par les cantons.

Dans un troisième temps, une enquête en ligne sur la mise en œuvre des mesures par les autres acteurs a été réalisée entre le 21 juillet 2016 et le 17 août 2016. La formulation des questions se référait également aux mesures définies pour les autres acteurs dans la Politique forestière 2020. Les personnes interrogées pouvaient expliquer concrètement ce qui avait été mis en œuvre et faire des commentaires. Suivant la mesure, les deux premières réponses sur les six possibles variaient entre « Oui, entièrement », « Oui, en partie », et « Oui, beaucoup », « Oui, peu ». 20 représentants des différents acteurs ont été contactés pour l'enquête. Le choix des autres acteurs s'est fait sur la base des rôles définis dans la Politique forestière 2020 et a été discuté avec le mandant. Les acteurs suivants étaient représentés : économie forestière (3 personnes), économie du bois (5 personnes), associations environnementales (1 personne), autres associations et organisations (1 personne), recherche et formation (2 personnes), détente et loisirs (1 personne), assurances (1 personne), agriculture (1 personne), transports (1 personne) (voir annexe 1). Seize acteurs ont participé à l'enquête en ligne. Trois acteurs contactés n'y ont pas participé¹.

1.2.3 Démarche pour l'analyse de l'outcome

Pour évaluer l'outcome, l'état actuel des indicateurs de la Politique forestière 2020 (cf. 1.1) a été comparé à l'état visé défini pour chacun d'eux. À cet égard, il faut souligner que les états visés ont été définis pour 2020 et que la présente analyse dresse un bilan intermédiaire à la fin 2015. Les données nécessaires ont été mises à la disposition du mandataire par l'OFEV. La source de ces données est indiquée pour chaque indicateur dans l'annexe 2².

Pour trois indicateurs, les données ont été collectées par le mandataire. Pour l'indicateur 11 « Part des communes/régions/cantons dotés de concepts d'entretien pour les mesures de protection (planification forestière en forêts protectrices) » et l'indicateur 21 « L'évolution de l'aire forestière et de la mise en réseau dans le paysage concorde avec les objectifs définis de l'aménagement du territoire (selon plans directeurs, plans d'aménagement du territoire et développement du paysage, autres plans d'aménagement) » les données ont été collectées lors de l'enquête en ligne menée auprès des cantons. Pour l'indicateur 46 « Questions prioritaires retenues et traitées par la recherche », elles ont été collectées lors d'une enquête supplémentaire menée auprès de représentants de l'OFEV dans les domaines des changements climatiques, de la recherche forestière et de l'utilisation du bois, de la biodiversité et de la protection des forêts.

1.2.4 Démarche pour l'analyse des lignes stratégiques

Une enquête en ligne a été menée auprès des membres du Forum Forêt³ afin d'obtenir une évaluation générale de la mise en œuvre de la Politique forestière 2020 au niveau des lignes stratégiques. Cette enquête visait à évaluer l'avancement de la réalisation des lignes stratégiques de la Politique forestière 2020 et à apprécier dans quelle mesure elles contribuent à la réalisation des objectifs d'ici à 2020. À la question de savoir si les lignes stratégiques sont en bonne voie de réalisation, les personnes interviewées pouvaient répondre par « Oui », « Plutôt oui », « Plutôt non », « Non », « Je ne sais pas ». À la question de savoir si les lignes stratégiques de chaque objectif contribuent à sa réalisation d'ici à 2020, les personnes interviewées pouvaient répondre par « Oui, en bonne voie pour atteindre l'objectif », « Plutôt oui », « Plutôt non », « Non » et « Je ne sais pas ». L'enquête a été menée entre le 1^{er} et le 17 septembre 2016. Tous les représentants du Forum Forêt ont participé à l'enquête en ligne. Ils représentent les acteurs suivants : institutions du système politique (3 personnes), économie forestière (2 personnes), économie du bois (1 personne), associations environnementales (1 personne), recherche et formation (2 personnes), autres associations et organisations (1 personne) (voir annexe 1). Les résultats de l'enquête menée auprès du Forum Forêt sont présentés en détail dans l'annexe 3⁴.

1.3 LIMITES DE L'ANALYSE

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les données pour l'évaluation de l'output ainsi qu'une part importante de celles pour l'évaluation de l'outcome ont été fournies au mandataire par l'OFEV. Les données sur l'output se basent sur une évaluation effectuée par l'OFEV lui-même. L'analyse de ces données a mis en

¹ Un de ces acteurs a justifié sa non-participation à l'enquête en indiquant qu'il n'était pas possible de répondre à ces questions au niveau fédéral, puisque chaque canton était différent (géographie, propre loi sur les forêts, etc.). La problématique étant locale, elle devait aussi être considérée comme telle.

² L'annexe 2 se trouve dans un document séparé.

³ Le Forum Forêt est un organe consultatif de l'OFEV composé de représentants des différentes parties prenantes (voir annexe 1).

⁴ L'annexe 3 se trouve dans un document séparé.

lumière certaines incohérences. Il n'est par exemple pas possible d'expliquer comment le degré de mise en œuvre d'une mesure (exprimé en pour cent) peut diminuer. En outre, des divergences ont parfois été constatées entre la définition des mesures et la justification relative à l'état de leur mise en œuvre. Ces imprécisions ont été discutées lors d'entretiens avec les responsables. Il n'est cependant pas toujours possible de comprendre comment les données sur l'output ont été établies.

Pour l'analyse de l'outcome, un problème majeur réside dans le fait que, pour de nombreux indicateurs, il n'y a pas de données disponibles ou que celles qui existent ne permettent pas de vérifier si l'état visé est atteint. Comme le montre la fig. 2, il y a des données disponibles ou partiellement disponibles pour 60 % des indicateurs. Pour les 40 % (19) restant, les données font défaut, ce qui est problématique. On se reportera sur ce point au chapitre 2.3.

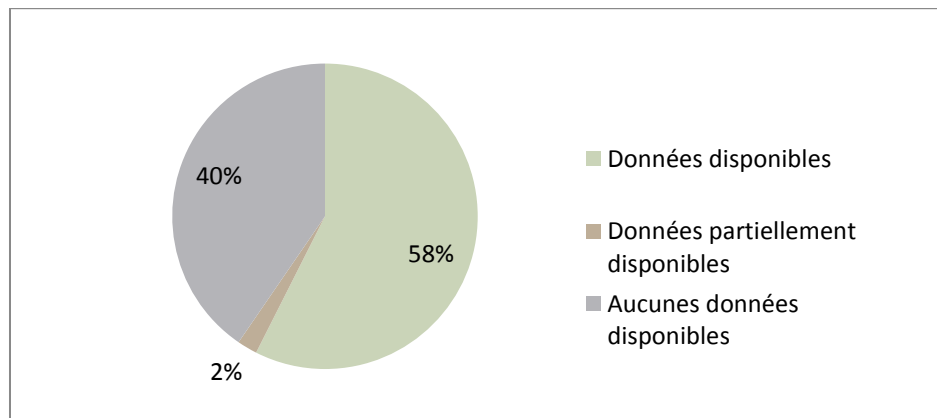


Fig. 2. Outcome : disponibilité des données
n=47 indicateurs
(Source : auteurs)

La fig. 3 montre que l'état visé n'est pas vérifiable pour 21 % des 28 indicateurs pour lesquels des données sont disponibles ou partiellement disponibles. Cela peut être par exemple dû au fait que les données récoltées ne permettent pas de se prononcer sur l'état visé ou celui-ci, parce que défini de façon trop vague, ne peut pas être vérifié.

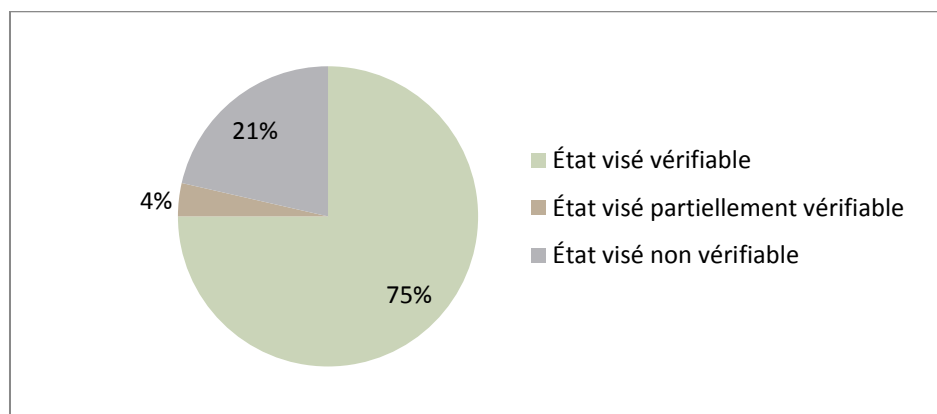


Fig. 3. Outcome : vérifiabilité de l'état visé
n=28 (indicateurs pour lesquels des données sont (partiellement) disponibles)
(Source : auteurs)

La méthode d'évaluation utilisée (output, impact et outcome) laisse attendre des liens de causalité entre ces niveaux. Il n'est toutefois guère possible de vérifier leur importance sur une période aussi courte (2012-2015). La politique forestière n'a pas lieu dans un vide politique, mais s'insère dans un réseau de politiques sectorielles qui ont chacune leurs propres mesures et systèmes d'incitations. De plus, les indicateurs relatifs à l'outcome sont particulièrement influencés par d'autres facteurs externes comme le climat, la situation économique, etc.

L'enquête auprès des cantons et des autres acteurs a été menée au niveau des mesures, puisque c'est à ce niveau que leurs rôles sont définis dans la Politique forestière 2020. Ces rôles ou mesures ont été élaborés par l'OFEV et ne sont juridiquement pas contraignants. Il se peut donc que les cantons et les autres acteurs ne mettent pas en œuvre les mesures de l'OFEV, mais appliquent des mesures similaires qui concourent aussi à la réalisation des lignes stratégiques et des objectifs définis dans la Politique forestière 2020. La forme de l'enquête n'a toutefois pas permis de recenser les mesures de ce type.

La Politique forestière 2020 ne confère pas pour chaque mesure un rôle aux autres acteurs. Lorsqu'ils sont concernés, les autres acteurs sont mentionnés spécifiquement. Le nombre d'acteurs interrogés varie donc selon les mesures, ce qui empêche de faire des commentaires généraux sur les résultats.

2 ANALYSE DES DONNEES AGREGÉES

Ce chapitre présente un aperçu des données agrégées pour l'ensemble des objectifs de la Politique forestière 2020 et pour chaque niveau d'évaluation (output, impact, outcome). Les résultats par objectif sont présentés dans le chapitre 3. Les données détaillées sur les mesures se trouvent dans l'annexe 2.

2.1 VUE D'ENSEMBLE SUR L'OUTPUT

La Politique forestière 2020 indique quand chaque mesure doit être mise en œuvre (première étape, première et deuxième étape, deuxième étape). Pour évaluer la mise en œuvre des mesures au cours de chaque étape, l'OFEV a défini des valeurs cibles. Pour la première étape, ces valeurs cibles sont fixées à 100 % (lorsque la mise en œuvre est prévue au cours de la première étape), à 50 % (lorsque la mise en œuvre est prévue au cours de la première et de la deuxième étape) ou à 0 % (lorsque la mise en œuvre est prévue seulement au cours de la deuxième étape). Il n'y a pas de valeurs intermédiaires. La fig. 4 montre comment les mesures des objectifs se répartissent entre ces catégories. On voit que de ce point de vue, il existe des différences entre les objectifs prioritaires et les autres objectifs. Les objectifs prioritaires 1 à 4 sont nettement plus ambitieux, puisqu'ils présentent une part plus élevée de mesures à mettre en œuvre à 100 % au cours de la première étape. L'objectif prioritaire 5 « La surface forestière est conservée » constitue à cet égard une exception. Les autres lignes stratégiques sont moins ambitieuses, puisque seule 1 mesure sur 18 devait avoir été mise en œuvre à 100 % lors de la première étape.

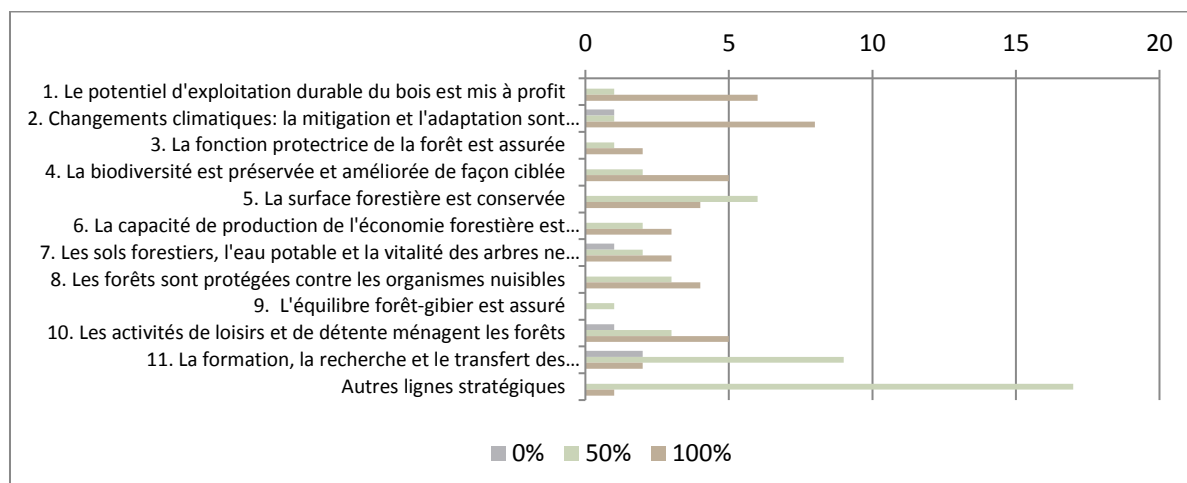


Fig. 4. Nombre de mesures dans chaque catégorie de valeur cible par objectif pour la première étape
(Source : auteurs)

La comparaison entre l'état actuel et l'état visé fournit des indications sur le degré de réalisation des mesures par la Confédération. Rappelons que les données sur l'état actuel sont des évaluations effectuées par l'OFEV et mises à disposition par celui-ci pour la présente étude. Le graphique de la fig. 5 représente la comparaison état actuel-état visé pour toutes les mesures des objectifs 1 à 11. Les mesures des autres lignes stratégiques ne sont pas représentées par souci de clarté. La ligne bleue indique tous les points pour lesquels l'état actuel est égal à l'état visé. Les mesures qui se trouvent sur cette ligne sont celles dont la mise en œuvre a parfaitement atteint l'objectif visé. Les mesures situées dans la partie bleue au-dessus de la ligne sont celles dont la mise en œuvre est plus avancée que ce qui était prévu pour la première étape. Les mesures situées dans la partie jaune sont en revanche celles dont la mise en œuvre n'a pas atteint les attentes.

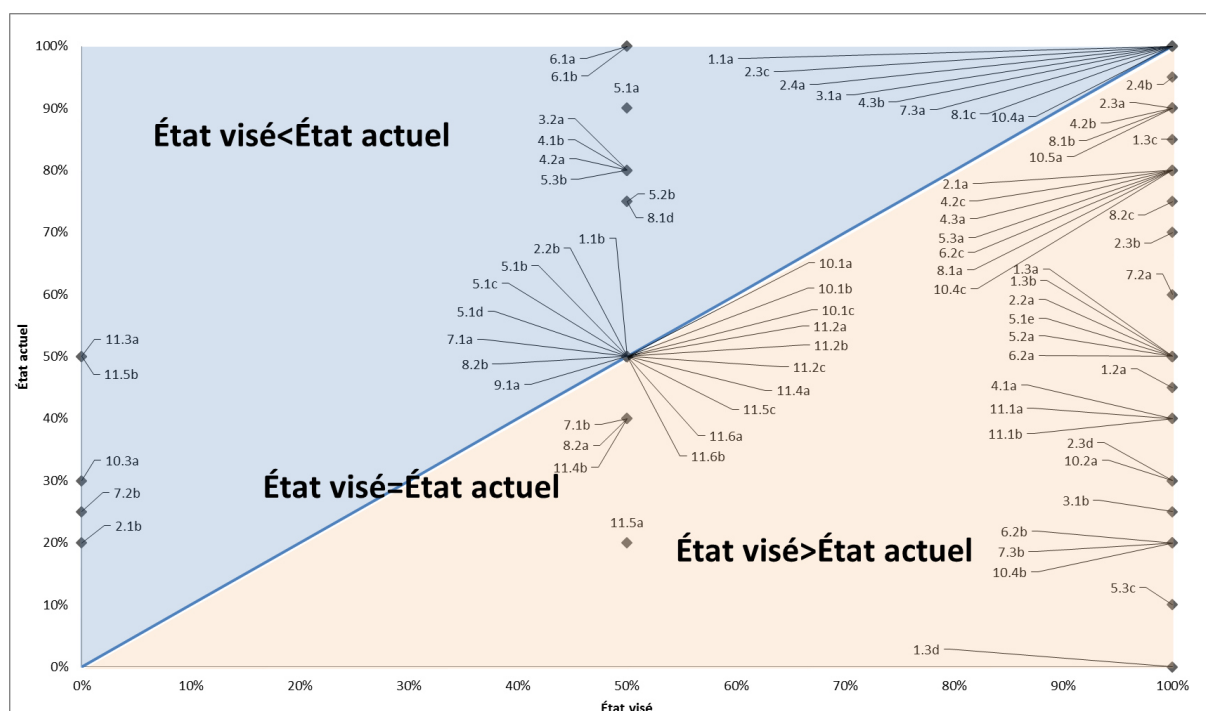


Fig. 5. Comparaison état actuel-état visé pour toutes les mesures des objectifs 1 à 11
(Source : auteurs)

Si l'on considère la mise en œuvre des mesures par objectif (fig. 6), on voit que pour aucun objectif (à l'exception de l'objectif 9) les mesures n'ont pu être entièrement mises en œuvre. Pour les objectifs 1, 2 et 4, qui font partie des objectifs prioritaires particulièrement ambitieux (cf. fig. 4), l'objectif visé n'a pas été atteint pour plus de la moitié des mesures. Par comparaison, les objectifs prioritaires 3 et 5 présentent de meilleurs résultats, puisque l'objectif visé a été atteint ou dépassé pour deux tiers des mesures dans le premier cas et pour 60 % dans le second. Pour les autres lignes stratégiques, moins ambitieuses, plus de la moitié des mesures ont dépassé l'objectif visé. Seuls 11 % de ces mesures sont restées en deçà des attentes.

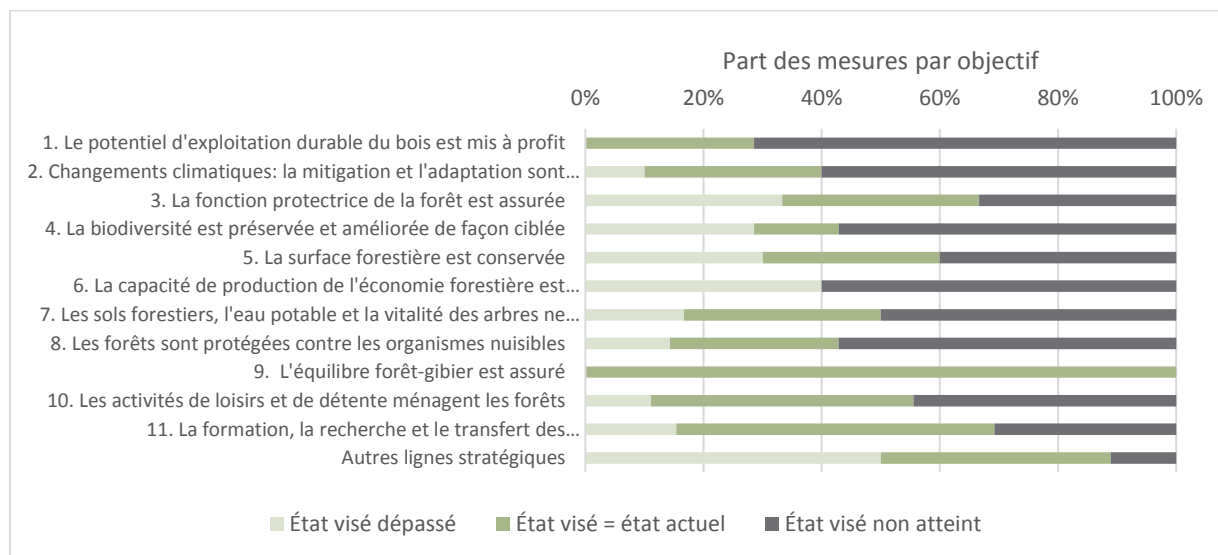


Fig. 6. Comparaison état actuel-état visé pour la mise en œuvre des mesures par objectif
(Source : auteurs)

Sur les 96 mesures mises en œuvre, l'objectif visé a été parfaitement réalisé pour 34 % (33) d'entre elles. Il a été dépassé pour 24 % (23) des mesures et n'a pas été atteint pour 42 % (40) d'entre elles.

2.2 VUE D'ENSEMBLE SUR L'IMPACT

En plus des mesures qui incombent à Confédération, la Politique forestière 2020 définit aussi les rôles des cantons et des autres acteurs. Contrairement à l'output, il ne s'agit pas d'exigences, mais d'attentes. Aucun objectif visé n'étant défini, l'impact ne peut être analysé au moyen d'une comparaison entre l'état actuel et l'état visé.

Les fig. 7 et 9 résument les résultats agrégés des interviews avec les responsables de l'OFEV et la fig. 8 ceux de l'enquête menée auprès des cantons. Ces résultats sont présentés plus en détail dans le chapitre 3 et l'annexe 2. Les résultats de l'enquête menée auprès des autres acteurs ne sont pas présentés sous une forme agrégée, puisque le nombre des personnes interrogées varie fortement selon la mesure et l'objectif et en fonction du rôle défini dans la Politique forestière 2020. Les résultats de l'enquête menée auprès des autres acteurs sont également présentés en détail au chapitre 3 et dans l'annexe 2 au niveau des mesures.

Fig. 7 présente une vue d'ensemble de l'évaluation de l'OFEV sur la mise en œuvre des mesures par les cantons pour chaque objectif. L'évaluation porte sur la part des cantons qui ont mis en œuvre les mesures correspondant à chaque objectif. Il n'y a pas un seul objectif pour lequel l'OFEV estime que tous les cantons (réponse « Oui, tous ») ont entièrement mis en œuvre les mesures désirées. Pour les objectifs 3, 4, 5 et 11, il estime que tous les cantons ou la majorité d'entre eux ont mis en œuvre la plus grande partie des mesures. Pour les objectifs 6, 7 et 9, il estime que quelques cantons ont mis en œuvre les mesures correspondantes. Pour 50 % des mesures de l'objectif 1, il n'est pas en mesure d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre par les cantons.

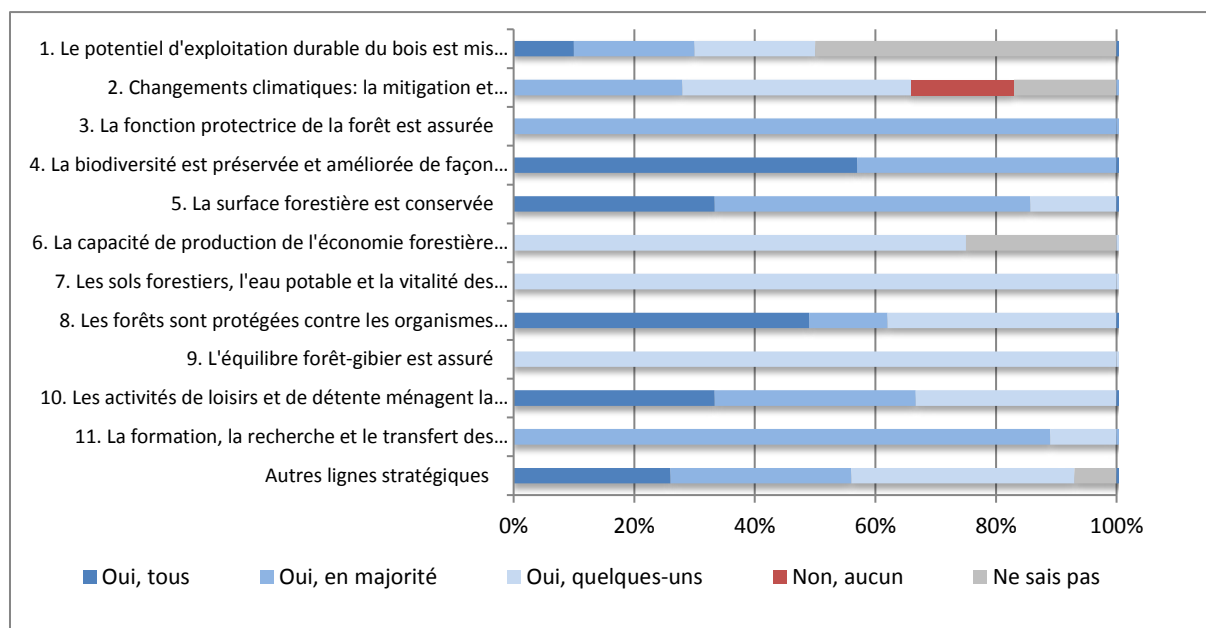


Fig. 7. Part des cantons ayant mis en œuvre les mesures d'un objectif selon l'évaluation de l'OFEV
(Source : auteurs)

La Fig. 8 présente l'évaluation des cantons sur la mise en œuvre des mesures. Les résultats détaillés sont présentés au chapitre 3 et dans l'annexe 2.

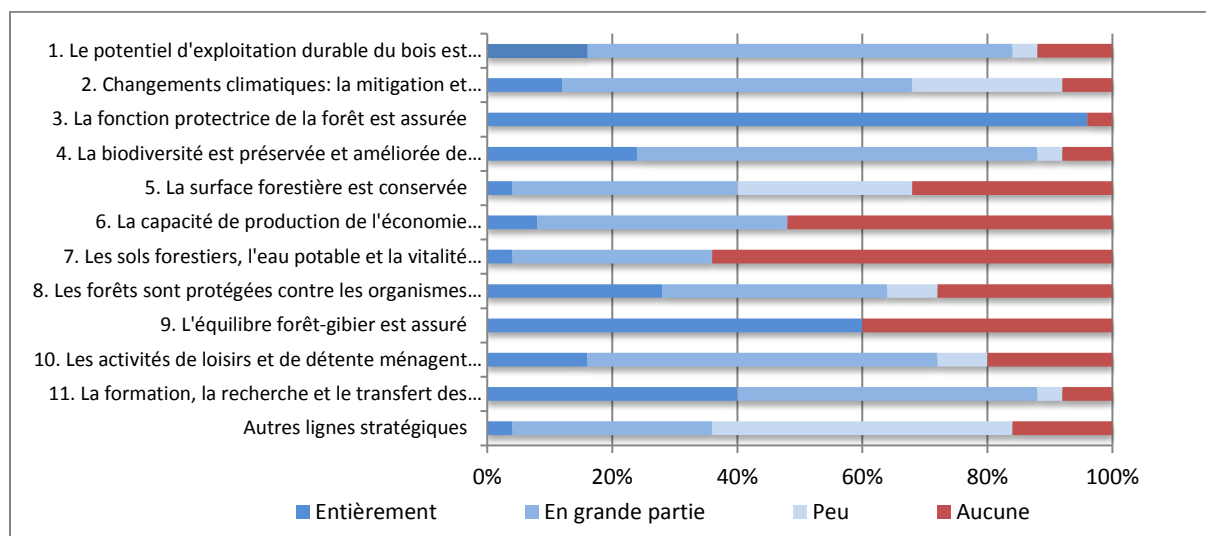


Fig. 8. Évaluation des cantons sur la mise en œuvre des mesures par objectif (résultats agrégés)

Légende – Aperçu des mesures par objectif : Objectif 1 = 5 mesures ; objectif 2 = 4 mesures ; objectif 3 = 1 mesure ; objectif 4 = 5 mesures ; objectif 5 = 9 mesures ; objectif 6 = 2 mesures ; objectif 7 = 2 mesures ; objectif 8 = 4 mesures ; objectif 9 = 1 mesure ; objectif 10 = 4 mesures ; objectif 11 = 4 mesures ; autres lignes stratégiques = 9 mesures
(Source : auteurs)

Les cantons ayant été interrogés sur la mise en œuvre au niveau des mesures, il a fallu procéder à un calcul en deux temps pour présenter les résultats agrégés au niveau des objectifs. Dans un premier temps, les réponses du canton sur les mesures prises pour un objectif donné ont été classées dans quatre catégories : « Entièrement » (toutes les mesures d'un objectif mises en œuvre), « En grande partie » (entre 50 % et 99 % des mesures mises en œuvre), « Peu » (entre 1 % et 49 % des mesures mises en œuvre) et « Aucune » (aucune mesure mise en œuvre). Dans un deuxième temps, la mise en œuvre des mesures par objectif a été représentée pour les 25 cantons.

La fig. 8 montre pour chaque objectif quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre dans les cantons. Pour les objectifs prioritaires 1 à 4, la mise en œuvre dans les cantons est bien avancée, puisque les mesures sont entièrement ou en grande partie appliquées dans au moins 60 % d'entre eux. Pour l'objectif 3, les mesures sont entièrement mises en œuvre par plus de 90 % des cantons. Les résultats des objectifs non prioritaires sont moins bons que ceux des objectifs prioritaires. Des efforts doivent être fournis pour les objectifs 6, 7 et 9, puisqu'une proportion élevée de cantons (respectivement plus de 50 %, 60 %, et 40 %) n'appliquent aucune mesure.

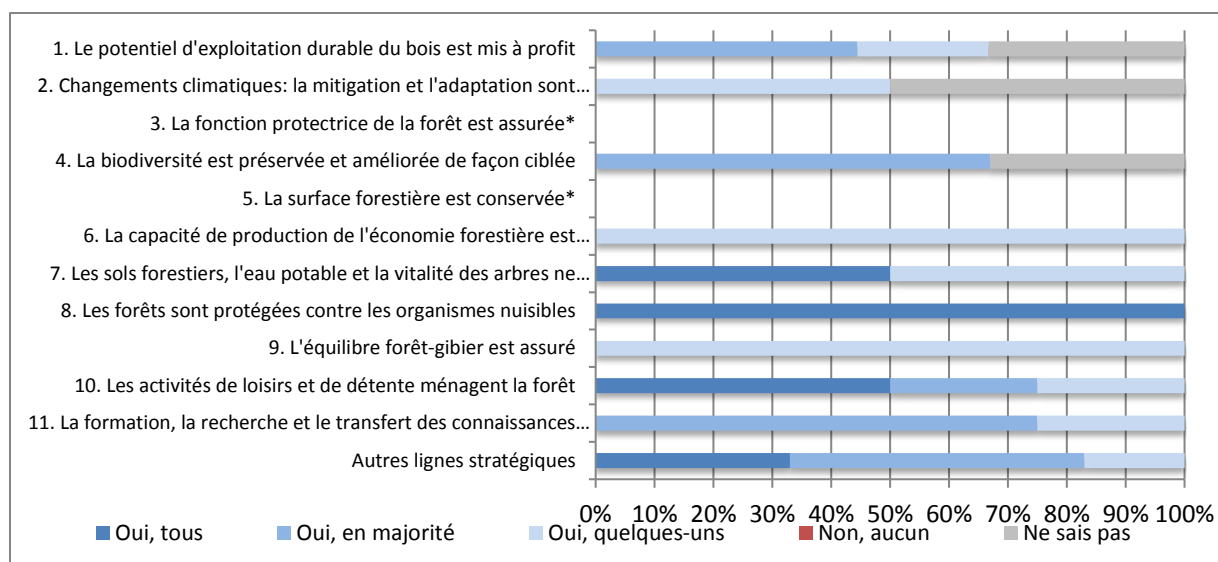


Fig. 9. Évaluation de l'OFEV sur la mise en œuvre des mesures par les autres acteurs

*Pour les objectifs 3 et 5, la Politique forestière 2020 ne définit pas de rôle pour les autres acteurs.

(Source : auteurs)

La fig. 9 présente l'évaluation de l'OFEV sur la mise en œuvre des mesures par les autres acteurs. Les objectifs 3 et 5 n'ont pas été abordés, puisque la Politique forestière 2020 ne définit aucun rôle pour les autres acteurs en relation avec ces objectifs. Pour l'objectif 8, l'OFEV estime que tous les autres acteurs ont pris des mesures correspondantes. Pour les objectifs 10 et 11 et les autres lignes stratégiques, il estime qu'une grande part des mesures ont été adoptées par tous les autres acteurs ou par une majorité d'entre eux.

2.3 VUE D'ENSEMBLE SUR L'OUTCOME

La Politique forestière 2020 fixe pour chaque objectif des indicateurs (47 au total) et définit pour chacun d'eux un état visé à l'horizon 2020. Puisqu'aucun état visé intermédiaire n'a été défini pour la première étape, le fait qu'un état visé n'ait pas été atteint ne veut pas dire que l'indicateur n'est pas « en bonne voie », mais simplement que l'état visé n'a pas été atteint avant la date fixée. Pour estimer si l'état visé pourra être atteint d'ici à 2020, il est donc important de tenir compte des commentaires relatifs à l'évolution des indicateurs figurant à l'annexe 2. L'analyse montre que des données exhaustives sont disponibles que pour 55 % (26) des indicateurs seulement, et des données partielles pour 4 % (2) d'entre eux (cf. 1.3 Limites de l'analyse). La fig. 10 montre le nombre d'indicateurs et la disponibilité des données par objectif. Pour la plupart des objectifs, il y a des données pour au moins deux indicateurs. Pour l'objectif 1 « Le potentiel d'exploitation durable du bois est mis à profit », il n'y en a que pour un seul indicateur ; pour l'objectif 8, « Les forêts sont protégées contre les organismes nuisibles », les données manquent pour les trois indicateurs.

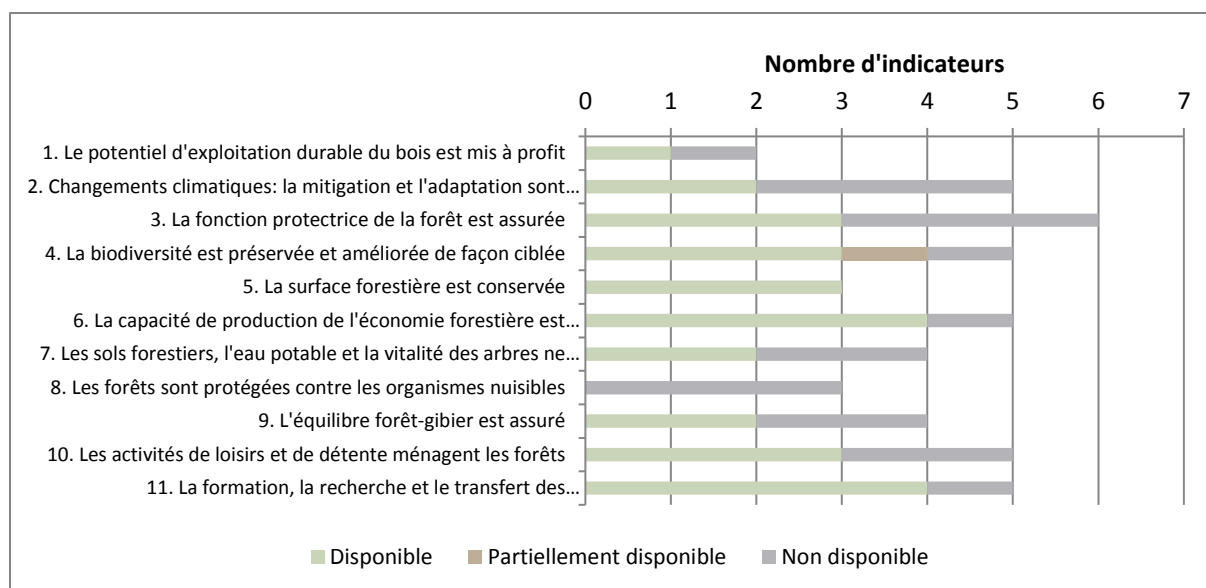


Fig. 10. Nombre d'indicateurs et disponibilité des données par objectif
(Source : auteurs)

Pour ce qui est de la disponibilité des données, la situation est légèrement meilleure pour les indicateurs des objectifs prioritaires (objectifs 1 à 5) que pour ceux des autres objectifs (objectifs 6 à 11) : pour les premiers, des données sont au moins partiellement disponibles pour 62 % des indicateurs, alors que ce pourcentage tombe à 58 % pour les seconds.

Au total, il y a des données disponibles pour 28 indicateurs ; pour 6 d'entre eux, il n'est cependant pas possible de vérifier si l'état visé a été atteint. Cela peut avoir plusieurs raisons : une trop grande incertitude relative aux données (c.-à-d. les données nécessaires manquent), un état visé pas encore défini, des modifications dans la méthode de récolte des données ou une base de calcul incomplète. Ces problèmes concernent principalement les objectifs non prioritaires, sauf l'incertitude relative aux données, qui touche également l'objectif prioritaire 2 « Changements climatiques : la mitigation et l'adaptation sont assurées ».

Comme on peut le voir sur la fiFig. 11, l'état visé a déjà été entièrement ou partiellement atteint pour la moitié des 22 indicateurs restants. L'état visé est considéré comme partiellement atteint lorsqu'il est composé de plusieurs valeurs et que certaines d'entre elles correspondent à l'état visé et d'autres pas.

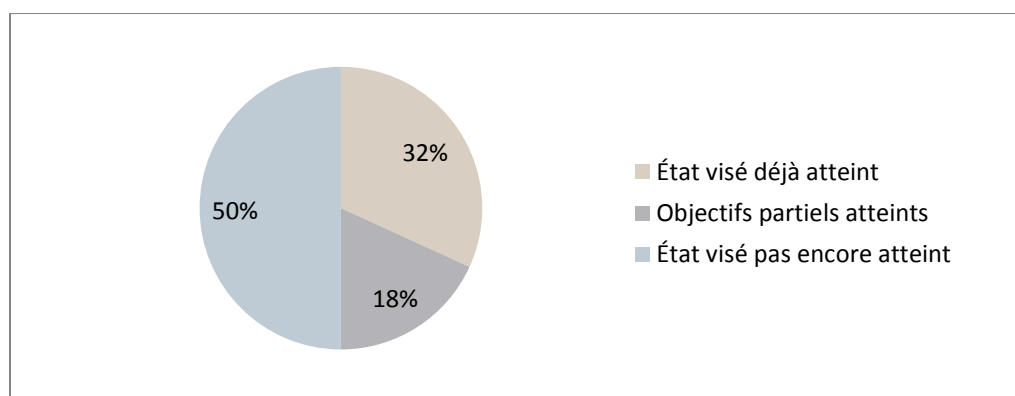


Fig. 11. Réalisation de l'état visé
n=22 (indicateurs pour lesquels l'état visé est (partiellement) vérifiable)
(Source : auteurs)

La fig. Fig. 12 montre que les indicateurs évaluable des objectifs prioritaires 1 et 3 et l'indicateur de l'objectif 10 n'ont pas atteint l'état visé. L'objectif 4 est le seul pour lequel l'état visé a été atteint entièrement ou partiellement. Pour les autres objectifs, le tableau est contrasté.

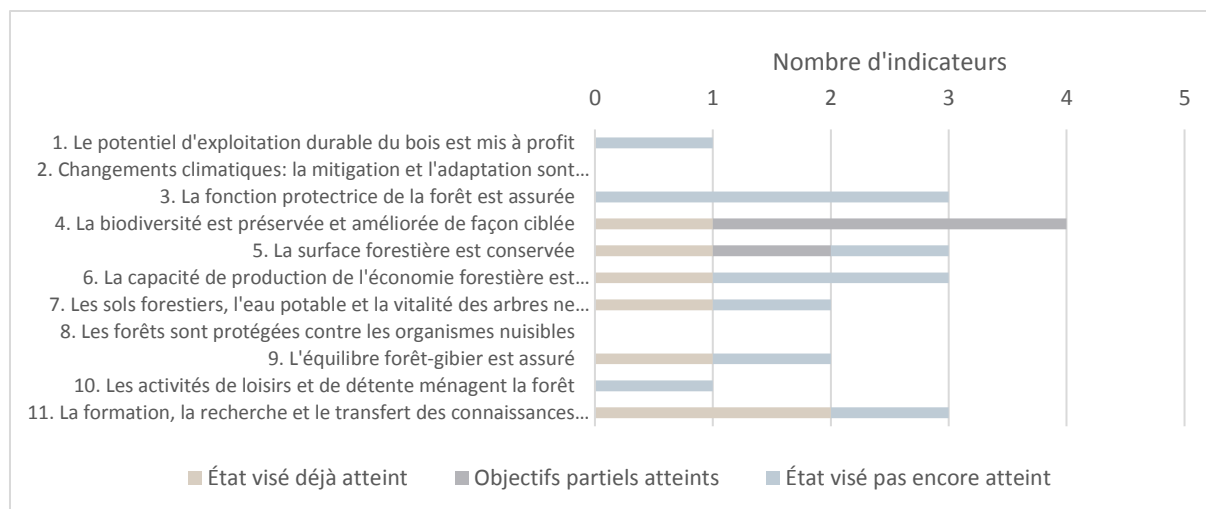


Fig. 12. Réalisation de l'état visé par objectif
(Source : auteurs)

2.4 VUE D'ENSEMBLE SUR LES LIGNES STRATEGIQUES

La Fig. 13 présente, pour chaque objectif, un aperçu de l'évaluation des lignes stratégiques par le Forum Forêt. La question posée était de savoir si les lignes stratégiques sont en bonne voie. Afin de disposer d'une vue d'ensemble, les réponses ont été agrégées au niveau des objectifs ; à cet égard, il convient de noter que le nombre des lignes stratégiques par objectif peut varier (p. ex. l'objectif 1 a 3 lignes stratégiques, l'objectif 2 en a 4). À l'instar de la fig. 8, la fig. 13 a été réalisée en deux temps. Les réponses données au niveau des lignes stratégiques ont été regroupées dans les catégories suivantes au niveau des objectifs : « Oui, en bonne voie » (lorsqu'un membre du Forum Forêt a répondu pour toutes les lignes stratégiques d'un objectif par « Oui » ou « Plutôt oui » à la question de savoir si elles sont en bonne voie [correspond à 100 %]), « Plutôt oui » (lorsqu'un membre du Forum Forêt estime qu'entre 55 % et 99 % des lignes stratégiques d'un objectif sont en bonne voie), « Plutôt non » (entre 1 % à 49 % des lignes stratégiques d'un objectif sont estimées en bonne voie), « Non » (aucune des lignes stratégiques d'un objectif n'est estimée en bonne voie).

La fig. 13 montre les évaluations agrégées des membres du Forum Forêt pour chaque objectif. Les résultats indiquent que 50 % des représentants du Forum Forêt estiment qu'au moins 50 % des lignes stratégiques sont en bonne ou plutôt bonne voie pour tous les objectifs. Les objectifs prioritaires obtiennent en moyenne de meilleurs résultats que les autres objectifs. Des efforts doivent surtout être fournis pour les objectifs 1, 6, 7, 9 et 10, puisque 40 % (50 % pour l'objectif 9) des représentants estiment qu'ils ne sont pas ou plutôt pas en bonne voie.

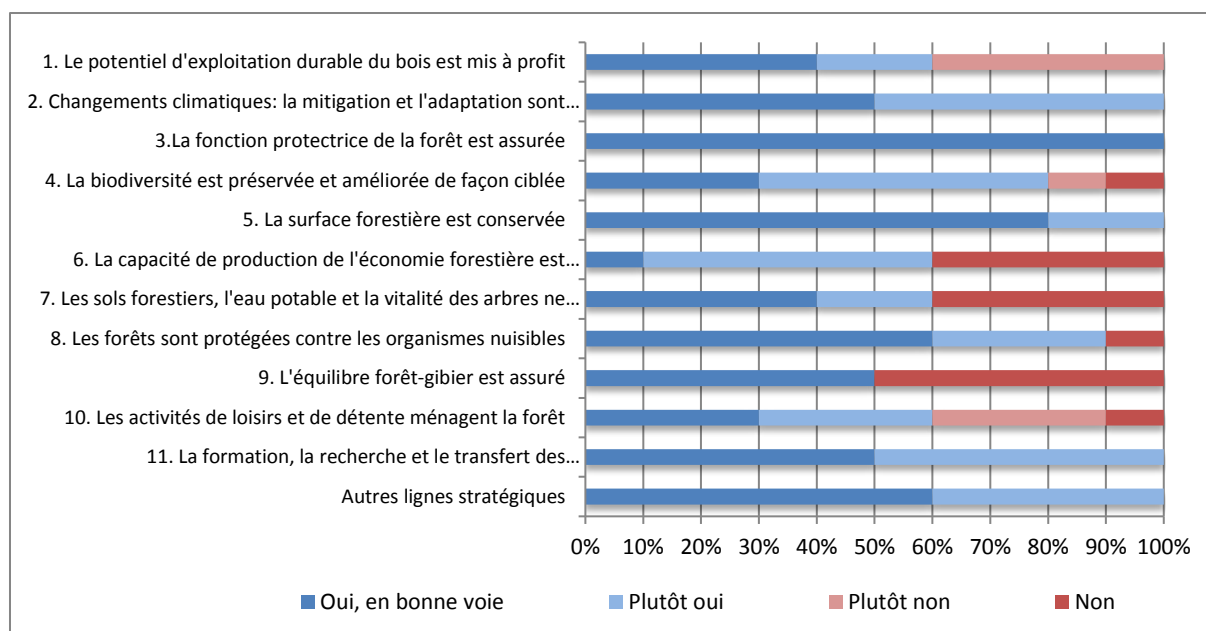


Fig. 13. Évaluation du Forum Forêt « Les lignes stratégiques sont-elles en bonne voie ? » (résultats agrégés)
 n=10, **Légende – Aperçu des lignes stratégiques par objectif** : objectif 1 = 3 lignes stratégiques ; objectif 2 = 4 lignes stratégiques ; objectif 3 = 2 lignes stratégiques ; objectif 4 = 3 lignes stratégiques ; objectif 5 = 3 lignes stratégiques ; objectif 6 = 2 lignes stratégiques ; objectif 7 = 2 lignes stratégiques ; objectif 8 = 2 lignes stratégiques ; objectif 9 = 1 ligne stratégique ; objectif 10 = 4 lignes stratégiques ; objectif 11 = 5 lignes stratégiques ; autres lignes stratégiques = 5 lignes stratégiques.
 (Source : auteurs)

La fig. Fig. 14 présente une vue d'ensemble des réponses données par les représentants du Forum Forêt à la question de savoir si les lignes stratégiques concourent à la réalisation de l'objectif correspondant d'ici à 2020. À noter qu'une personne n'a pas répondu à la question pour l'objectif 6, raison pour laquelle la barre n'indique pas une valeur de 100 %. Une grande part des lignes stratégiques sont considérées comme contribuant à la réalisation de l'objectif concerné. Les lignes stratégiques 6, 7 et 9 sont cependant jugées moins efficaces.

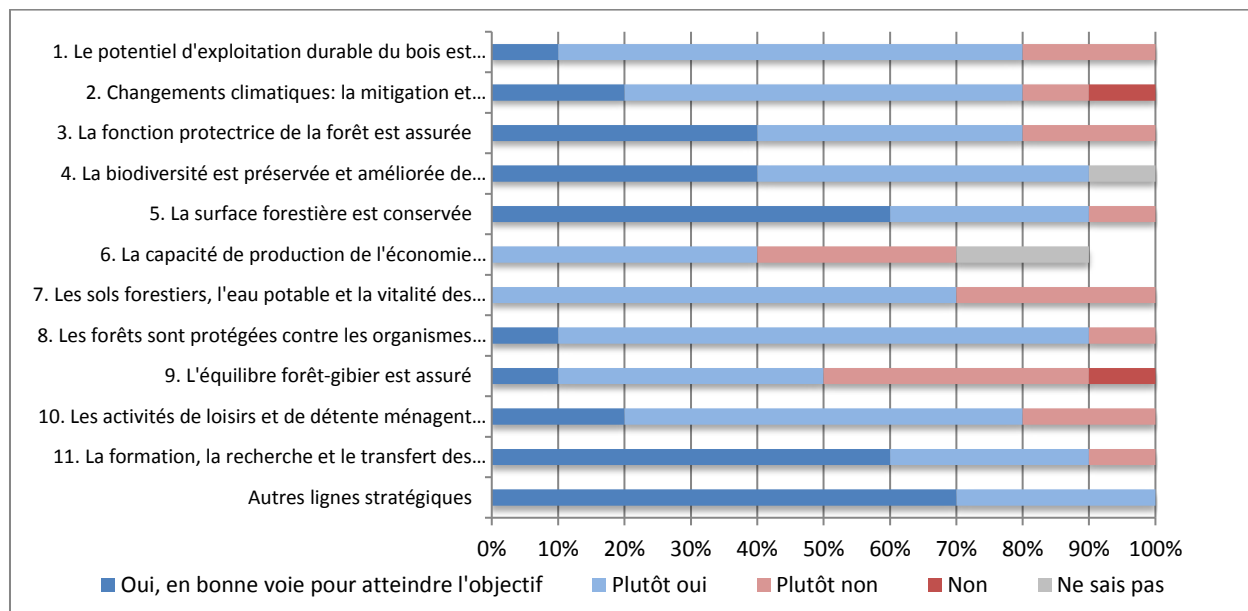


Fig. 14. Évaluation du Forum Forêt « Les lignes stratégiques contribuent-elles à réaliser l'objectif ? »

*Pour l'objectif 6, une personne n'a pas répondu à la question.

(Source : auteurs)

3 ANALYSE DES MESURES PAR OBJECTIF

Ce chapitre analyse plus en détail la mise en œuvre des mesures par lignes stratégiques et par objectif. Il est ainsi possible d'avoir une vue d'ensemble de l'output, de l'impact et de l'outcome pour chaque objectif. L'évaluation globale du Forum Forêt est également présentée pour chaque objectif, et ce au niveau des lignes stratégiques.

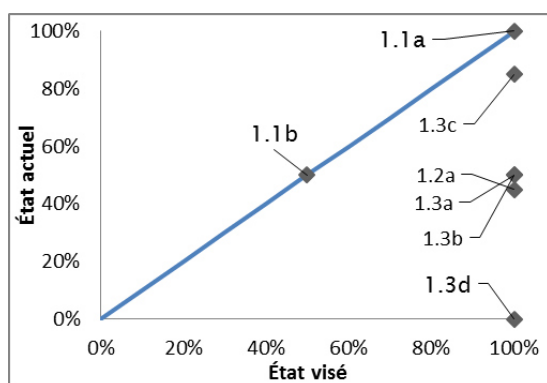
Pour **l'output**, la comparaison état actuel-état visé sert à évaluer l'état d'avancement des mesures après la première étape, soit l'état de la mise en œuvre au niveau de la Confédération. Pour **l'impact**, une comparaison état actuel-état visé n'est pas possible. C'est donc la part des cantons et des acteurs principaux ayant mis en œuvre les mesures durant la première étape qui est présentée. Rappelons à cet égard que les cantons et/ou les autres acteurs n'ont pas toujours un rôle défini à jouer, si bien que les mesures analysées au niveau de l'impact sont moins nombreuses. L'analyse de l'impact se fonde sur les résultats des enquêtes menées auprès des cantons, des autres acteurs et du Forum Forêt ; l'évaluation effectuée par l'OFEV (voir 2.2) n'est pas prise en compte. Pour **l'outcome**, il n'est pas non plus possible de procéder à une comparaison état actuel-état visé, puisqu'il n'existe pas d'objectifs intermédiaires définis pour la première étape. Pour évaluer si la réalisation est en bonne voie, il faut tenir compte de l'évolution des indicateurs au cours de la première étape (voir annexe 2).

Les mesures des lignes stratégiques de chaque objectif sont indiquées dans la partie consacrée à l'output (sous le graphique) ; la numérotation utilisée se base sur celle des lignes stratégiques de la Politique forestière 2020⁵.

OBJECTIF 1 : LE POTENTIEL D'EXPLOITATION DURABLE DU BOIS EST MIS A PROFIT

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 1.1 « Base décisionnelles » : les mesures sont en bonne voie et des efforts supplémentaires ne sont pas nécessaires (voir Fig. 15). Lignes stratégiques 1.2 « Promotion des feuillus » : l'objectif visé n'a pas été atteint, ce qui est dû en première ligne aux conditions économiques générales. Lignes stratégiques 1.3 « Développement de la demande de bois » : l'objectif visé n'a été atteint pour aucune des quatre mesures. La mesure 1.3d « La Confédération examine la ligne suivie par le Programme Bâtiments en ce qui concerne l'encouragement de constructions en bois énergétiquement efficaces » semble inapplicable pour des raisons politiques. Des nouvelles dispositions devant permettre une utilisation accrue du bois dans les marchés publics de la Confédération sont devenues effectives avec l'entrée en vigueur de la loi fédérale révisée sur les forêts (loi sur les forêts, LFo, RS 921.0) le 1^{er} janvier 2017.

⁵ Le premier nombre se rapporte à l'objectif, le nombre après le point aux lignes stratégiques et la lettre à la mesure.



Légende : mesures de l'objectif 1	
1.1a	La Confédération présente les potentiels d'exploitation de la forêt (actualisation des études sur le potentiel, p. ex. potentiel d'exploitation du bois, scénarios d'avenir concernant le bois-énergie ; relevés comme l'IFN).
1.1b	La Confédération prépare différentes données de base sur l'exploitation, la transformation, le commerce et la consommation finale du bois, le potentiel en matière de demande et de valeur ajoutée (statistique forestière/réseau d'entreprises pilotes, Inventaire forestier national, annuaire « La forêt et le bois », analyses des données provenant des scieries et de l'industrie du bois, études sur la consommation finale, etc.).
1.2a	La Confédération soutient les études de faisabilité, les projets d'innovation (R & D appliqués), les études de marché sur les débouchés pour les feuillus, etc. (voir la Politique de la ressource bois et le Plan d'action bois pour des mesures concrètes).
1.3a	La Confédération soutient le développement de systèmes de construction en bois énergétiquement efficaces destinés en priorité à des grands volumes, ainsi que la construction dans le parc immobilier existant par des mesures dans les domaines de la recherche et du développement, de la promotion de l'innovation et du transfert des connaissances (voir la Politique de la ressource bois et le Plan d'action bois pour des mesures concrètes).
1.3b	La Confédération sensibilise les consommateurs finaux institutionnels aux avantages des constructions en bois, des éléments de construction en bois et du bois-énergie (voir la Politique de la ressource bois et le Plan d'action bois pour des mesures concrètes).
1.3c	La Confédération s'engage pour une utilisation accrue du bois dans les marchés publics de la Confédération (présentation des projets, portefeuille de la construction écologique).
1.3d	La Confédération examine la ligne suivie par le Programme Bâtiments en ce qui concerne l'encouragement de constructions en bois énergétiquement efficaces.

Fig. 15. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 1

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) :

Pour ce qui est des **cantons**, les mesures des lignes stratégiques 1.1 « Bases décisionnelles » sont en bonne voie (voir fig. Fig. 16). Il y a un retard à combler pour la mesure 1.2a des lignes stratégiques « Promotion des feuillus », puisque seulement 48 % des cantons agissent dans ce domaine. La mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 1.3 « Développement de la demande en bois » présente un tableau contrasté, puisque la mesure 1.3a est appliquée par moins de 50 % des cantons, alors que la mesure 1.3b l'est par 80 % d'entre eux.

Pour ce qui est des **autres acteurs**, les mesures des lignes stratégiques 1.1 « Bases décisionnelles » sont en bonne voie (cf. annexe 2). Une personne interrogée demande en quoi consistent ces lignes stratégiques : s'agit-il de soutenir et d'exploiter aussi complètement que possible la ressource bois ou de viser une gestion optimale dans laquelle les différents objectifs sont coordonnés entre eux ? Il a en outre été signalé qu'« optimal » ne signifie pas a priori une exploitation aussi complète que possible de l'accroissement. Les mesures des lignes stratégiques 1.2 « Promotion des feuillus » ne sont pas en bonne voie, puisque moins de 50 % des autres acteurs les mettent en œuvre. Le manque d'unité dans les efforts fournis par les acteurs et l'OFEV, p. ex. la promotion du hêtre pour des utilisations connues vs la promotion de son utilisation dans le bâtiment, a été invoqué comme explication possible. Pour les lignes stratégiques 1.3 « Développement de la demande de bois », les mesures 1.3a et 1.3b sont en bonne voie (cf. annexe 2).

Outcome (réalisation des objectifs) : Deux indicateurs sont définis pour l'objectif 1 (voir tableau 1). L'indicateur « Quantité totale de bois récolté comme matériaux et à des fins énergétiques dans la forêt suisse »

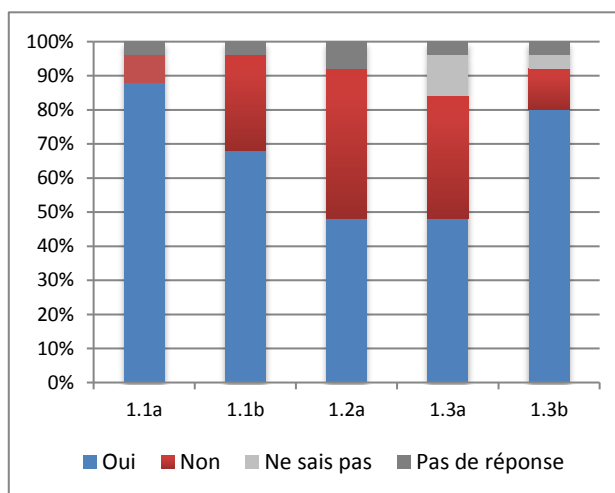


Fig. 16. Mise en œuvre par les cantons des mesures de l'objectif 1 (Source : auteurs)

est évaluable par rapport à l'état visé. Celui-ci est fixé à 8,3 millions de m³/an (sur la base de l'étude de Hofer et al. (2011) sur le potentiel d'exploitation du bois). Selon la statistique forestière (OFS, en continu a), la quantité de bois récolté est passée de 5,2 millions de m³ en 2012 à 5,5 millions de m³ en 2014. Malgré cette tendance positive, il ne faut cependant pas s'attendre à ce que l'état visé puisse être atteint d'ici à 2020 sans modification des mesures ou sans changements importants au niveau de la société ou de l'économie. Pour le second indicateur « Demande de produits en bois », il n'y a pas de données disponibles.

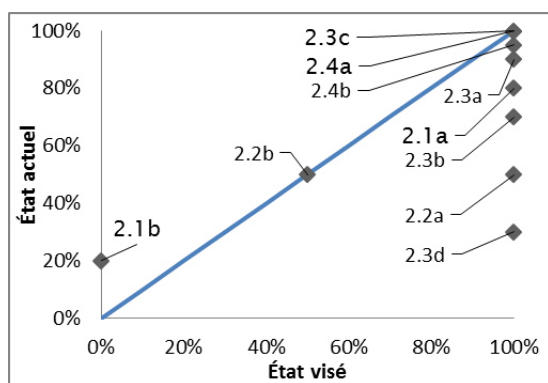
Objectif 1	
Nombre d'indicateurs	2
Évaluable par rapport à l'état visé	1
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	1

Tableau 1. Outcome : indicateurs pour l'objectif 1
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les lignes stratégiques de l'objectif 1 sont dans l'ensemble évaluées de manière assez positive, même si seulement 50 % des représentants du Forum Forêt estiment que les lignes stratégiques 1.1 « Bases décisionnelles » sont en bonne voie. Il a été signalé qu'en de maints endroits, l'accroissement n'a pas été entièrement exploité pour des raisons économiques et que les informations de l'OFEV n'ont qu'une influence limitée. Il a également été relevé que les acteurs sont peu encouragés à récolter du bois en Suisse, notamment en raison des prix du bois bas dus au franc fort. 70 % des représentants sont d'avis que les lignes stratégiques 1.2 sont en bonne voie et 80 % que les lignes stratégiques 1.3 le sont également. À propos de ces dernières, il a été signalé que plusieurs mesures sont prévues ou sur le point d'être mises en œuvre (p. ex. l'initiative en faveur du bois suisse) et qu'elles doivent être rigoureusement appliquées. Évaluation globale : 80 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 1 d'ici à 2020 est en bonne voie (10 %) ou plutôt bonne voie (70 %).

OBJECTIF 2 : CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LA MITIGATION ET L'ADAPTATION SONT ASSUREES

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 2.1 « Clarification des effets » : fin 2015, la Confédération n'avait pas entièrement mis en œuvre les mesures prévues pour la première étape (voir fig. 17). Elle devrait cependant y parvenir en 2016. L'application de la mesure 2.1b prévue pour la deuxième étape a déjà été amorcée. Lignes stratégiques 2.2 « Augmentation de la capacité de résistance » : une des mesures est en bonne voie, alors que des efforts doivent être fournis pour l'autre. Lignes stratégiques 2.3 « Mesures en cas de dérangements ou de dommages » : seule une des quatre mesures a été entièrement mise en œuvre. L'application des trois autres mesures se poursuit activement et leur réalisation progresse (OFEV, 2016a), raison pour laquelle on peut s'attendre à ce qu'elles soient entièrement exécutées au cours de la deuxième étape. Lignes stratégiques 2.4 « Renforcement de l'utilisation du bois » : les objectifs visés sont presque atteints.



Légende : mesures de l'objectif 2	
2.1a	La Confédération achève la deuxième phase du programme de recherche « Forêt et changements climatiques », assure la publication et la communication des résultats et met en place des offres de formation continue intégrant les résultats de la recherche. Cela concerne en particulier les stratégies d'adaptation dans le domaine sylvicole.
2.1b	La Confédération met en place des mesures sur la base des résultats de la recherche afin de conserver la variabilité génétique des espèces forestières indigènes, de manière à maintenir leur résilience et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques.
2.2a	La Confédération élabore une stratégie fédérale d'adaptation au climat dans le domaine des forêts.
2.2b	La Confédération développe le système d'encouragement pour les soins aux jeunes peuplements en fonction des résultats du programme de recherche « Forêt et changements climatiques », examine les conditions-cadres et conclut des conventions-programmes pluriannuelles avec les cantons dans le cadre de la nouvelle péréquation financière (RPT).
2.3a	La Confédération met sur pied, en collaboration avec les acteurs, un système de financement pour soutenir les mesures de protection de la forêt en dehors des forêts protectrices.
2.3b	La Confédération met en œuvre la stratégie de gestion des dangers biotiques (voir chap. 3.8).
2.3c	La Confédération met en place le système de mise en garde contre les incendies de forêt conformément à l'ordonnance sur l'alarme et coordonne la procédure avec les cantons.
2.3d	La Confédération met au point un système d'alerte précoce pour les incendies de forêt (y c. pour le nord des Alpes) et élabore à cet effet une aide à la décision à l'attention des cantons.
2.4a	La Confédération élabore un plan permettant de mesurer et d'utiliser de manière optimale le potentiel cleantech du bois au moyen de partenariats intersectoriels (Office fédéral de l'agriculture [OFAG], Secrétariat d'État à l'économie [SECO]) (écobilans, mise à profit du potentiel d'exploitation du bois et utilisation en cascade optimale, étiquette-environnement pour les produits [viser une consolidation], soutien de filières économiques régionales, etc.).
2.4b	La Confédération promeut activement, dans le cadre des activités pour la Confédération, les avantages du bois et des produits en bois pour atténuer les changements climatiques.

Fig. 17. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 2

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) :

Pour ce qui est des **cantons**, la mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 2.1. « Clarification des effets » progresse mieux que ce que l'on aurait pu attendre au vu de l'output (voir fig. Fig. 18). Des mesures sont déjà appliquées par les cantons, alors que les résultats du programme de recherche (mesure de la Confédération) n'existent pas encore sous une forme disponible pour les cantons. Pour les lignes stratégiques 2.2 « Augmentation de la capacité de résistance », la mise en œuvre est mitigée, puisque la mesure 2.2a est appliquée par juste un peu plus de 50 % des cantons, alors que la mesure 2.2b n'a pas été mise en œuvre (évaluation de l'OFEV sur la base du reporting RPT [OFEV, 2016b]). Dans leurs commentaires, les cantons critiquent le fait qu'il est accordé trop d'importance à la recherche de solutions au problème des ongulés sauvages et trop peu au domaine de la sensibilité au climat des jeunes peuplements. Il y a un retard à combler pour la mesure 2.3c des lignes stratégiques « Mesures en cas de dérangement ou de dommages », puisqu'elle est mise en œuvre par seulement 28 % des cantons. Les cantons n'ont pas été interrogés sur les trois autres mesures de ces lignes stratégiques, puisqu'elles n'ont pas encore été mises en œuvre par la Confédération. Les lignes stratégiques 2.4 « Renforcement de l'utilisation du bois » sont en bonne voie.

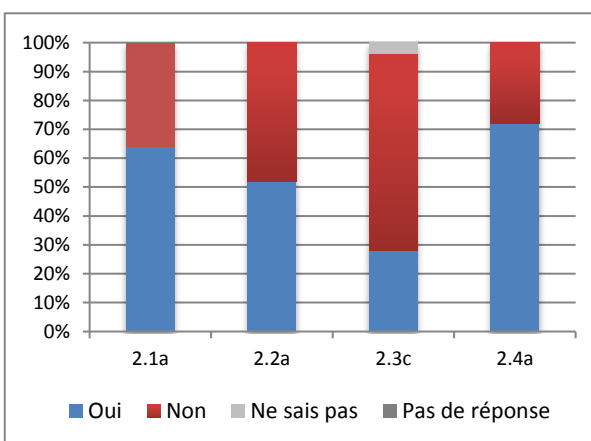


Fig. 18. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 2 (Source : auteurs)

En ce qui concerne les **autres acteurs**, les mesures des lignes stratégiques 2.1 « Clarification des effets » sont en bonne voie (cf. annexe 2). La mesure 2.2a des lignes stratégiques « Augmentation de la capacité de

résistance » n'ayant pas encore été mise en œuvre au niveau fédéral, aucune question n'a porté sur ce point. Pour les lignes stratégiques 2.4 « Renforcement de l'utilisation du bois », la mesure 2.4a est en bonne voie.

Outcome (réalisation des objectifs) : Cinq indicateurs sont définis pour l'objectif 2 (voir tableau 2). Pour le premier, intitulé « Bilan de CO₂ de la biomasse forestière vivante et morte, y c. du sol forestier », l'état visé est un bilan de CO₂ équilibré à long terme des effets de puits de carbone, de l'utilisation et de la substitution du bois. Il existe bien des données provenant de l'inventaire des gaz à effet de serre (OFEV, en continu a), mais elles ne permettent pas de vérifier l'état visé, puisqu'elles ne mesurent pas exactement ce qui doit être contrôlé. Selon l'OFEV, la définition de cet indicateur doit être adaptée. Pour l'indicateur « Surfaces de forêts mixtes », l'état visé est une augmentation de 10 % de la part des surfaces de forêts mixtes. Les données de l'Inventaire forestier national (IFN) montrent un accroissement du degré de mélange, mais elles doivent être traitées avec prudence, car l'incertitude statistique dans les données des échantillons ne permet pas de faire des déclarations significatives sur l'aspect quantitatif. Pour les autres indicateurs (« Extraction du CO₂ par l'exploitation du bois (m³/an) », « Effet de substitution de l'ensemble de l'utilisation du bois » et « Surfaces forestières avec une composition et une structure d'essences sensibles au climat »), il n'y a pas de données disponibles. À l'heure actuelle, on ne peut donc rien dire sur l'outcome pour l'objectif 2.

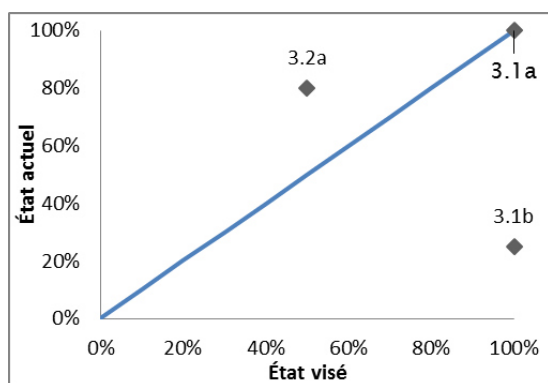
Objectif 2	
Nombre d'indicateurs	5
Évaluable par rapport à l'état visé	0
État visé	atteint
	Partiellement atteint
	non atteint

Tableau 2. Outcome : indicateurs pour l'objectif 2
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les lignes stratégiques de l'objectif 2 obtiennent toutes de très bons résultats dans l'évaluation globale du Forum Forêt. Tous les représentants estiment que les lignes stratégiques 2.1 sont en bonne voie. 80 % d'entre eux le pensent également pour les lignes stratégiques 2.2, 90 % pour les lignes stratégiques 2.3 et 80 % pour les lignes stratégiques 2.4. Évaluation globale : 80 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 2 d'ici à 2020 est en bonne voie (20 %) ou plutôt bonne voie (60 %).

OBJECTIF 3 : LA FONCTION PROTECTRICE DE LA FORET EST ASSUREE

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 3.1 « Délimitation des surfaces de forêts protectrices » : une mesure a été entièrement mise en œuvre, alors que l'objectif visé pour 2015 n'a pas été atteint pour l'autre (voir fig. 19). Il est cependant prévu de poursuivre les efforts et de progresser dans ce domaine. Lignes stratégiques 3.2 « Conventions-programmes dans le domaine des forêts protectrices » : l'objectif fixé pour la première étape a été dépassé.



Légende : mesures de l'objectif 3	
3.1a	La Confédération harmonise les critères de délimitation des forêts protectrices.
3.1b	La Confédération analyse les données de l'IFN en rapport avec les profils d'exigences NaiS afin de pouvoir effectuer un contrôle de l'atteinte des objectifs au niveau national (pour cela, les échantillons de l'IFN doivent pouvoir être attribués à un type de station selon NaiS).
3.2a	La Confédération conclut des conventions-programmes pluriannuelles avec les cantons conformément à la nouvelle péréquation financière (RPT) dans le domaine des forêts protectrices (la mesure correspond à la ligne stratégique).

Fig. 19. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 3

(Source : auteurs)

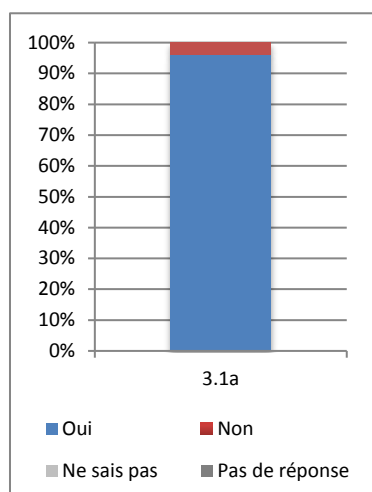


Fig. 19. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 3
(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des **cantons**, la mesure 3.1a des lignes stratégiques 3.1 « Délimitation des surfaces de forêts protectrices » est en bonne voie (voir fig. 20). Se basant sur le reporting RPT (OFEV, 2016b), l'OFEV estime qu'il en va de même pour les lignes stratégiques 3.2 « Conventions-programmes dans le domaine des forêts protectrices ». Aucun rôle n'est défini pour les **autres acteurs** dans le cadre de l'objectif 3.

Outcome (réalisation des objectifs) : Six indicateurs sont définis pour l'objectif 3 (voir tableau 3). Pour l'indicateur « Part des communes/régions/cantons dotés de concepts d'entretien pour les mesures de protection (planification forestière en forêts protectrices) », l'état visé est une part de 100 %. Selon les données collectées pour l'étude, 65 % des cantons ont un concept d'entretien et, dans 70 % des cantons, toutes les communes ou une partie d'entre elles en possèdent un. La marque des 100 % n'ayant été atteinte ni au niveau des cantons ni à celui des communes, l'état visé est considéré comme non atteint.

Objectif 3	
Nombre d'indicateurs	6
Évaluables par rapport à l'état visé	3
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	3

Tableau 3. Outcome : indicateurs pour l'objectif 3
(Source : auteurs)

Pour l'indicateur « Hectares de forêts protectrices traitées et influencées », l'état visé est fixé à 3 % de la surface totale des forêts protectrices, ce qui correspond à une surface d'environ 17 550 ha. Les données du reporting RPT (OFEV, 2016b) montrent que la surface de forêts protectrices traitées s'accroît chaque année (de 7158 ha en 2012 à 10 254 ha en 2015). L'extrapolation linéaire de cette tendance jusqu'en 2020 indique qu'il manquera 2230 ha pour atteindre l'état visé. Pour l'indicateur « Respect d'exigences minimales dans le programme RPT Forêt protectrice (méthode NaiS) », tous les critères ont été jugés au moins satisfaisants en moyenne. L'état visé, à savoir que les exigences soient respectées dans 100 % des échantillons, n'a toutefois pas été atteint.

Faute de données, il n'est pas possible de dire quelque chose sur les indicateurs « Décès évitables », « Domages évités » et « Part des forêts protectrices remplissant les profils d'exigence selon NaiS (Gestion durable des forêts de protection) ». Selon l'OFEV, on devrait pouvoir disposer de données sur l'indicateur « NaiS-Forêts protectrice » à partir de 2019 environ, lorsque l'IFN 4 sera achevé.

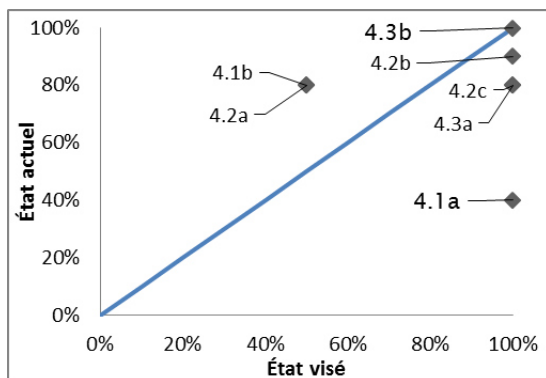
Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Tous les représentants du Forum Forêt estiment que les lignes stratégiques 3.1 sont en bonne voie. Aucune question n'a été posée sur lignes stratégiques 3.2, puisque ces données ont été récoltées dans le cadre du monitoring RPT 2015 (OFEV, 2016b). Évaluation globale : 80 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 3 d'ici à 2020 est en bonne voie (40 %) ou plutôt bonne voie (40 %).

OBJECTIF 4 : LA BIODIVERSITÉ EST PRÉSERVÉE ET AMÉLIORÉE DE FAÇON CIBLÉE

Output (mise en œuvre des mesures au niveau de la Confédération) : Lignes stratégiques 4.1 « Gestion proche de la nature » : l'objectif fixé n'a pas été atteint pour la première mesure (voir fig. 21). Comme, selon les informations actuelles, la mesure 4.1a ne sera pas poursuivie, sa mise en œuvre ne pourra probablement pas être réalisée lors de la deuxième étape. Pour la deuxième mesure, l'objectif visé pour la première étape a été dépassé. Aucune autre activité n'étant prévue dans ce domaine, il est toutefois probable que cette mesure ne sera pas appliquée à 100 % d'ici à 2020. Si de nouvelles impulsions de la Confédération devaient s'avérer nécessaires pour réaliser les objectifs au niveau de l'outcome (voir ci-après), les mesures de ces lignes stratégiques devraient être examinées et actualisées.

Lignes stratégiques 4.2 « Surfaces protégées et valorisation des milieux naturels prioritaires » : la mise en œuvre des mesures est bien avancée, mais non entièrement réalisée. L'objectif visé est dépassé pour une mesure et juste pas atteint pour les deux autres.

Lignes stratégiques 4.3 « Objectifs régionaux de biodiversité et système de financement » : les mesures sont en grande partie mises en œuvre. L'évaluation relative à la mesure 4.3a ne concerne toutefois que l'élaboration d'objectifs régionaux de biodiversité en forêt. Les données disponibles ne permettent pas de dire si le système pour valoriser les prestations particulières pour la biodiversité, également mentionné à la mesure 4.3a, a été développé.



Légende : mesures de l'objectif 4	
4.1a	La Confédération concrétise les exigences légales posées à la sylviculture proche de la nature pour, sur cette base, pouvoir indemniser les prestations dépassant le minimum légal (p. ex. pour atteindre la diversité des structures et des espèces sur les surfaces gérées).
4.1b	La Confédération établit des documents de base destinés à la pratique (p. ex. sur la gestion du vieux bois et du bois mort) et encourage l'échange d'expérience entre les acteurs.
4.2a	La Confédération conclut des conventions-programmes pluriannuelles avec les cantons conformément à la nouvelle péréquation financière (RPT) dans le domaine de la biodiversité en forêt.
4.2b	La Confédération établit une statistique des réserves forestières délimitées (données SIG) en vue d'un monitoring.
4.2c	La Confédération met à disposition des documents de base pour la délimitation de réserves forestières et d'autres surfaces de promotion de la biodiversité du point de vue national (priorités).
4.3a	La Confédération élabore, en collaboration avec les cantons et en coordination avec la Stratégie Biodiversité Suisse, des objectifs régionaux de biodiversité en forêt (espèces cibles et espèces emblématiques, objectifs en matière de structure forestière) et développe un système pour valoriser les prestations particulières pour la biodiversité.
4.3b	La Confédération examine si des adaptations législatives sont nécessaires pour les objectifs régionaux de biodiversité et détermine les moyens financiers supplémentaires qui sont nécessaires.

Fig. 21. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 4
(Source: auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des cantons, la mesure 4.1a des lignes stratégiques « Gestion proche de la nature » est en bonne voie (voir fig. Fig. 20). La mesure 4.1b n'a pas été abordée lors de l'enquête, puisqu'elle n'a pas encore été entièrement mise en œuvre au niveau de la Confédération. Il en va de même pour la mesure 4.2a, puisque les données la concernant ont été collectées dans le cadre du reporting RPT 2015 (OFEV, 2016b). La mise en œuvre dans ce domaine est en bonne voie, puisque les conventions-programmes dans le domaine de la biodiversité en forêt ont été conclues et sont mises en œuvre depuis 2016. Les mesures des lignes stratégiques 4.2 « Surfaces protégées et valorisation des milieux naturels prioritaires » sont en bonne voie. Les commentaires formulés lors de l'enquête signalent que des mesures avaient déjà été élaborées et mises en œuvre dans ce domaine avant le lancement de la Politique forestière 2020. Pour la mesure 4.3a des lignes stratégiques « Objectifs régionaux de biodiversité et système de financement », le tableau est contrasté, puisque 76 % des cantons ont mis en œuvre des mesures dans le domaine « biodiversité », mais seulement 36 % dans le domaine « valorisation des prestations particulières pour la biodiversité ». Des commentaires relèvent que ce sont les

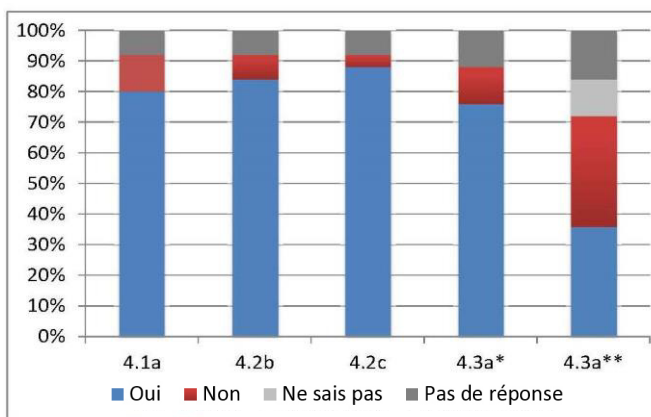


Fig. 20. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 4

Pour la mesure 4.3a, les questions distinguaient entre les thèmes *biodiversité et **valorisation des prestations particulières pour la biodiversité.

(Source : auteurs)

lors de l'enquête signalent que des mesures avaient déjà été élaborées et mises en œuvre dans ce domaine avant le lancement de la Politique forestière 2020. Pour la mesure 4.3a des lignes stratégiques « Objectifs régionaux de biodiversité et système de financement », le tableau est contrasté, puisque 76 % des cantons ont mis en œuvre des mesures dans le domaine « biodiversité », mais seulement 36 % dans le domaine « valorisation des prestations particulières pour la biodiversité ». Des commentaires relèvent que ce sont les

intérêts du canton qui l'amène à prendre des mesures et non les objectifs de la Confédération en matière de biodiversité.

Pour ce qui est des **autres acteurs**, les mesures des lignes stratégiques 4.1 « Gestion proche de la nature » progressent comme prévu (cf. annexe 2). La mesure 4.2a des lignes stratégiques « Surfaces protégées et valorisation des milieux naturels prioritaires » est tout juste en bonne voie. La mesure 4.3b des lignes stratégiques « Objectifs régionaux de biodiversité et système de financement » n'est pas en bonne voie, puisqu'aucun des autres acteurs ne la met en œuvre. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces derniers ne se sentent pas concernés par ces lignes stratégiques (réponse « Non pertinent » fréquemment choisie).

Outcome (réalisation des objectifs) : Cinq indicateurs sont définis pour l'objectif 4 et presque tous sont évaluables par rapport à l'état visé (voir tableau 4). Le seul indicateur pour lequel il n'y a pas de données disponibles est celui intitulé « Aire forestière gérée de manière naturelle conformément aux exigences légales posées à la sylviculture proche de la nature ».

Objectif 4	
Nombre d'indicateurs	5
Évaluables par rapport à l'état visé	4
État visé	Atteint
	partiellement atteint
	non atteint

Tableau 4. Outcome : indicateurs pour l'objectif 4
(Source : auteurs)

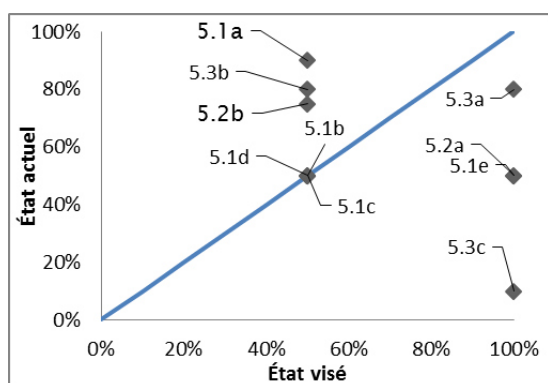
Pour l'indicateur « Surfaces vouées à la conservation (p. ex. lisières, conservation des espèces, sèves, pâturages boisés, etc.) en dehors des surfaces protégées », l'état visé, fixé à 10 000 ha, a été dépassé. Se basant sur le reporting RPT (OFEV, 2016b), l'OFEV a calculé qu'il y avait, en 2015, 11 836 ha de surfaces vouées à la conservation en dehors des surfaces protégées. L'état visé est donc atteint. L'état visé de l'indicateur « Diversité des espèces d'animaux, de plantes et de champignons en forêt », soit pas de recul par rapport à 2007 et augmentation des espèces devenues rares, est considéré comme partiellement atteint. En effet, si les séries de données rassemblées par l'OFEV (basées sur OFEV 2016c et les observations de la Station ornithologique suisse de Sempach) indiquent qu'il n'y a pas eu d'augmentation ou de diminution significatives de la diversité des espèces, on ne peut rien dire sur la situation des espèces rares. Les états visés pour les indicateurs « Surfaces protégées (à long terme, c.-à-d. réserves forestières et îlots de sénescence permanents assurés sur au moins 50 ans) » et « Volumes de bois mort (arbres secs sur pied et couchés) » ont aussi été partiellement atteints.

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les lignes stratégiques de l'objectif 4 obtiennent globalement de bons résultats, puisque plus de 50 % des membres du Forum Forêt estiment qu'elles sont toutes en bonne voie. 70 % des représentants estiment les lignes stratégiques 4.1 en bonne voie de réalisation. Un représentant a fait remarquer que les lignes stratégiques 4.1 ne sont pas correctement formulées, puisqu'il n'existe pas d'exigences légales posées à la sylviculture proche de la nature, mais seulement l'exigence qu'elle soit pratiquée. Tous les représentants sont d'avis que les lignes stratégiques 4.2 sont en bonne voie. À cet égard, un représentant a indiqué que la délimitation de réserves forestières n'était suffisante que dans quelques cantons. Il a également indiqué que le bois mort, les arbres-habitats, les îlots de sénescence et les réserves forestières naturelles sont presque partout insuffisants. Enfin, il a signalé qu'il manque une aide à l'exécution qui montre comment combiner forêts claires, utilisation du bois-énergie et biodiversité. 60 % des représentants estiment que les lignes stratégiques 4.3 progressent comme prévu. Sur ce point, un représentant a déclaré que, du point de vue des propriétaires forestiers, les possibilités de valorisation sont encore insuffisantes et que maintes prestations ou restrictions d'exploitation ne sont pas compensées. Évaluation globale : 90 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 4 d'ici à 2020 est en bonne voie (40 %) ou plutôt bonne voie (50 %).

OBJECTIF 5 : LA SURFACE FORESTIERE EST CONSERVEE

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 5.1 « Interdiction de défricher » : l'objectif visé a été atteint ou dépassé pour quatre des cinq mesures (voir Fig. 21). Il n'a pas été atteint pour la mesure 5.1e « La Confédération examine comment et sous quelle forme la planification régionale en matière d'urbanisation peut être intégrée lors de l'évaluation d'octroi d'autorisations de défricher (art. 5 LFo) ». De premières mesures de mise en œuvre ont été prises et doivent être poursuivies.

Lignes stratégiques 5.2 « Compensation en nature » : l'application des mesures présente un tableau contrasté. L'objectif visé a été dépassé pour une mesure, mais n'a pas été atteint pour l'autre.



Légende : mesures de l'objectif 5	
5.1a	La Confédération prépare des aides à l'exécution fondées sur les bases légales en vigueur et garantit ainsi le soutien et le conseil juridiques aux cantons sur les questions relatives au droit de la forêt.
5.1b	La Confédération assure la haute surveillance et émet des avis sommaires lors de procédures de défrichement (procédure directrice fédérale et procédure cantonale).
5.1c	La Confédération établit une statistique des défrichements en vue d'un monitoring.
5.1d	La Confédération établit, sur la base de la pratique judiciaire, un état des lieux sur l'octroi d'autorisations de défricher et présente ainsi la marge d'appréciation juridique possible.
5.1e	La Confédération examine comment et sous quelle forme la planification régionale en matière d'urbanisation peut être intégrée lors de l'évaluation d'octroi d'autorisations de défricher (art. 5 LFo).
5.2a	La Confédération poursuit l'établissement de documents de base spécialisés (planification au niveau supracommunal, procédure à suivre en cas d'accroissement de la forêt non souhaité, etc.).
5.2b	La Confédération (OFEV) accompagne les processus politiques et législatifs (loi sur l'aménagement du territoire [LAT], loi sur les forêts [LFo]) au niveau national.
5.3a	La Confédération accompagne l'adaptation de la loi sur les forêts (LFo) prévue par l'initiative parlementaire 09.0474 (concernant les limites forestières statiques) sur le plan technique et concrétise, le cas échéant, les dispositions de l'ordonnance sur les forêts (OFo) et de l'aide à l'exécution correspondante.
5.3b	Poursuite du développement des documents techniques de base et de la méthodologie par la Confédération, accompagnement des processus politiques et législatifs (loi sur les forêts [LFo], loi sur l'aménagement du territoire [LAT], loi sur la protection de la nature et du paysage [LPN], loi sur l'agriculture [LAgr]).
5.3c	La Confédération examine les possibilités légales de réduire la distance minimale des constructions par rapport aux lisières étagées (p. ex. par des accords entre les propriétaires forestiers et les bénéficiaires, analogues à la procédure entre les propriétaires de route et les propriétaires de parcelles à construire).

Fig. 21. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 5
(Source : auteurs)

Lignes stratégiques 5.3 « Limites forestières statiques » : la mise en œuvre des mesures est mitigée. L'objectif visé pour la mesure 5.3b a été dépassé, mais manqué de justesse pour la mesure 5.3a et manqué très nettement pour la mesure 5.3c. Concernant cette dernière, intitulée « La Confédération examine les possibilités légales de réduire la distance minimale des constructions par rapport aux lisières étagées (p. ex. par des accords) », une discussion dans un groupe de travail est prévue. Il est difficile d'évaluer si cela suffira pour la mettre entièrement en œuvre lors de la deuxième étape. Il se pourrait que des efforts supplémentaires soient ici encore nécessaires.

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des **cantons**, la plupart des mesures relatives aux lignes stratégiques 5.1 « Interdiction de défricher » sont en bonne voie (voir Fig. 22). Le seul retard à combler concerne la mesure 5.1e, puisque seulement 24 % des cantons la mettent en œuvre. Pour les lignes stratégiques 5.2

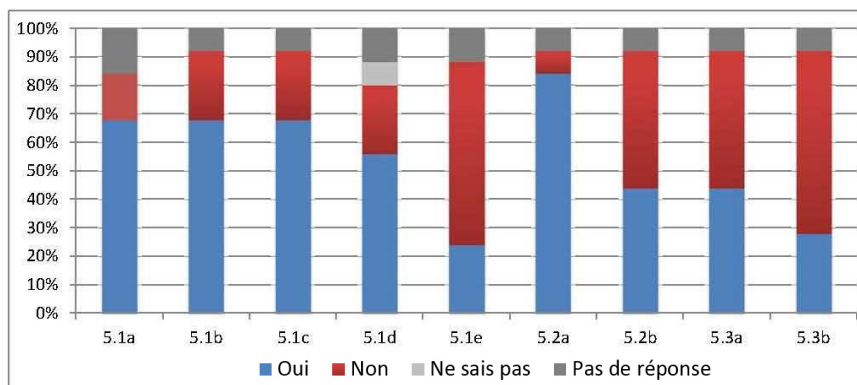


Fig. 22. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 5
(Source : auteurs)

« Compensation en nature », le tableau est contrasté, puisque 80 % des cantons mettent en œuvre la mesure 5.2a, mais seulement 44 % la mesure 5.2b. La mise en œuvre des lignes stratégiques 5.3 « Limites forestières statiques » n'est pas en bonne voie. Il y a ici un retard à combler, puisque seulement 44 % des

cantons appliquent la mesure 5.3a et 28 % la mesure 5.3b. Les commentaires indiquent que l'initiative pour les mesures dans ce domaine devrait venir de l'aménagement du territoire. Aucune mesure incombant aux **autres acteurs** n'est définie dans le cadre de l'objectif 5.

Outcome (réalisation des objectifs) : Les trois indicateurs relatifs à l'objectif 5 peuvent être analysés par rapport à l'état visé (voir tableau 5). Pour l'indicateur « Modification de l'aire forestière en ha », l'état visé (surface minimale correspondant à celle de l'IFN 3) est atteint, puisque l'aire forestière a augmenté de 29 700 ha entre l'IFN 3 et l'IFN 4 (WSL, 2016). Pour ce qui est de la surface de pâturages boisés et sèves, l'état visé (pas de diminution par rapport à l'IFN 3) a été partiellement atteint. La part des sèves est restée inchangée entre l'IFN 3 et l'IFN 4. La part des pâturages boisés a diminué de 0,4 point, mais ce résultat doit être relativisé, puisque l'écart type de l'évaluation est supérieur à la diminution. La part de l'aire forestière pâturée a en revanche plus nettement diminué. Pour l'indicateur « L'évolution de l'aire forestière et de la mise en réseau dans le paysage concorde avec les objectifs définis de l'aménagement du territoire », l'état visé est une concordance de 100 %. Les informations sur cet indicateur ont été récoltées spécialement pour cette étude. Seuls 37 % des cantons ont pu confirmer une telle concordance. À noter que des objectifs en matière d'aménagement du territoire ont été définis dans seulement 67 % des cantons et sont en voie de planification dans 24 % des cantons.

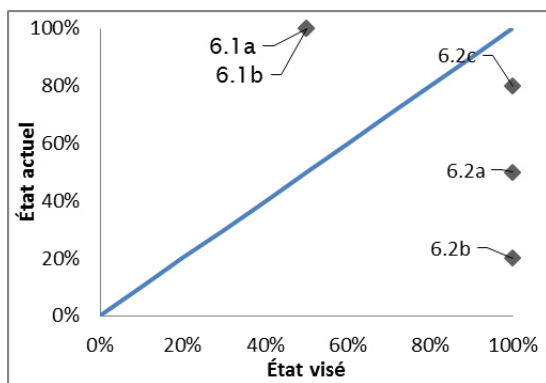
Objectif 5	
Nombre d'indicateurs	3
Évaluables par rapport à l'état visé	3
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint

Tableau 5. Outcome : indicateurs pour l'objectif 5
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les lignes stratégiques de l'objectif 5 sont évaluées très positivement. 90% des représentants estiment que les lignes stratégiques 5.1 sont en bonne voie ; cette proportion est de 100 % pour les lignes stratégiques 5.2 et de 90 % pour les lignes stratégiques 5.3. Évaluation globale : 90 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 5 d'ici à 2020 est en bonne voie (60 %) ou plutôt bonne voie (30 %).

OBJECTIF 6 : LA CAPACITE DE PRODUCTION DE L'ECONOMIE FORESTIERE EST AMELIOREE

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 6.1 « Conventions-programmes » : les mesures ont été appliquées comme prévu dans le domaine de la gestion forestière (voir fig. 25). Lignes stratégiques 6.2 « Rémunération des prestations forestières » : l'objectif visé n'a pas été atteint pour les trois mesures. La Confédération doit encore agir en particulier en ce qui concerne la valorisation économique des différentes prestations de la forêt. La mesure la plus avancée est celle portant sur la manière de traiter les problèmes en cas de conflit d'utilisation des surfaces forestières. D'autres activités ne sont pas prévues dans ce domaine, alors que l'objectif visé n'est pas encore entièrement atteint.



Légende : mesures de l'objectif 6	
6.1a	La Confédération conclut des conventions-programmes pluriannuelles avec les cantons dans le cadre de la nouvelle péréquation financière (RPT) en vue d'améliorations structurelles en forêt. Les conventions-programmes sont évaluées pour voir s'il est possible de les améliorer.
6.1b	La Confédération prépare des données sur la structure, la rentabilité et les bases de production naturelles des unités de gestion (statistiques forestières/réseau d'entreprises pilotes, Inventaire forestier national [IFN], compte d'exploitation forestier [CEforestier]).
6.2a	La Confédération propose un projet de valorisation des prestations concrètes fournies par les propriétaires forestiers.
6.2b	La Confédération examine, en coordination avec les efforts actuels en vue d'élaborer un indice national global du bien-être dans le cadre du mandat du Conseil fédéral en faveur d'une économie verte, s'il est opportun d'élargir l'actuel monitoring macroéconomique de l'économie forestière (comptes économiques de la sylviculture [CES]) pour établir des comptes globaux de la forêt intégrant les aspects économiques et écologiques.
6.2c	La Confédération établit des bases de décision sur la manière de traiter les synergies ou problèmes possibles en cas de conflits d'utilisation des surfaces forestières (exploitation vs surfaces protégées ou réserves forestières ; pertes d'exploitation dans les forêts de détente, etc.).

Fig. 23. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 6
(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des **cantons**, les mesures des lignes stratégiques 6.1 « Conventions-programmes » ne sont pas en bonne voie (voir fig. 26). Un calcul de l'OFEV sur la base du reporting RPT 2015 (OFEV, 2016b) montre que seulement sept cantons mettent en œuvre la mesure 6.1a et qu'il y a un retard à combler pour la mesure 6.1b, puisque seulement 48 % des cantons agissent dans ce domaine. Les commentaires indiquent que quelques cantons avaient déjà initié et mis en œuvre des mesures dans ce domaine avant la Politique forestière 2020 et indépendamment de celle-ci. La mesure 6.2c des lignes stratégiques 6.2 « Rémunération des prestations forestières » ne peut pas être évaluée, puisqu'il n'existe pas encore de bases légales au niveau fédéral. 36 % des cantons ont cependant déjà mis en œuvre des mesures dans ce domaine.

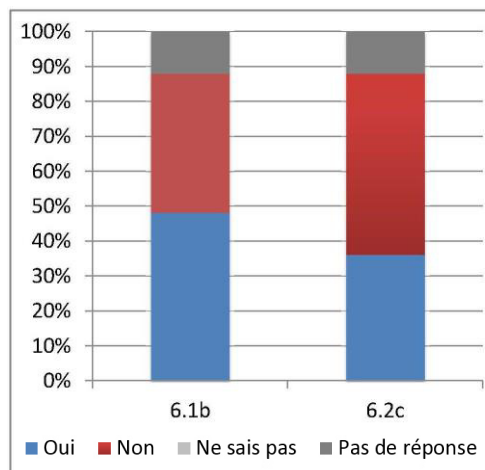


Fig. 24. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 6
(Source : auteurs)

Pour ce qui est des **autres acteurs**, la mesure 6.1a des lignes stratégiques « Conventions-programmes » est en bonne voie (cf. annexe 2). Il reste en revanche passablement à faire pour la mesure 6.2a des lignes stratégiques « Rémunération des prestations forestières », puisqu'aucun autre acteur n'applique de mesures (il convient cependant de souligner que les mesures correspondantes au niveau de la Confédération n'ont pas encore été entièrement appliquées et qu'un seul acteur été interrogé).

Outcome (réalisation des objectifs) : Trois des cinq indicateurs de l'objectif 6 peuvent être évalués (voir tableau 6). Pour l'indicateur « Résultat global par entreprise forestière », l'état visé est (90 % des entreprises font des bénéfices) n'est pas atteint, puisque, selon la statistique forestière (OFS, en continu a) et le réseau d'entreprises forestières pilotes (OFEV & OFS, en continu), seulement 40 % à 45 % des entreprises ont fait des bénéfices entre 2012 et 2014. L'état visé pour l'indicateur « Marges contributives des activités des entreprises forestières publiques » n'est pas non plus atteint. Au lieu d'une marge contributive positive dans toutes les activités (y compris détente), une marge contributive négative a été réalisée dans toutes les activités entre 2012 et 2014. L'état visé pour l'indicateur « Coût de la récolte de bois par m³ » est une marge contributive positive. Selon le réseau d'entreprises forestières pilotes (OFEV & OFS, en continu), il est atteint dans la mesure où les contributions des pouvoirs publics pour les prestations concrètes sont incluses dans le calcul.

L'indicateur « Valeur ajoutée » ne peut pas être analysé, puisque l'état visé n'a pas encore été défini. Il n'y a pas de données disponibles pour l'indicateur « Prestations forestières à l'exclusion de la production du bois ».

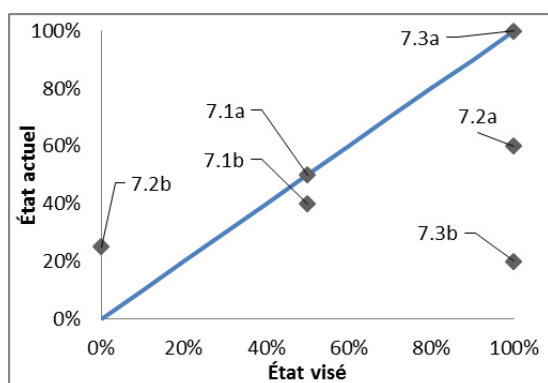
Objectif 6	
Nombre d'indicateurs	5
Évaluables par rapport à l'état visé	3
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	2

Tableau 6. Outcome : indicateurs pour l'objectif 6
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Contrairement aux objectifs ci-dessus, le Forum Forêt estime qu'il y a un retard à combler pour les lignes stratégiques de l'objectif 6. L'avis de ses représentants sur les lignes stratégiques 6.1 est contrasté, puisque 50 % estiment qu'elles sont en bonne voie. À ce propos, un représentant a indiqué qu'une conception plus flexible et plus attrayante des conventions-programmes dans le domaine des unités de gestion a été mise en œuvre pour la nouvelle période de programme RPT (2016-2019) et que ces conventions-programme doivent être maintenant mises en œuvre par les cantons et les propriétaires forestiers. Seuls 20 % des représentants estiment que les lignes stratégiques 6.2 sont en bonne voie. Un acteur a signalé à cet égard que si des cadres juridiques et de nombreuses bases font encore défaut, il existe cependant quelques bases méthodologiques pour calculer la valeur de ce genre de prestations. Évaluation globale : 40 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 6 d'ici à 2020 est en plutôt bonne voie. Il est frappant de constater ici qu'aucun des représentants n'estime que cet objectif est vraiment en bonne voie de réalisation et que 30 % estiment qu'il n'est plutôt pas en bonne voie.

OBJECTIF 7 : LES SOLS FORESTIERS, L'EAU POTABLE ET LA VITALITE DES ARBRES NE SONT PAS EN DANGER

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 7.1 « Initiatives intersectorielles » : la mise en œuvre des mesures est bien avancée (voir fig. 27). Lignes stratégiques 7.2 « Circulation des véhicules à moteur sur le sol forestier » et 7.3 « Bilan nutritif » : le tableau est plus contrasté. Alors qu'elles n'étaient prévues que pour la deuxième étape, des mesures destinées à développer et mettre en œuvre « des mesures de communication sur l'importance et la mise en œuvre des exigences légales posées à la sylviculture proche de la nature » (7.2b) ont déjà été prises au cours de la première étape. Les exigences légales n'ayant pas pu être réalisées, la mesure ne sera cependant pas poursuivie. Un important travail reste à faire pour établir une stratégie pour l'amélioration du bilan nutritif dans la forêt (7.3b).



Légende : mesures de l'objectif 7	
7.1a	La Confédération fait valoir les intérêts de la forêt dans d'autres politiques sectorielles.
7.1b	Soutien des efforts internationaux pour abaisser les valeurs limites d'immission (p. ex. CEE-ONU).
7.2a	La Confédération examine comment faire pour que les exigences et les conditions pour une gestion respectueuse du sol (en particulier la circulation des véhicules à moteur en forêt) soient prises en compte dans le cadre des indemnisations et des aides financières de la Confédération (nouvelle péréquation financière [RPT]).
7.2b	La Confédération développe et met en œuvre des mesures de communication sur l'importance et la mise en œuvre des exigences légales posées à la sylviculture proche de la nature.
7.3a	La Confédération clarifie l'importance des peuplements forestiers et des stations forestières particulièrement touchés par les apports d'azote (inventaire).
7.3b	La Confédération établit avec les acteurs une stratégie pour l'amélioration du bilan nutritif dans la forêt (p. ex. recommandations pour les cantons et les gestionnaires de forêts).

Fig. 25. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 7

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Aucun rôle n'a été défini pour les **cantons** pour la première étape dans le cadre des lignes stratégiques 7.1 « Initiatives intersectorielles » et 7.2 « Circulation des véhicules à moteur sur le sol forestier ». Les mesures des lignes stratégiques 7.3 « Bilan nutritif » ne sont pas en bonne voie (voir Fig. 26). Pour ce qui est des **autres acteurs**, les mesures des lignes stratégiques 7.1 « Initiatives intersectorielles » sont en bonne voie (cf. annexe 2). Aucun rôle n'est défini pour les autres acteurs dans les lignes stratégiques 7.2. La mesure 7.3a des lignes stratégiques « Bilan nutritif » est également en bonne voie.

Outcome (réalisation des objectifs) : Quatre indicateurs ont été définis pour l'objectif 7 (voir Tableau 7). L'état visé pour l'indicateur « Ornières hors des layons de débardage et pistes à tracteur » est atteint, puisque le pourcentage des ornières est de 14,6 % et donc nettement inférieur aux 20 % fixés comme limite.

L'état visé pour les apports d'azote (maximum 20 kg N/ha par an) n'a pas été atteint. La valeur limite est dépassée sur 90 % de la surface forestière et les calculs, basés sur différents scénarios, indiquent que l'état visé ne sera pas atteint d'ici à 2020 (Rigling & Schaffer, 2015). Il n'y a pas de données disponibles pour les indicateurs « Acidification des sols » et « Dépassement des niveaux critiques d'ozone ».

Objectifs 7	
Nombre d'indicateurs	4
Évaluables par rapport à l'état visé	2
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	1

Tableau 7. Outcome : indicateurs pour l'objectif 7
(Source : auteurs)

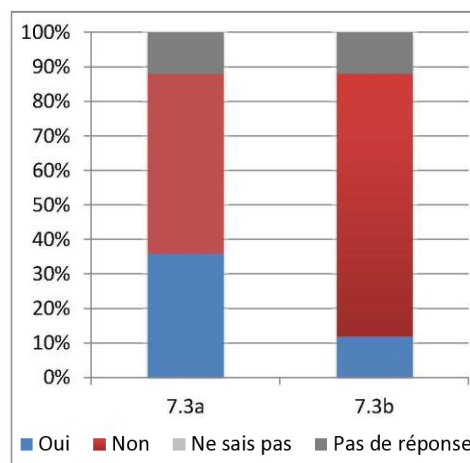
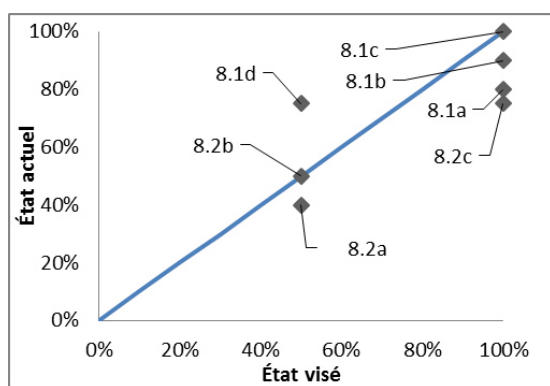


Fig. 26. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 7
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Comme pour l'objectif 6, le Forum Forêt estime qu'il y a un retard à combler pour lignes stratégiques de l'objectif 7. Seuls 40 % des représentants estiment que les lignes stratégiques 7.1 sont en bonne voie. Un représentant note à cet égard que les secteurs comme l'agriculture ou les transports devraient être davantage placés face à leur responsabilité (notamment pour ce qui est des émissions, p. ex. au moyen de l'internalisation des coûts externes ou par un respect systématique des valeurs cibles pour les émissions, p. ex. dans l'agriculture) et que la pression politique devrait s'intensifier. L'évaluation des lignes stratégiques 7.3 est également mitigée, même si 50 % des représentants estiment qu'elles sont en bonne voie. Un représentant a en outre fait remarquer que la mise en œuvre de ces lignes stratégiques ne fait que commencer et qu'il est par conséquent encore difficile de les évaluer. Évaluation globale : 70 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 7 d'ici à 2020 est en plutôt bonne voie. Personne n'estime que cet objectif est vraiment en bonne voie de réalisation et 30 % des représentants estiment qu'il n'est plutôt pas en bonne voie.

OBJECTIF 8 : LES FORETS SONT PROTEGEES CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 8.1 « Prévention, lutte et gestion des crises » : la mise en œuvre des mesures est en bonne voie (voir fig. 29). Une mesure a atteint l'objectif visé et deux l'ont manqué de justesse, mais devraient l'atteindre d'ici à 2020. L'application de la mesure 8.1d « La Confédération informe la population en cas d'événements exceptionnels liés à des nouveaux dangers biotiques pour la forêt » a dépassé ce qui était prévu pour la première étape. Lignes stratégiques 8.2 « Dommages en dehors des forêts protectrices » : une mesure a atteint l'objectif fixé et la mise en œuvre des deux autres est en bonne voie.



Légende : mesures de l'objectif 8	
8.1a	La Confédération établit une stratégie pour la prévention et la lutte contre les dangers biotiques (y c. la mise en place d'une gestion des crises) et la met en œuvre. Cela permettra à l'avenir une démarche coordonnée entre les cantons dans ce domaine.
8.1b	La Confédération examine s'il est nécessaire de réviser le droit de la forêt en ce qui concerne la gestion et la lutte contre les organismes nuisibles ainsi que la prévention et la réparation de dégâts aux forêts et, le cas échéant, initie les adaptations législatives correspondantes.
8.1c	La Confédération examine les programmes d'enseignement et les plans d'études pour le personnel forestier, les horticulteurs et les autres branches professionnelles aux niveaux des écoles professionnelles et des hautes écoles relativement aux exigences liées à l'identification et à la gestion des dangers biotiques dans la forêt.
8.1d	La Confédération informe la population en cas d'événements exceptionnels liés à des nouveaux dangers biotiques pour la forêt.
8.2a	La Confédération pilote et coordonne les efforts de protection de la forêt contre les dangers biotiques et définit des stratégies de lutte contre les organismes nuisibles dangereux en fonction de leur spécificité.
8.2b	La Confédération renforce sa structure de mise en œuvre dans le système phytosanitaire forestier (y c. Service phytosanitaire fédéral [SPF]) pour permettre une intervention rapide et efficace.
8.2c	La Confédération met sur pied en collaboration avec les cantons une task force nationale pour les dégâts en forêt et coordonne cette dernière avec l'organe de conduite de l'OFEV en cas d'événements extraordinaires.

Fig. 27. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 8

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des **cantons**, la mise en œuvre des mesures 8.1a et 8.1d des lignes stratégiques « Prévention, lutte et gestion des crises » est en bonne voie (voir Fig. 28). Le tableau est contrasté pour les lignes stratégiques 8.2 « Dommages en dehors des forêts protectrices », puisque 76 % des cantons appliquent la mesure 8.2a et seulement 36 % la mesure 8.2c.

Pour ce qui est des **autres acteurs**, la mesure 8.2a est en bonne voie (cf. annexe 2).

Outcome (réalisation des objectifs) : Trois indicateurs sont définis pour l'objectif 8, mais on ne dispose de données pour aucun d'entre eux (voir tableau 8). Les indicateurs sont les suivants : « Présence d'organismes particulièrement dangereux au sens de l'ordonnance sur la protection des végétaux », « Valeurs seuils (à définir pour les espèces envahissantes et pour les organismes nuisibles en général) » et « Succès des mesures de lutte en cas de dommages ». Selon l'OFEV, ces indicateurs doivent être vérifiés ou adaptés pour pouvoir être mesurés d'ici à 2020.

Objectif 8	
Nombre d'indicateurs	3
Évaluable par rapport à l'état visé	0
État visé	atteint partiellement atteint non atteint

Tableau 8. Outcome : indicateurs pour l'objectif 8

(Source : auteurs)

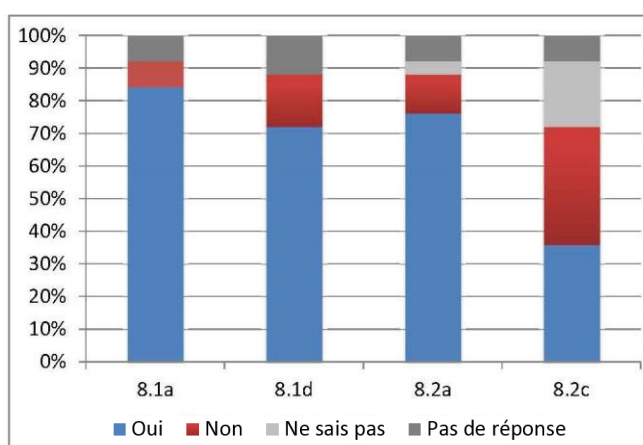


Fig. 28. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 8

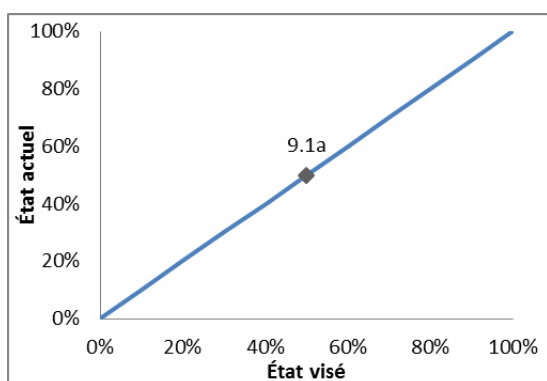
(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les lignes stratégiques de l'objectif 8 sont évaluées positivement par les représentants du Forum Forêt. 90 % d'entre eux estiment que les lignes stratégiques 8.1 sont en bonne voie. Sur ce point, un représentant juge problématique qu'il ne soit toujours pas fait de distinction entre les organismes indigènes, dont les effets peuvent s'accroître en raison

des changements climatiques, et les espèces exotiques envahissantes. 80 % des représentants estiment que les lignes stratégiques 8.2 sont en bonne voie de réalisation. Évaluation globale : 90 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 8 d'ici à 2020 est en bonne voie (10 %) ou plutôt bonne voie (80 %).

OBJECTIF 9 : L'EQUILIBRE FORET-GIBIER EST ASSURE

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : L'objectif 9 est un cas particulier, puisque seulement une mesure est définie pour la première étape. L'objectif visé pour cette mesure a été atteint (voir fig. 31). Lignes stratégiques 9.2 « Garantir le rajeunissement de la forêt » : une mesure est prévue pour la deuxième étape et n'a pas été amorcée lors de la première, raison pour laquelle elle n'est pas traitée ici. Lignes stratégiques 9.3 « Zones de tranquillité pour la faune sauvage » : il est indiqué que, si nécessaire, des zones de tranquillité sont délimitées ; les mesures concrètes en la matière sont formulées sous l'objectif 10.



Légende : mesures de l'objectif 9

9.1a	La Confédération fournit une aide financière pour le développement et la mise en œuvre de stratégies forêt-gibier dans le cadre des conventions-programmes « Forêts protectrices » et « Gestion des forêts », conformément à l'aide à l'exécution « Forêt et gibier ». La procédure est coordonnée avec les acteurs principaux tels que l'agriculture et l'aménagement du territoire.
------	---

Fig. 29. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 9
(Source : auteurs du présent document)

Impact (mise en œuvre par les cantons et les autres acteurs) : La fig. 8 montre que l'objectif 9 occupe l'antépénultième place pour ce qui est de la mise en œuvre des mesures par les cantons. Ce résultat doit être relativisé si l'on considère qu'un seul rôle a été attribué aux cantons dans le cadre de cet objectif. Plus de 60 % d'entre eux déclarent prendre des mesures dans ce domaine (voir Fig. 30), ce qui est plus que pour beaucoup d'autres mesures.

Pour ce qui est des **autres acteurs**, il y a un retard à combler pour la mesure 9.1a des lignes stratégiques « Stratégies forêt-gibier », puisqu'aucun d'entre eux n'applique des mesures (cf. annexe 2).

Outcome (réalisation des objectifs) : Quatre indicateurs sont définis pour l'objectif 9 (voir tableau 9). L'état visé pour l'indicateur « Diversité des structures forestières » a été atteint, puisque, comme on l'espérait, des augmentations en matière de structure des peuplements (critère « plusieurs strates ») et de types de forêts (futaie d'aspect jardiné et futaie irrégulière) ont été enregistrées entre l'IFN 3 et l'IFN 4 (WSL, 2016). Les peuplements présentant un degré de fermeture lâche, aéré ou clairière ont quant à eux diminué. Se basant sur la statistique pour la chasse (OFEV, en continu c) et le reporting RPT 2015 (OFEV, 2016b), l'OFEV a constaté que des mesures supplémentaires doivent être prises dans douze cantons en ce qui concerne l'indicateur « Stratégies forêt-gibier dans les cantons ». Pour les indicateurs « Aire forestière bénéficiant d'un rajeunissement suffisant des espèces principales » et « Pyramide des âges et sex-ratio du tableau de chasse », les données ne sont pas disponibles ou pas suffisantes.

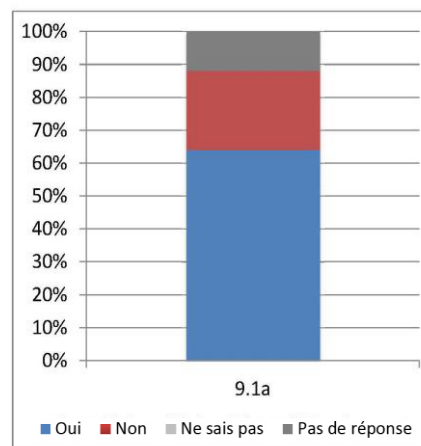


Fig. 30. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 9
(Source : auteurs)

Objectif 9	
Nombre d'indicateurs	4
Évaluables par rapport à l'état visé	2
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	1

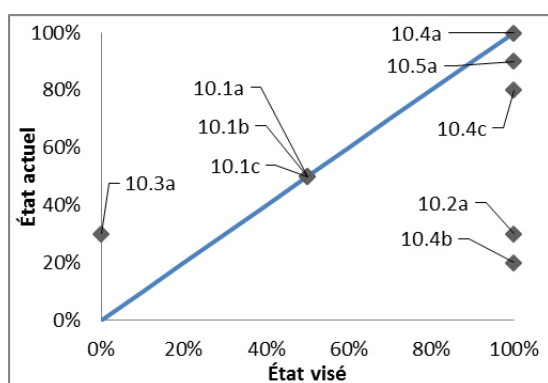
Tableau 9. Outcome : indicateurs pour l'objectif 9

(Source : auteurs)

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : L'évaluation des lignes stratégiques 9.1 présente un tableau contrasté, puisque 50 % des représentants ont répondu par « Plutôt oui » et 20 % par « Non » à la question de savoir si elles sont en bonne voie. Un représentant a indiqué que la Confédération doit faire davantage pression sur les cantons pour qu'ils établissent des stratégies forêt-gibier. Évaluation globale : seuls 50 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 9 d'ici à 2020 est en bonne voie (10 %) ou plutôt bonne voie (40 %).

OBJECTIF 10 : LES ACTIVITES DE LOISIRS ET DE DETENTE MENAGENT LA FORET

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Lignes stratégiques 10.1 « Communication » : les objectifs visés ont été atteints pour toutes les mesures (voir fig. 33). Lignes stratégiques 10.3 « Stratégie Triple Win pour la forêt de détente » : prévue seulement pour la deuxième étape, la mise en œuvre de la mesure a déjà commencé. Autres lignes stratégiques (10.2 « Rémunération des prestations forestières », 10.4 « Zones de tranquillité pour la faune sauvage » et 10.5 « Sécurité du droit ») : le bilan de l'application des mesures est mitigé. Des efforts soutenus doivent encore être fournis pour les mesures 10.2a « La Confédération prépare des documents de base et documente des exemples pour la planification, la gestion et la valorisation des forêts de détente (aussi au niveau interrégional) » et 10.4b « La Confédération met à disposition des directives pour la délimitation et un marquage uniforme des « zones de tranquillité pour la faune sauvage ».



Légende : mesures de l'objectif 10	
10.1a	La Confédération met en réseau les spécialistes et assure la diffusion des connaissances sur la forêt et le bois.
10.1b	La Confédération met en œuvre des mesures de sensibilisation sur le thème des activités de loisirs et de détente dans les forêts (p. ex. sur l'utilité et les dangers du bois mort sur pied) et contribue à la formation continue dans ce domaine.
10.1c	La Confédération soutient les organisations qui sensibilisent le public en vue de promouvoir des activités de détente ménageant les forêts.
10.2a	La Confédération prépare des documents de base et documente des exemples pour la planification, la gestion et la valorisation des forêts de détente (aussi au niveau interrégional).
10.3a	La Confédération élabore, avec les acteurs, une stratégie pour la forêt de détente qui soit avantageuse pour les trois dimensions du développement durable.
10.4a	L'instrument relatif aux « zones de tranquillité pour la faune sauvage » est inscrit au niveau fédéral dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (OChP).
10.4b	La Confédération met à disposition des directives pour la délimitation et un marquage uniforme des « zones de tranquillité pour la faune sauvage ».
10.4c	La Confédération soutient les cantons en ce qui concerne l'information du public sur les « zones de tranquillité pour la faune sauvage » (Internet, cartes nationales thématiques relatives aux sports d'hiver).
10.5a	La Confédération examine les questions de responsabilité dans les domaines de la sylviculture proche de la nature et de la détente en forêt.

Fig. 31. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 10

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des **cantons**, les mesures des lignes stratégiques 10.1 « Communication » sont en bonne voie (voir Fig. 32). Il y a par contre un retard à combler pour la mesure 10.2a des lignes stratégiques « Rémunération des prestations forestières », puisque seulement 24 % des cantons agissent dans ce domaine. Notons à cet égard qu'il n'existe pas de bases légales au niveau fédéral. La mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 10.4 « zones de tranquillité pour la faune sauvage » est en bonne voie (cf. annexe 2).

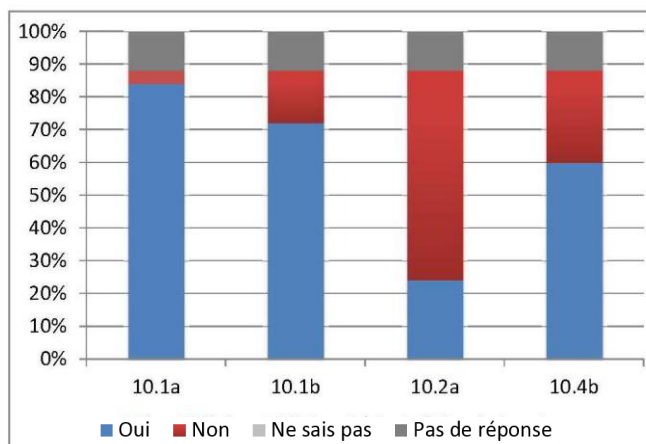


Fig. 32 > Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 10
(Source : auteurs)

Pour ce qui est des **autres acteurs**, les mesures des lignes stratégiques 10.1 « Communication » sont en bonne voie (cf. annexe 2). Il en va de même pour les mesures des lignes stratégiques 10.2 « Rémunération des prestations forestières » et 10.4 « Zones de tranquillité pour la faune sauvage ».

Outcome (réalisation des objectifs) : Sur les cinq indicateurs définis pour l'objectif 10, un seul est évaluable par rapport à l'état visé (voir tableau 10). Pour l'indicateur « Surface des forêts de détente et de loisirs : aire forestière selon l'importance actuelle pour les loisirs de proximité », l'état visé (« Prise en compte selon planifications régionales ») n'a pas été atteint. Seulement 80 % des cantons ont pris en compte les zones de détente de proximité dans leur planification forestière régionale.

Objectif 10	
Nombre d'indicateurs	5
Évaluable par rapport à l'état visé	1
État visé	atteint
	partiellement atteint
	non atteint
	1

Tableau 10. Outcome : indicateurs pour l'objectif 10
(Source : auteurs)

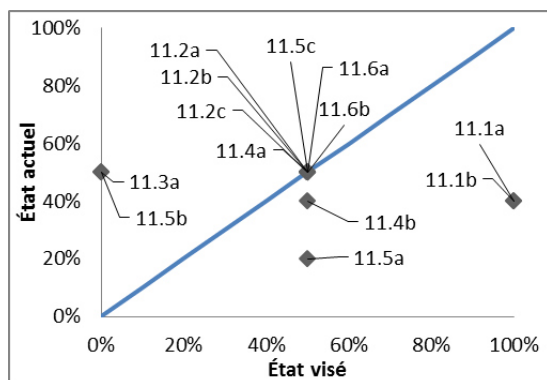
Pour l'indicateur « Quantité et qualité des équipements de détente/éléments naturels », l'état visé est une « meilleure qualité des éléments naturels et suffisamment d'équipements de détente ». Il existe des données sur la part des chemins (pas d'augmentation entre l'IFN 3 et l'IFN 4 [WSL, 2016]) et sur la part des équipements spécifiques à la détente (légère augmentation). L'intensité des activités de détente est évaluée par les gardes forestiers, mais il n'est pas possible de faire des déclarations statistiquement fondées. Vu la formulation de cet indicateur et la base de données, on ne peut rien dire sur l'état visé.

Il n'existe pas encore de données disponibles pour les indicateurs « Indice de satisfaction des visiteurs des forêts (quantité et qualité de l'offre) » et « Nombre des conflits relatifs aux loisirs en forêt ». Des données sur l'indicateur « Surface des forêts de détente et de loisirs : forêts délimitées pour la prestation prioritaire loisirs et détente » sont récoltées dans le cadre de l'IFN, mais une modification des catégories entre l'IFN 3 et l'IFN 4 ne permet pas de les comparer.

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les évaluations des lignes stratégiques de l'objectif 10 sont contrastées, puisque 50 % des représentants estiment que la mise en œuvre des lignes stratégiques 10.1 est en bonne voie, alors qu'ils sont 90 % à le penser pour les lignes stratégiques 10.2 et 70 % pour les lignes stratégiques 10.4. À propos de ces dernières, un représentant a fait remarquer qu'il faut des concepts régionaux plus précis sur la délimitation des zones et les types d'usage. Évaluation globale : 80 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation de l'objectif 10 d'ici à 2020 est en bonne voie (20 %) ou plutôt bonne voie (60 %).

OBJECTIF 11 : LA FORMATION, LA RECHERCHE ET LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES SONT ASSURES

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : La mise en œuvre des nombreuses mesures de cet objectif est dans l'ensemble en bonne voie (voir fig. 35). Les objectifs fixés ont été atteints dans les domaines de la formation continue et du perfectionnement, du transfert des connaissances, de la sécurité au travail et des besoins en matière de recherche. Des efforts sont à fournir pour les lignes stratégiques 11.1 « Hautes écoles et formation professionnelle », bien qu'il semble que la mesure 11.1a (mise sur pied d'un réseau formation forestière suisse) ne sera pas appliquée. Il y a également encore passablement à faire pour la mesure 11.5a (mesures d'information et de sensibilisation sur l'exploitation durable de la forêt).



Légende : mesures de l'objectif 11	
11.1a	La Confédération met sur pied en partenariat avec les cantons un « réseau formation forêt suisse ».
11.1b	La Confédération s'engage pour la recherche et la formation en rapport avec la forêt au niveau des hautes écoles (sylviculture, politique forestière, droit de la forêt, planification forestière, etc.).
11.2a	La Confédération encourage la formation continue et le perfectionnement au niveau des hautes écoles.
11.2b	La Confédération, les associations professionnelles et les établissements de formation sensibilisent les spécialistes du domaine forestier sur l'importance de la formation continue et du perfectionnement (p. ex. esprit d'entreprise dans les exploitations).
11.2c	La Confédération garantit l'expérience professionnelle pratique des diplômés des hautes écoles en maintenant le principe du stage volontaire.
11.3a	La Confédération encourage le transfert de connaissances entre la pratique et la recherche (pratique-recherche-pratique) par l'établissement de matériel de vulgarisation et la promotion de la collaboration.
11.4a	La Confédération garantit avec les associations professionnelles, la formation des travailleurs forestiers dans le domaine de la sécurité au travail et de la protection de la santé.
11.4b	La Confédération sensibilise les travailleurs forestiers sur la sécurité au travail et la protection de la santé et soutient les cours destinés aux travailleurs forestiers.
11.5a	La Confédération met en œuvre différentes mesures d'information et de sensibilisation (campagnes de communication, lettres d'information, ensemble complet d'information pour différents groupes cibles, présence dans les foires, etc.).
11.5b	La Confédération s'engage pour l'intégration des thèmes forestiers dans les programmes d'enseignement.
11.5c	La Confédération soutient les activités de formation et de formation continue dans le domaine de la pédagogie en forêt et de l'éducation à l'environnement.
11.6a	La Confédération recueille les besoins en matière de recherche et priorise ceux-ci en tenant compte de ses propres besoins de recherche et adjuge d'éventuels mandats correspondants.
11.6b	La Confédération observe les évolutions en cours dans et autour de la forêt et développe des perspectives à long terme de manière à pouvoir définir les besoins futurs de la recherche.

Fig. 33. Comparaison état actuel-état visé pour les mesures de l'objectif 11

(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Aucune donnée n'a été récoltée auprès des cantons sur la mesure 11.1a des lignes stratégiques « Hautes écoles et formation professionnelle », car la mesure n'a pas encore été mise en œuvre au niveau fédéral. Les mesures des lignes stratégiques 11.2 « Formation continue et perfectionnement » sont en bonne voie (voir Fig. 34). Il en va de même pour les mesures 11.4b des lignes stratégiques « Sécurité au travail et protection de la santé » et 11.5a des lignes stratégiques « Conscientisation pour une exploitation durable ». Un retard doit par contre être comblé pour la mesure 11.6a des lignes stratégiques « Besoins en matière de recherche », puisque seulement 48 % des cantons agissent dans ce domaine.

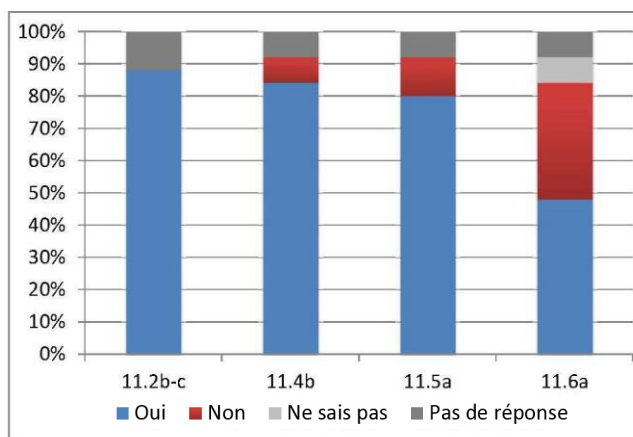


Fig. 34. Mise en œuvre des mesures par les cantons pour l'objectif 11

(Source : auteurs)

Pour ce qui est des **autres acteurs**, la mesure 11.2b des lignes stratégiques 11.2 « Formation continue et perfectionnement » est en bonne voie (cf. annexe 2). C'est également le cas des mesures des lignes stratégiques 11.4 « Sécurité au travail et protection de la santé » et de la mesure des lignes stratégiques 11.5 « Conscientisation pour une exploitation durable ». Enfin, la mesure 11.6a des lignes stratégiques « Besoins en matière de recherche » est aussi en bonne voie.

Outcome (réalisation des objectifs) : Trois des cinq indicateurs définis peuvent être actuellement analysés (voir tableau 11). Pour l'indicateur « Nombre de décès survenus dans les travaux forestiers compte tenu en particulier des travaux accomplis à titre lucratif », l'état visé est une réduction du nombre de décès. Selon les données de la Suva, ce nombre tend à reculer depuis 2012. Pour l'indicateur « Questions prioritaires retenues et traitées par la recherche », l'état visé (100 % des questions prioritaires traitées) est manqué de justesse, puisque 9 des 10 domaines de recherche mentionnés dans le Plan directeur de recherche Environnement pour les années 2013-2016 ont été étudiés à ce jour. Pour l'indicateur « Dialogue institutionnalisé et régulier entre recherche, enseignement et pratique », l'état visé est que ce dialogue ait lieu régulièrement à la satisfaction de tous les participants. C'est le cas, puisque 48 cours ont été donnés entre 2010 et 2015 dans le cadre de la Formation continue forêt et paysage, à la satisfaction de la majorité des participants.

Objectif 11	
Nombre d'indicateurs	5
Évaluables par rapport à l'état visé	3
État visé	atteint 2
	partiellement atteint
	non atteint 1

Tableau 11. Outcome : indicateurs pour l'objectif 11

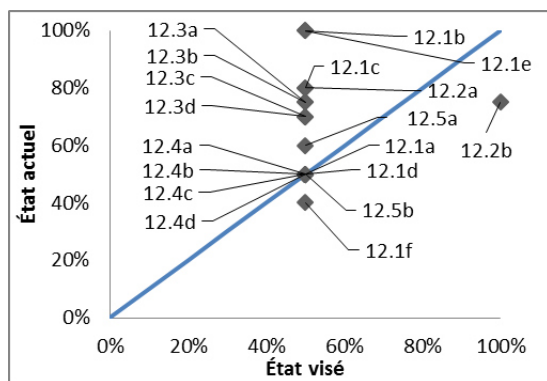
(Source : auteurs)

Pour les indicateurs « Concordance entre profils de formation et profils d'exigences des employeurs » et « Part des professionnels spécialistes de la "forêt" qui se perfectionnent en permanence (formation continue axée sur la profession) », les données sont inexistantes ou insuffisantes pour permettre une évaluation.

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Toutes les lignes stratégiques de l'objectif 11 ont été évaluées très positivement par le Forum Forêt. 70 % des représentants pensent que les lignes stratégiques 11.1 sont en bonne voie, 100 % le pensent pour les lignes stratégiques 11.2, 80 % pour les lignes stratégiques 11.4 et 11.5 et 100 % pour les lignes stratégiques 11.6. Évaluation globale : le Forum Forêt estime que la réalisation de l'objectif 11 d'ici à 2020 est en bonne voie.

AUTRES LIGNES STRATEGIQUES

Output (mise en œuvre des mesures par la Confédération) : Comparativement à la mise en œuvre des mesures pour les onze objectifs de la Politique forestière 2020 présentés ci-dessus, celle des autres lignes stratégiques a été supérieure à la moyenne. L'objectif visé n'a tout juste pas été atteint pour seulement 2 des 18 mesures (12.1f et 12.2b). Ces deux mesures sont cependant en bonne voie et les objectifs visés devraient être atteints au cours de la deuxième étape. Les efforts doivent se poursuivre, puisque la majorité de ces mesures doivent aussi être mises en œuvre au cours de la deuxième étape.



Légende : mesures des autres lignes stratégiques	
12.1a	La Confédération garantit la réalisation d'un inventaire forestier actuel et fiable (Inventaire forestier national [IFN]).
12.1b	La Confédération garantit la réalisation d'un monitoring de l'économie forestière actuel et fiable (statistique forestière/réseau d'entreprises pilotes, compte d'exploitation forestier [CEforestier]).
12.1c	La Confédération effectue régulièrement des enquêtes sur les attentes et les connaissances de la population sur la forêt (monitoring socioculturel des forêts [WaMos]).
12.1d	La Confédération assure des études à long terme sur la santé et la vitalité de la forêt suisse.
12.1e	La Confédération établit régulièrement des rapports sur l'état de la forêt suisse (p. ex. rapport forestier), y c. une évaluation de la durabilité.
12.1f	La Confédération poursuit le développement de bases en vue de projets d'observation répondant aux défis actuels (ressources forestières : Inventaire forestier national [IFN] ; économie : statistique forestière/réseau d'entreprises pilotes, compte d'exploitation forestier [CEforestier] ; société : monitoring socioculturel des forêts [WaMos]).
12.2a	La Confédération conclut des conventions-programmes pluriannuelles avec les cantons conformément à la RPT dans le domaine des « bases de décision de la planification forestière » (direction/pilotage au niveau cantonal).
12.2b	La Confédération établit avec les cantons des critères et des indicateurs de durabilité dépassant le cadre d'une entreprise.
12.3a	La Confédération fait en sorte que les secteurs concernés soient intégrés aux processus liés à la politique forestière et à la législation sur les forêts.
12.3b	La Confédération participe activement aux processus politiques et législatifs en rapport avec la forêt (aménagement du territoire, agriculture, énergie, etc.).
12.3c	La Confédération développe des synergies en établissant des objectifs communs avec d'autres secteurs (partenariats stratégiques).
12.3d	La Confédération s'engage dans les réseaux intersectoriels (p. ex. réseau fédéral « espace rural »).
12.4a	La Confédération présente les expériences pertinentes faites en Suisse en matière d'économie forestière et profite des expériences d'autres pays.
12.4b	La Confédération garantit les intérêts de la Suisse dans le cadre des processus internationaux en rapport avec la forêt.
12.4c	La Confédération s'engage pour la gestion forestière durable, en tant qu'instrument pour la coordination et la garantie globale de l'ensemble des prestations forestières (convention et processus en rapport avec la forêt aux niveaux européen et mondial).
12.4d	La Confédération et les cantons mettent en œuvre les traités internationaux au niveau national.
12.5a	La Confédération met en œuvre des mesures de communication et d'information (site Internet, lettre d'information, veille stratégique, etc.).
12.5b	La Confédération participe au Forum Forêt et au Forum Bois et en assure, en cas de besoin, la direction. La Confédération tient autant que possible compte des recommandations de ces forums.

Fig. 35. Output : comparaison état actuel-état visé pour les mesures des autres lignes stratégiques
(Source : auteurs)

Impact (mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs) : Pour ce qui est des cantons, la mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 12.1 « Observation de l'environnement et monitoring » présente un tableau contrasté, puisque

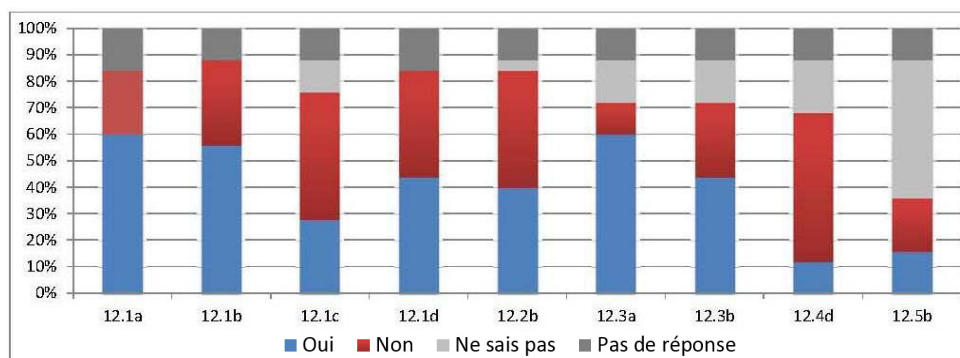


Fig. 36. Aperçu de la mise en œuvre des mesures par les cantons pour les autres lignes stratégiques
(Source : auteurs)

les mesures 12.1a et 12.1b sont appliquées dans plus de 50 % des cantons, alors que les mesures 12.1c et 12.1d le sont dans moins de 40 % d'entre eux (voir Fig. 36). Il y a donc un retard à combler pour les mesures 12.1c et 12.1d. Aucune donnée n'a été récoltée sur la mesure 12.1e, puisque les informations correspondantes ont été tirées du Rapport forestier 2015 (Rigling & Schaffer, 2015). Il n'y a pas eu non plus de données récoltées sur la mesure 12.1f, puisque les bases n'ont pas encore été mises en œuvre au niveau fédéral. La mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 12.2 « Planification forestière dépassant le cadre d'une entreprise » présente aussi un tableau contrasté, puisque la mesure 12.2a est appliquée par

tous les cantons (évaluation de l'OFEV sur la base du reporting RPT 2015 [OFEV, 2016b]), alors que la mesure 12.2b ne l'est que par 40 % d'entre eux. La mise en œuvre des mesures des lignes stratégiques 12.3 « Partenariats et synergies » présente aussi des résultats mitigés, puisque la mesure 12.3a est appliquée par 66 % des cantons, alors que la mesure 12.3b ne l'est que par 44 % d'entre eux. Il y a un retard à combler pour la mesure 12.4d des lignes stratégiques « International », puisque seulement 12 % des cantons agissent dans ce domaine. C'est aussi le cas pour la mesure 12.5b des lignes stratégiques « Information et dialogue », qui est mise en œuvre par seulement 26 % des cantons. Les lignes stratégiques 12.4 et 12.5 ne sont donc pas en bonne voie.

Les autres acteurs jugent que les mesures des lignes directrices 12.3 « Partenariats et synergies » et 12.5 « Information et dialogue » sont en bonne voie.

Évaluation globale du Forum Forêt au niveau des lignes stratégiques : Les autres lignes stratégiques sont toutes évaluées très positivement par le Forum Forêt. Tous les représentants estiment que les lignes stratégiques 12.1 sont en bonne voie. 80 % le pensent pour les lignes stratégiques 12.3 et 12.4, et 90 % pour les lignes stratégiques 12.5. Évaluation globale : 90 % des représentants du Forum Forêt estiment que la réalisation des autres lignes stratégiques d'ici à 2020 est en bonne voie (60 %) ou plutôt bonne voie (30 %).

4 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Cette étude a pour but de dresser le bilan de la réalisation des objectifs de la première étape (2012-2015) de la Politique forestière 2020. Elle constitue une base pour fixer les priorités et les ressources pour les mesures de la deuxième étape (2016-2019) et livre des premiers éléments pour poursuivre le développement de la politique forestière. L'analyse doit également montrer le taux d'activité des acteurs impliqués.

Selon la théorie, il devrait exister des liens de causalité étroits entre les trois niveaux de l'analyse – mise en œuvre des mesures par la Confédération (output), mise en œuvre des mesures par les cantons et les autres acteurs (impact) et réalisation des objectifs (outcome). La mise en œuvre des mesures par la Confédération (output) forme la base pour les cantons et les autres acteurs et influence leur mise en œuvre des mesures (impact). Les activités des cantons et des autres acteurs se répercutent à leur tour sur la réalisation des objectifs (outcome). Comme la période sur laquelle porte l'étude est très courte (2012-2015), il est difficile d'identifier des liens directs de causalité. Pour ce type d'analyse, il faudrait disposer de périodes de temps plus longues et surtout de nombreuses données sur d'autres facteurs externes qui influencent également la réalisation des objectifs. Il convient aussi de noter expressément ici que cette étude n'avait pas pour but d'analyser les liens de causalité. Pour identifier les secteurs à problème, il est cependant nécessaire de considérer et de comparer les trois niveaux d'analyse au-delà des objectifs particuliers (cf. chapitre 2).

Le tableau 12 montre qu'un retard particulier doit être comblé à au moins un des trois niveaux pour tous les objectifs, sauf pour l'objectif 11 « La formation, la recherche et le transfert des connaissances sont assurés ». Pour les objectifs 1 « Le potentiel d'exploitation durable du bois est mis à profit » et 6 « La capacité de production de l'économie forestière est améliorée », des efforts importants doivent être fournis aux trois niveaux. Pour l'objectif 2 « Changements climatiques : la mitigation et l'adaptation sont assurées », des efforts importants doivent être fournis aux niveaux de la Confédération et des cantons et pour l'objectif 10 « Les activités de loisirs et de détente ménagent la forêt » aux niveaux des cantons et de la réalisation des objectifs. Pour les autres objectifs, la nécessité d'agir ne concerne qu'un seul des trois niveaux.

	<i>Au niveau de la Confédération (ouput)</i>	<i>Au niveau des cantons et des autres acteurs (impact)</i>	<i>Au niveau de la réalisation des objectifs (outcome)</i>
Objectif 1	Fin 2015, l'objectif visé a été atteint pour tout juste 30 % des mesures.	La mise en œuvre par les cantons et les autres acteurs est mitigée.* L'OFEV ne connaît pas exactement l'état de la mise en œuvre des mesures par les cantons.	Fin 2015, aucun des deux états visés n'a été atteint.
Objectif 2	Pour 60 % des mesures, l'objectif visé n'a pas été atteint.	Les mesures sont encore peu mises en œuvre au niveau des cantons. La mise en œuvre par les autres acteurs est en bonne voie.	Les indicateurs ne peuvent pas être vérifiés faute de données.
Objectif 3	Pour deux des trois mesures, l'objectif fixé a été atteint.	La mise en œuvre des mesures par les cantons est en bonne voie. Aucun rôle n'a été défini pour les autres acteurs.	Pour les trois indicateurs sur six qui peuvent être vérifiés, l'état visé n'a pas été atteint.
Objectif 4	L'objectif visé n'a pas été atteint pour un peu plus de la moitié des mesures.	La mise en œuvre par les cantons est dans l'ensemble en bonne voie. La mise en œuvre par les autres acteurs est mitigée*.	Pour les quatre indicateurs vérifiables, l'état visé a été entièrement atteint pour l'un d'eux et partiellement pour les trois autres.
Objectif 5	L'objectif visé a été atteint ou dépassé pour 60 % des mesures.	La mise en œuvre des mesures par les cantons est mitigée*. Quelques mesures sont en bonne voie, mais beaucoup sont encore peu appliquées. Aucun rôle n'est défini pour les autres acteurs.	Pour un indicateur, l'état visé a été atteint, pour un autre, il n'a été atteint que partiellement et pour le dernier pas du tout.
Objectif 6	Fin 2015, l'objectif visé a été atteint pour seulement 40 % des mesures.	Moins de la moitié des cantons mettent en œuvre des mesures. La mise en œuvre par les autres acteurs est mitigée*.	Trois indicateurs sur cinq sont vérifiables. L'objectif visé a été atteint pour l'un, mais pas pour les deux autres.
Objectif 7	L'objectif visé a été atteint pour la moitié des mesures.	La mise en œuvre par les cantons est encore très partielle. La mise en œuvre par les autres acteurs est en bonne voie.	Deux indicateurs sur quatre sont vérifiables. Pour l'un, l'état visé est atteint, pour l'autre non.
Objectif 8	L'objectif fixé n'a pas été atteint pour plus de la moitié des mesures.	La mise en œuvre des mesures par les cantons est mitigée*. La mise en œuvre par les autres acteurs est en bonne voie.	Aucun des trois indicateurs ne peut être analysé par rapport à l'état visé.
Objectif 9	L'objectif visé a été atteint pour une des mesures.	Les mesures ont été partiellement mises en œuvre par les cantons. Les mesures des autres acteurs en core pas du tout.	Deux indicateurs sur quatre sont vérifiables. Pour l'un, l'état visé a déjà été atteint, pour l'autre non.
Objectif 10	L'objectif visé a été atteint pour juste un peu plus de la moitié des mesures.	La mise en œuvre par les cantons est mitigée*. La mise en œuvre des mesures par les autres acteurs est en bonne voie.	Un indicateur sur cinq peut être vérifié. L'état visé n'a pas encore été atteint.
Objectif 11	L'objectif visé a été atteint pour près de 70 % des mesures.	La plupart des mesures des cantons et des autres acteurs sont en bonne voie.	Trois indicateurs sur cinq sont vérifiables. L'état visé a déjà été atteint pour deux d'entre eux.
Autres lignes stratégiques	L'objectif fixé a été atteint pour près de 90 % des mesures.	La mise en œuvre des mesures par les cantons est peu avancée.** La mise en œuvre par les autres acteurs est en bonne voie.	Aucun indicateur n'a été défini.

Tableau 12. Bilan de l'ensemble des objectifs

gras = efforts importants à fournir, * mitigé = quelques mesures peu mises en œuvre, d'autres déjà bien appliquées, ** peu avancé = la mise en œuvre n'est bien engagée pour aucune des mesures

(Source : auteurs)

Pour terminer, il est possible de faire quelques remarques qui semblent pertinentes pour l'interprétation des résultats et le développement des mécanismes de contrôle des mesures.

- Les évaluations du Forum Forêt sont, dans l'ensemble, un peu plus positives que celles des cantons et des autres acteurs. À cet égard, il est important de souligner que les questions posées au Forum Forêt portaient sur les lignes stratégiques, alors que celles posées aux cantons et aux autres acteurs portaient sur les mesures. Les divergences entre les réponses s'expliquent peut-être aussi par cette distinction au niveau des questions.
- La valeur informative d'une analyse dépend toujours étroitement de la qualité et de la quantité des données. Les difficultés rencontrées lors de cette étude concernaient en particulier la mesurabilité et la vérifiabilité des données. Il est recommandé d'utiliser à l'avenir davantage d'indicateurs pour lesquels il existe des données ou des méthodes d'appréciation fiables équivalentes. Il serait peut-être judicieux de disposer d'un mécanisme de contrôle pour garantir la récolte des données. Au niveau de l'output, il serait souhaitable que d'établir des directives garantissant une méthode d'évaluation uniforme de la mise en œuvre des mesures.
- Le fait que la Politique forestière 2020 est un programme d'action de la Confédération et non un programme d'action de la Confédération *et des cantons et des autres acteurs* se fait sentir de différentes manières. Pour certaines mesures, le rôle des cantons et des autres acteurs n'est pas concrètement défini. On a aussi pu observer par exemple qu'au niveau des mesures, certains acteurs principaux ne travaillent pas directement avec la Politique forestière 2020. Certains concepts figurant dans cette dernière, comme « Cleantech », n'étaient pas familiers à tous les acteurs. Une association plus étroite des cantons et des autres acteurs au développement de la Politique forestière 2020 pourrait éventuellement permettre de supprimer ce genre d'obstacles.

SOURCES

Bibliographie

Office fédéral de l'environnement (OFEV) (éd.) 2013 : Politique forestière 2020. Visions, objectifs et mesures pour une gestion durable des forêts suisses. Office fédéral de l'environnement, Berne : 66 p.

Hofer, P. et al. 2010 : Potentiels d'exploitation dans la forêt suisse. Scénarios d'exploitation et évolution des forêts. Office fédéral de l'environnement, Berne. Connaissance de l'environnement n° 1116 : 78 p.

Imesch N., Stadler B., Bolliger M., Schneider O. 2015 : Biodiversité en forêt : objectifs et mesures. Aide à l'exécution pour la conservation de la diversité biologique dans la forêt suisse. Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1503 : 190 p.

Jann, W., & Wegrich, K. (2014). Phasenmodelle und Politikprozesse : Der Policy Cycle. In : Schubert, K., Bandelow, N.C. (Hrsg.) : Lehrbuch der Politikfeldanalyse (3. Auflage). München : Oldenbourg Wissenschaftsverlag.

Miranda, B., Jacquat, O., Zürcher, D. 2012 : Plan directeur de recherche Environnement pour les années 2013-2016. Axes, domaines et thèmes de recherche prioritaires. Office fédéral de l'environnement, Berne. Connaissance de l'environnement n° 1206 : 70 p.

Rigling, A., Schaffer, H. P. (Éd.) 2015 : Rapport forestier 2015. État et utilisation de la forêt suisse. Office fédéral de l'environnement, Berne, Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL, Birmensdorf. 144 p.

Données

OFEV (2016a). Tableau de contrôle interne sur l'état de la mise en oeuvre des mesures de la Politique forestière 2020, 2^e semestre 2015. Document interne. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV (2016b). Reporting RPT. Document interne. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV (2016c). Monitoring de la biodiversité en Suisse 2016. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV (en continu a). Inventaire des émissions de gaz à effet de serre. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV (en continu b). Banque de données sur les réserves forestières. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV (en continu c). Statistique fédérale de la chasse. Office fédéral de l'environnement, Berne.

OFEV & OFS (en continu). Réseau d'entreprises forestières pilotes. Office fédéral de la statistique/Office fédéral de l'environnement, Neuchâtel/Berne.

OFS (en continu a). Statistique forestière. Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

OFS (en continu b). Comptes économiques de la sylviculture. Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Suva (2016). Séries chronologiques des accidents par classe AAP, toutes les parties d'entreprise, Suva. URL: https://www.unfallstatistik.ch/f/neuza/Suva_Kl_f/WirtKl_BUV_42B.pdf (état au 30.05.2016).

WSL (2016). Inventaire forestier national IFN, Résultats sur les enquêtes 2004/06 et 2009/15, analyse spéciale réalisée le 28 juin 2016 par F. Cioldi. Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage, Birmensdorf.

Actes législatifs

RS 921.0 Loi fédérale sur les forêts (loi sur les forêts, LFo)

RS 921.01 Ordonnance sur les forêts (OFo)

ANNEXE

Annexe 1 : Liste des autres acteurs et Forum Forêt

Annexe 2 : Données sur les trois niveaux d'analyse

Annexe 3 : Résultats de l'enquête menée auprès du Forum Forêt

ANNEXE 1 : LISTE DES AUTRES ACTEURS ET FORUM FORET

Liste des autres acteurs

Économie forestière	
1. ForêtSuisse	FS
2. Entrepreneurs forestiers Suisse	EFS
3. Association Suisse du Personnel Forestier	ASF
Économie du bois	
4. Lignum Économie suisse du bois	Lignum
5. Énergie-bois Suisse	HES
6. Holzbau Schweiz	HBS
7. Industrie du bois suisse	HIS
8. Verband Schweizer Schreinermeister und Möbelfabrikanten	VSSM
Agriculture	
9. Conférence suisse des services de l'agriculture cantonaux	COSAC
Associations environnementales	
10. Pro Natura	PN
Recherche et formation	
11. WSL	WSL
12. HAFL*	HAFL
13. Centre forestier de formation Lyss*	CEFOR-LYSS
14. Formation continue Forêt et Paysage	FOWALA
Détente et loisirs	
15. Schweizerischer Jägerverband - SPW, ChasseSuisse*	SPW/ChasseSuisse
16. Fédération suisse du tourisme	FST
Autres associations et organisations	
17. Société forestière suisse	SFS
Assurances	
18. Association Suisse d'Assurances*	ASA
19. Suva	SUVA
Transports	
20. Association des services des automobiles	ASA

*Contacté, mais n'a pas participé à l'enquête.

Liste Forum Forêt

Institutions du système politique	Acronyme
1. Office fédéral de l'environnement (OFEV)*	OFEV
2. Conférence des inspecteurs et inspectrices cantonaux des forêts	CIC
Économie forestière	
3. ForêtSuisse	FS
4. Entrepreneurs forestiers Suisse	EFS
Économie du bois	
5. Lignum Économie suisse du bois	Lignum
Associations environnementales	
6. Pro Natura	PN
Recherche et formation	
7. WSL	WSL
8. Centre forestier de formation Lyss	CEFOR-LYSS
Autres associations et organisations	
9. Société forestière suisse	SFS

* Deux représentants de l'OFEV ont participé à l'enquête.



Zwischenbericht 2016 zur Waldpolitik 2020

Anhang 2: Daten zu den drei Analyseebenen

Im Auftrag des Bundesamtes für Umwelt

Bearbeitet durch Jerylee Wilkes-Allemann,
Kathrin Steinmann, Astrid Zabel und Eva Lieberherr

15.2.2017

Im Folgenden werden die Ergebnisse des Zwischenberichts 2016 zur Waldpolitik 2020 detailliert dargestellt. Bei allen Abbildungen handelt es sich um eigene Darstellungen.

Die Präsentation der Resultate ist nach Zielen, Stossrichtungen und Massnahmen sowie nach den drei Analyseebenen Output, Impact und Outcome strukturiert. Die Output- und die Impactdaten, sowohl der Kantone als auch der weiteren Akteure, werden auf Massnahmenebene präsentiert. Die Outcomedaten werden auf Zielebene aufgezeigt, da die dazugehörigen Indikatoren in der Waldpolitik 2020 auf dieser Ebene definiert wurden.

Output

Die Outputdaten basieren auf einer Einschätzung des BAFU zur Massnahmenerreichung durch den Bund. Das Ergebnis der Konsolidierung dieser zu Verfügung gestellter Daten wird folgendermassen dargestellt:

- Erste Spalte: In der Waldpolitik 2020 definierte Massnahme des Bundes.
- Zweite Spalte: Vergleich des in der Waldpolitik 2020 per Ende 2015 definierten Sollwertes mit dem von den Experten des BAFU geschätzten Ist-Wert per Ende 2015.
- Dritte Spalte: Auf der Einschätzung des BAFU zur Entwicklung der Massnahmenerreichung basierender Kommentar der Auftragnehmerin, wenn möglich ergänzt mit einem Kommentar betreffend der weiteren Entwicklung bis 2020.

Impact

Die Impactdaten wurden vollständig von der Auftragnehmerin erhoben. Die in den beiden Umfragen erhobenen Daten sind tabellarisch dargestellt. Die Umfrageergebnisse der Kantone sind folgendermassen aufgebaut:

- Erste Spalte: Massnahme aus der Waldpolitik 2020.
- Zweite Spalte: Graphische Darstellung der Antworten der Kantone.
- Dritte Spalte: Graphische Darstellung der Anzahl der Kantone, die Massnahmen der Waldpolitik 2020 umsetzen.

Die Umfrageergebnisse der weiteren Akteure sind folgendermassen aufgebaut:

- Erste Spalte: Massnahme aus der Waldpolitik 2020.
- Zweite Spalte: Anzahl der antwortenden Akteure.
- Dritte Spalte: Graphische Darstellung der Antworten dieser Akteure.

Outcome

Die in der Waldpolitik 2020 festgelegten Indikatoren wurden mit Daten, die vom BAFU zu Verfügung gestellt wurden, überprüft. Zusätzlich wurden von Seiten des BAFU schriftliche und mündliche Ergänzungen zu den Daten oder dem Stand der Datenerhebung gegeben. Diese sind mit dem Hinweis „Information BAFU“ gekennzeichnet. Die Überprüfung der Indikatoren wird folgendermassen dargestellt:

- Erste Spalte: Der in der Waldpolitik 2020 definierte Indikator.
- Zweite Spalte: Die in der Waldpolitik 2020 definierte Sollgrösse.
- Dritte Spalte: Hinweise, ob Daten verfügbar sind und zur jeweiligen Datenquelle.
- Vierte Spalte: Die Daten, welche die Entwicklung des Indikators von 2012-2015 aufzeigen.
- Fünfte Spalte: Kommentar der Auftragnehmerin zur Entwicklung des Indikators im betrachteten Zeitraum.
- Sechste Spalte: Weitere Bemerkungen, die für die Interpretation der Daten berücksichtigt werden sollten.

Die Ergebnisse aus dem Landesforstinventar LFI beziehen sich auf die Erhebungen zum LFI3 (2004/06) und zum laufenden LFI4 (2009/17) mit Datenstand 2009/15 (sieben Neuntel aller Probeflächen). Für die Auswertung verwendet wurden nur jene Probeflächen, zu denen in beiden Inventuren bereits Daten erhoben wurden. Die vorliegenden LFI

Ergebnisse sind von der WSL eigens für den Zwischenbericht zur Waldpolitik 2020 berechnet worden (WSL, 2016) und werden nicht an anderer Stelle publiziert.

Die Entwicklung jedes Indikators wurde gemäss folgender Logik kommentiert: Wenn die Sollgrösse bis 2015 nicht erreicht war und für die 2. Etappe keine weiteren Massnahmen geplant sind, ist zu erwarten, dass das Ziel bis 2020 nicht erreicht wird. Sind jedoch neue Massnahmen geplant, besteht die Chance, dass die Sollgrösse bis 2020 erreicht wird. Ist eine positive Entwicklung zu erkennen und werden die ergriffenen Massnahmen weitergeführt und/oder neue Massnahmen eingeführt, ist eine Zielerreichung bis 2020 möglich.

Ziel 1 Das nachhaltig nutzbare Holznutzungspotenzial wird ausgeschöpft

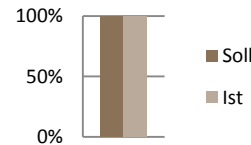
Stossrichtung 1.1 Fachliche Entscheidungsgrundlagen

Den Waldbewirtschaftenden werden fachliche Entscheidungsgrundlagen für eine optimale Bewirtschaftung zur Verfügung gestellt (möglichst hohe Abschöpfung des Zuwachses).

Massnahme des Bundes

Der Bund legt die möglichen Nutzungspotenziale im Wald dar (Aktualisierung der Potenzialstudien, z. B. Holznutzungspotenzial, Zukunftsszenarien Energieholz, Erhebungen wie das Landesforstinventar LFI).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

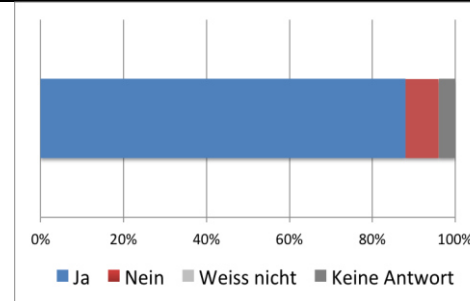
Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.

Output 1.1a

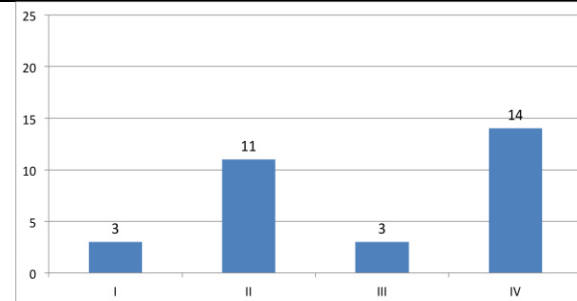
Rolle der Kantone

(I) Grundlagen zur Verfügung stellen
(II) Interpretation von Studien und Szenarien im regionalen Kontext
(III) Informationen weitervermitteln
(IV) Beratung anbieten

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=22)



Impact 1.1a

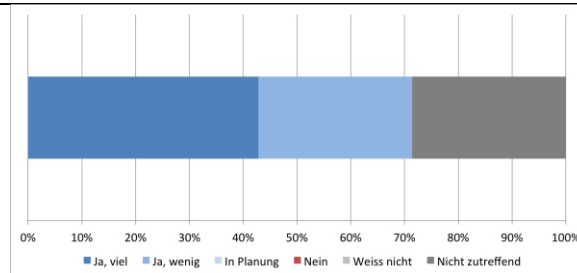
Rolle weiterer Akteure

Grundlagen zur Verfügung stellen

N

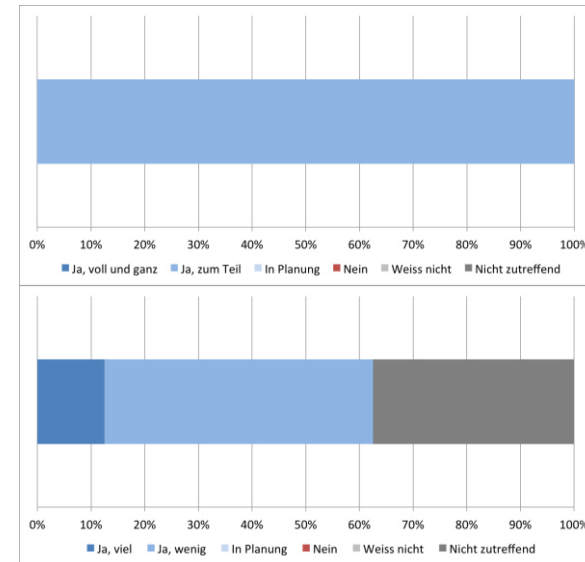
7

Antwort Akteure



Interpretationen von Studien und Szenarien im spezifischen Kontext 7

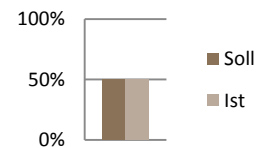
Beratung anbieten 8



Massnahme des Bundes

Der Bund stellt Datengrundlagen bereit zu: Holznutzung, Holzverarbeitung, Holzhandel und Holzendverbrauch, Nachfragepotenzial und Wertschöpfungspotenzial (Forststatistik / Testbetriebsnetz, Landesforstinventar, Jahrbuch Wald und Holz, Erhebungen Sägereien und Holzindustrie, Endverbraucherstudien etc.).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

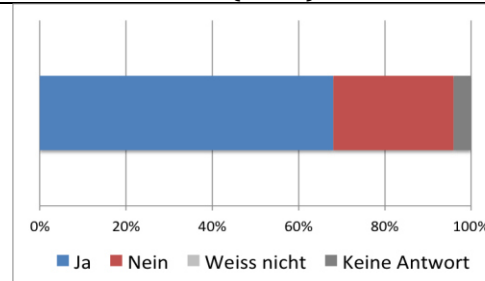
Das Sollziel der 1. Etappe ist erreicht. Wenn die Statistiken weitergeführt werden, wird das Ziel auch in der 2. Etappe erreicht.

Output 1.1b

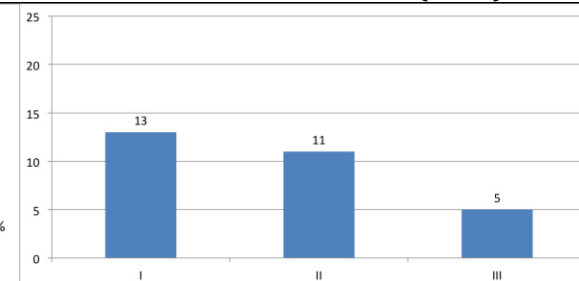
Rolle der Kantone

(I) Informationen weitervermitteln
(II) Interpretationen von Datengrundlagen im regionalen Kontext
(III) Beratung anbieten

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=17)



Impact 1.1b

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Informationen weitervermitteln	9	<p>Stacked bar chart showing responses for 'Informationen weitervermitteln' (N=9). The x-axis represents percentages from 0% to 100%. The legend indicates: Ja, voll und ganz (dark blue), Ja, zum Teil (medium blue), In Planung (light blue), Nein (red), Weiss nicht (grey), and Nicht zutreffend (dark grey). The bar shows approximately 11% for 'Ja, voll und ganz', 69% for 'Ja, zum Teil', 11% for 'Nein', and 9% for 'Weiss nicht'.</p>
Beratung anbieten	9	<p>Stacked bar chart showing responses for 'Beratung anbieten' (N=9). The x-axis represents percentages from 0% to 100%. The legend indicates: Ja, viel (dark blue), Ja, wenig (medium blue), In Planung (light blue), Nein (red), Weiss nicht (grey), and Nicht zutreffend (dark grey). The bar shows approximately 44% for 'Ja, viel', 6% for 'Ja, wenig', 11% for 'In Planung', 17% for 'Nein', and 22% for 'Weiss nicht'.</p>

Stossrichtung 1.2 Laubholzförderung

Es werden neue Verarbeitungs- und Vermarktungswege für das Laubholz gesucht.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund unterstützt Machbarkeitsstudien, Innovationsprojekte (angewandte Forschung und Entwicklung), Marktstudien zum Absatz von Laubholz etc. (siehe Ressourcenpolitik Holz und Aktionsplan Holz für konkrete Massnahmen).	<p>Bar chart comparing 'Soll' (target) and 'Ist' (actual) for target achievement. The y-axis represents percentages from 0% to 100%. The 'Soll' bar is at 100%, and the 'Ist' bar is at approximately 45%.</p>	Die Umsetzung ist laut BAUFU (2016a) durch wirtschaftliche Rahmenbedingungen behindert. Zielerreichung bis 2020 hängt von Entwicklung der Wirtschaftslage ab.

Output 1.2a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=12)
(I) Informationen weitervermitteln	<p>Stacked bar chart showing responses for '(I) Informationen weitervermitteln' (N=25). The x-axis represents percentages from 0% to 100%. The legend indicates: Ja (blue), Nein (red), Weiss nicht (grey), and Keine Antwort (dark grey). The bar shows approximately 48% for 'Ja', 42% for 'Nein', and 10% for 'Weiss nicht'.</p>	<p>Bar chart showing the number of implementing cantons for '(I) Informationen weitervermitteln' (N=12). The y-axis represents the number of cantons from 0 to 25. The bar for category 'I' reaches the value 12.</p>

Impact 1.2a

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Verbände der Holzwirtschaft berücksichtigen die Entscheidungsgrundlagen und...	9	
...vermitteln Informationen weiter.	9	

Stossrichtung 1.3 Steigerung der Holznachfrage

Die Nachfrage nach Holz wird gesteigert, unter anderem durch Information und Sensibilisierung der Bevölkerung und der institutionellen Endverbraucher (siehe Ressourcenpolitik Holz).

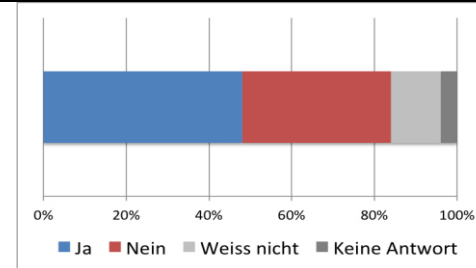
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund unterstützt die Weiterentwicklung energieeffizienter (grossvolumiger) Holzbausysteme und das Bauen im Bestand in den Bereichen Forschung und Entwicklung, Innovationsförderung und Wissenstransfer (siehe Ressourcenpolitik Holz und Aktionsplan Holz für konkrete Massnahmen).		Das Sollziel wurde nicht erreicht. Es sind Massnahmen für die 2. Etappe geplant (BAFU, 2016a), so dass eine Erreichung des 100%-Ziels bis 2020 möglich ist.

Output 1.3a

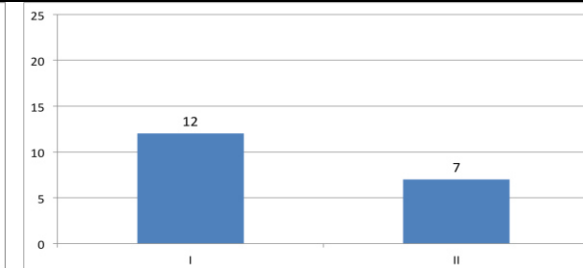
Rolle der Kantone

Informationen weitervermitteln (zu: (I) Energieeffizienten Holzbausystemen, (II) Bauen im Bestand)

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=12)



Impact 1.3a

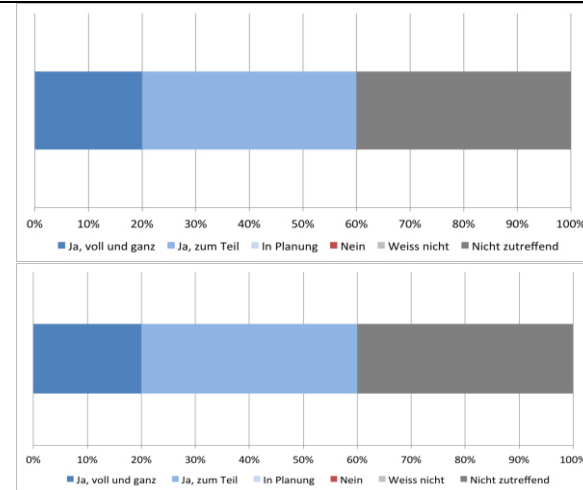
Rolle weiterer Akteure

Verbände der Holzwirtschaft berücksichtigen die Entscheidungsgrundlagen und...

N

5

Antwort Akteure



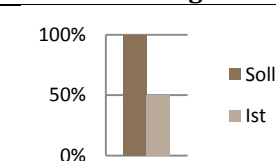
...vermitteln Informationen weiter.

5

Massnahme des Bundes

Der Bund sensibilisiert die institutionellen Endverbraucher für die Vorteile von Holzbauten, Holzbauteilen und den Einsatz der Holzenergie (siehe Ressourcenpolitik Holz und Aktionsplan Holz für konkrete Massnahmen).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

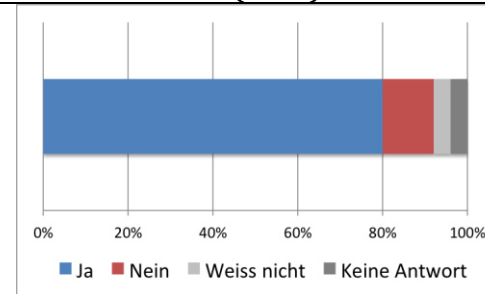
Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Die Zielerreichung wurde von 2013 bis 2015 stets mit 50% eingeschätzt (BAFU, 2016a). Es ist also kein Fortschritt erkennbar. Für die 2. Etappe sind Massnahmen vorgesehen (BAFU, 2016a), womit eine Zielerreichung bis 2020 möglich ist.

Output 1.3b

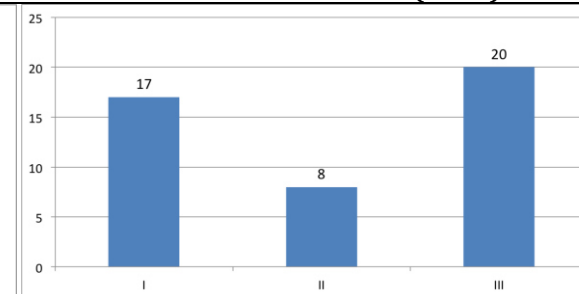
Rolle der Kantone

Informationen weitervermitteln (zu: (I) Holzbauten, (II) Holzbauteilen, (III) Einsatz von Holzenergie)

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=20)



Impact 1.3b

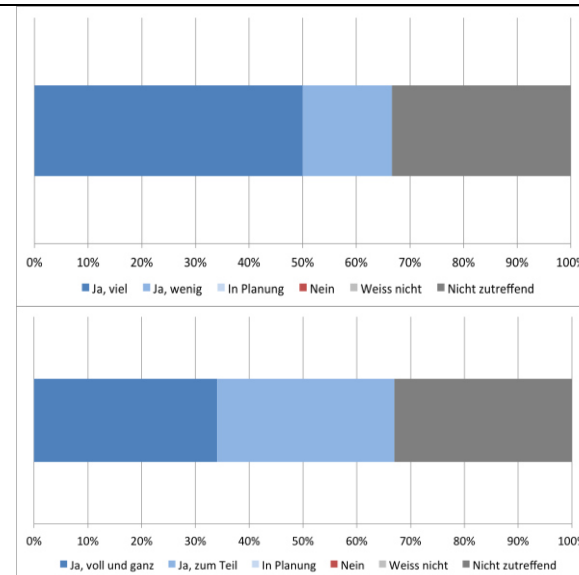
Rolle weiterer Akteure

Informationen weitervermitteln

N

6

Antwort Akteure



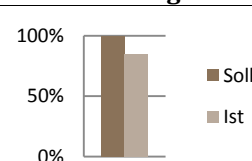
Entscheidungsgrundlagen berücksichtigen

6

Massnahme des Bundes

Der Bund setzt sich beim öffentlichen Beschaffungswesen des Bundes für den vermehrten Einsatz von Holz ein (Projekteingaben, ökologisches Bauportfolio).


Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel wurde in der 1. Etappe knapp nicht erreicht. Rechtliche Rahmenbedingungen sind im März 2016 verabschiedet worden (BAFU, 2016a). Deren Auswirkungen sind abzuwarten.

Output 1.3c

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 1.3d
Der Bund prüft die Ausrichtung des Gebäudeprogramms bezüglich der Förderung von energieeffizienten Holzbauten.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Es fand keine Umsetzung statt, da das Thema politisch blockiert sei (BAFU, 2016a). Eine Umsetzung scheint auch in der 2. Etappe aus politischen Gründen nicht möglich.	


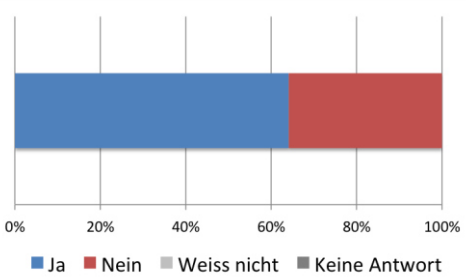
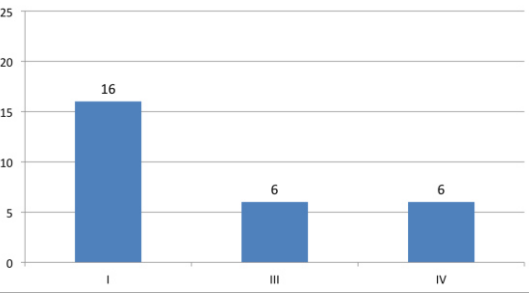
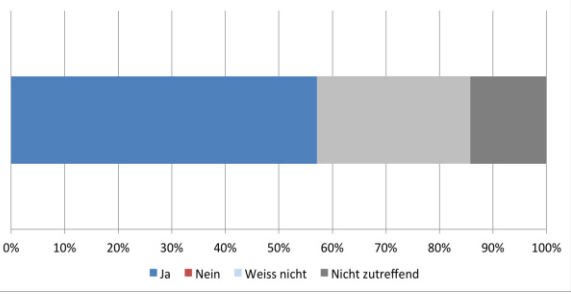
Indikatoren zu Ziel 1 - Outcome

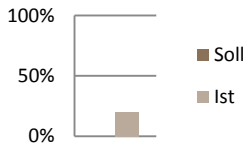
Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Insgesamt für stoffliche und energetische Zwecke im Schweizer Wald geerntete Holzmenge (m ³ /Jahr).	8,2 Mio. m ³ /Jahr (geerntete Holzmengen, d. h. Verkaufsmass nach Forststatistik zuzüglich statistisch nicht erfasste Mengen wie z. B. Zumass, Rinde, Kleinstmengen im Privatwald).	Daten verfügbar von: Forststatistik (BfS, laufend a).	2012: 5.2 Mio. m ³ 2013: 5.3 Mio. m ³ 2014: 5.5 Mio. m ³	Es ist nur eine minime Zunahme zu verzeichnen, daher muss vermutet werden, dass die bisher ergriffenen Massnahmen nicht ausreichen, um die Sollgrösse bis 2020 zu erreichen.	
Nachfrage nach stofflichen Holzprodukten (entspricht Ressourcenpolitik Holz).	Steigerung des Pro-Kopf-Verbrauchs an Schnittholz und Holzwaren um jeweils 20 % bis 2015 (im Vergleich zu 2008).	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Der Indikator muss bis 2020 angepasst werden.

Ziel 2 Klimawandel: Der Wald und die Holzverwendung tragen zur Minderung bei und die Auswirkungen auf seine Leistungen bleiben minimal

Stossrichtung 2.1 Abklärungen und Auswirkungen

Die Auswirkungen des Klimawandels (Stürme, Trockenheit etc.) auf den Wald werden untersucht und die Waldbaumethoden werden auf ihre Tauglichkeit hin überprüft.

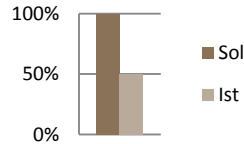
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund schliesst die zweite Phase des Forschungsprogramms «Wald und Klimawandel» ab und sorgt für die Publikation und Kommunikation der Resultate sowie entsprechenden Weiterbildungsangeboten. Dies betrifft insbesondere die Anpassungsstrategien im waldbaulichen Bereich.		Das Sollziel wurde in der 1. Etappe knapp verpasst. Im November 2016 soll eine Synthese in Buchform erscheinen (BAFU, 2016a). Erreichung der 100% ist in Sicht.	Output 2.1a
Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=16)	
(I) Informationen weitervermitteln (II) Interpretation der Resultate im regionalen Kontext (keine Daten erhoben, siehe Bericht Kapitel 3) (III) Planung durchführen (IV) Massnahmen umsetzen			Impact 2.1a
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure	
Waldfachleute schulen (Lehre und Weiterbildung), Massnahmen umsetzen	7		

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund leitet aus den Forschungsergebnissen Massnahmen ab zur Erhaltung der genetischen Variabilität der heimischen Waldbaumarten, sodass deren Resilienz und Anpassungsfähigkeit gegenüber klimatischen Änderungen erhalten bleibt.	 <table><thead><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>15</td></tr></tbody></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	100	Ist	15	Diese in der 2. Etappe umzusetzende Massnahme wurde bereits in der 1. Etappe angegangen. Weitere Massnahmen sind geplant (BAFU, 2016a). Eine Zielerreichung bis 2020 darf erwartet werden.
Kategorie	Wert (%)							
Soll	100							
Ist	15							

Output 2.1b

Stossrichtung 2.2 Erhöhung der Widerstandsfähigkeit

Die Widerstandsfähigkeit des Waldes wird durch eine angepasste Jungwaldpflege mit stabilen und standortgerechten Jungbeständen verbessert. Waldbestände mit ungenügender oder ungeeigneter Verjüngung sowie instabile Bestände und solche an klimasensitiven Standorten werden gezielt angepasst.

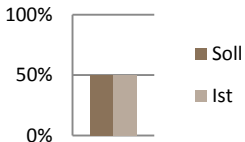
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund erarbeitet eine Klimaanpassungsstrategie des Bundes im Bereich Wald.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>50</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	100	Ist	50	Das Sollziel wurde in der 1. Etappe zur Hälfte erreicht. Die Begründung der Zielerreichung (BAFU, 2016a) ist nicht vollständig mit der definierten Massnahme deckungsgleich, weshalb eine Einschätzung der zukünftigen Entwicklung schwierig ist.
Kategorie	Wert (%)							
Soll	100							
Ist	50							

Output 2.2a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=13)																					
Informationen weitervermitteln (Daten nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt) (I) Interpretation der nationalen Strategie im regionalen Kontext (II) Planung und Umsetzung von Massnahmen (Fragen I und II wurden auf Wunsch vom BAFU gestellt, obwohl die Grundlagen auf Bundesebene noch nicht umgesetzt sind).	<table><tr><th>Frage</th><th>Ja (%)</th><th>Nein (%)</th><th>Weiss nicht (%)</th><th>Keine Antwort (%)</th></tr><tr><td>I</td><td>52</td><td>48</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>II</td><td>52</td><td>48</td><td>0</td><td>0</td></tr></table>	Frage	Ja (%)	Nein (%)	Weiss nicht (%)	Keine Antwort (%)	I	52	48	0	0	II	52	48	0	0	<table><tr><th>Frage</th><th>Anzahl durchführende Kantone</th></tr><tr><td>I</td><td>6</td></tr><tr><td>II</td><td>8</td></tr></table>	Frage	Anzahl durchführende Kantone	I	6	II	8
Frage	Ja (%)	Nein (%)	Weiss nicht (%)	Keine Antwort (%)																			
I	52	48	0	0																			
II	52	48	0	0																			
Frage	Anzahl durchführende Kantone																						
I	6																						
II	8																						

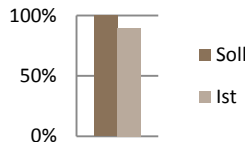
Impact 2.2a

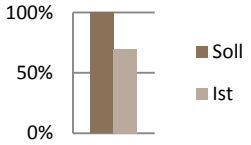
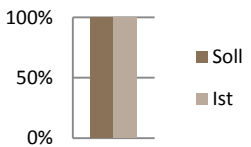
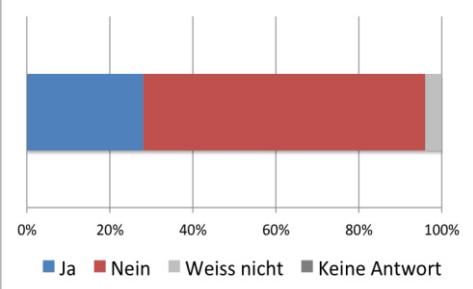
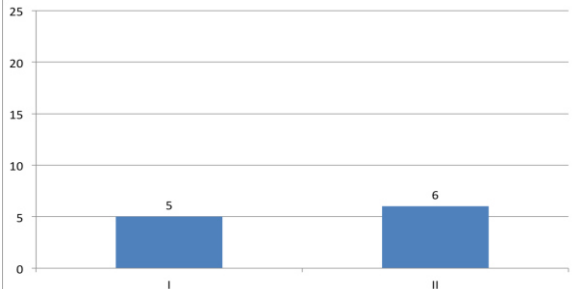
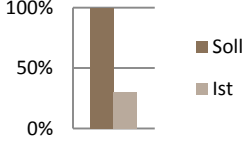
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Informationen weitervermitteln, Umsetzung von Massnahmen, Anwendung der strategischen Grundlagen	(Nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt.)	

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund entwickelt das Fördersystem für die Jungwaldpflege gemäss den Ergebnissen des Forschungsprogramms «Wald und Klimawandel» weiter, überprüft die Rahmenbedingungen und schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen im Rahmen des Neuen Finanzausgleichs (NFA) ab.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Anpassungsmassnahmen an den Klimawandel wurden im März 2016 im WaG festgeschrieben (BAFU, 2016a). Auswirkungen davon sind zu beobachten.	Output 2.2b
Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	
Planung durchführen, fördern und umsetzen von Massnahmen	Eine konkrete Planung und Umsetzung bei den Kantonen konnte aufgrund der noch offenen Resultate der Forschung zu Wald und Klimawandel noch nicht erfolgen. Die Resultate werden im Rahmen des Forum für Wissen (eine Veranstaltung, die von der WSL durchgeführt wird) im November 2016 präsentiert. Quelle: Einschätzung BAFU basierend auf NFA-Reporting (BAFU, 2016b).		Impact 2.2b

Stossrichtung 2.3 Massnahmen im Störungs- und Schadensfall

Massnahmen zur Verhütung, Behebung und Wiederbewaldung nach Störungs- oder Schadensfällen werden unterstützt.

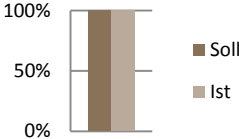
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund entwickelt zusammen mit den Akteuren ein Finanzierungssystem zur Unterstützung von Waldschutzmassnahmen ausserhalb des Schutzwaldes.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Da weitere Massnahmen in der 2. Etappe geplant sind (BAFU, 2016a), ist eine Zielerreichung bis 2020 wahrscheinlich.	Output 2.3a
Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	
Planung durchführen, Umsetzung von Massnahmen	(Nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt.)		Impact 2.3a

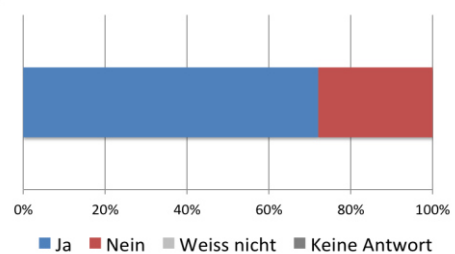
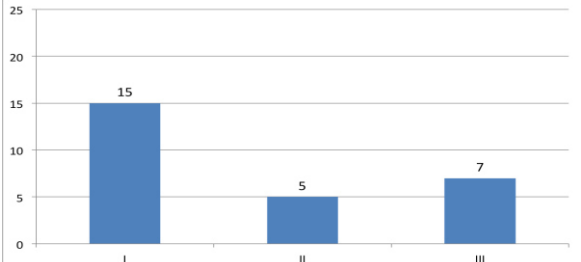
Massnahme des Bundes Der Bund setzt das Konzept Umgang mit biotischen Gefahren um (siehe Kapitel 3.8).	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Eine Weiterführung der Massnahmen ist geplant (BAFU, 2016a), womit die Erreichung der Massnahmenumsetzung in den kommenden Jahren zu erwarten ist.	Output 2.3b
Rolle der Kantone Planung durchführen, Umsetzung von Massnahmen	Antwort Kantone (Nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt.)	Anzahl durchführende Kantone	
Massnahme des Bundes Der Bund setzt die Waldbrandwarnung gemäss Alarmierungsverordnung um und stimmt das Vorgehen mit den Kantonen ab.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	Output 2.3c
Rolle der Kantone (I) Planung durchführen (II) Umsetzung von Massnahmen	Antwort Kantone (N=25) 	Anzahl durchführende Kantone (N=7) 	
Massnahme des Bundes Der Bund entwickelt ein Frühwarnsystem für Waldbrände (inkl. Alpennordseite) und erarbeitet dazu eine Entscheidungshilfe zuhanden der Kantone.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel wurde in der 1. Etappe klar nicht erreicht. Die bereits ergriffenen Massnahmen werden in der 2. Etappe weitergeführt, es sind aber keine neuen geplant. Da die Entwicklung der Zielerreichung nur einen minimalen Anstieg seit 2012 zeigt (BAFU, 2016a), muss die Erreichung des 100%-Ziels bezweifelt werden.	Output 2.3d

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 2.3d
Planung durchführen	(Nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt.)		

Stossrichtung 2.4 Stärkung der Holzverwendung

Die Holzverwendung als Beitrag für saubere Technologien (Cleantech) wird gestärkt.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 2.4a
Der Bund erstellt ein Konzept, wie durch sektorübergreifende Partnerschaften (Bundesamt für Landwirtschaft BLW, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO etc.) das Cleantech-Potenzial von Holz gemessen und optimal nutzbar gemacht werden kann (Ökobilanzierung, Ausschöpfen des Holznutzungspotenzials und optimale Kaskadennutzung, Umweltetiketten für Produkte [Konsolidierung anstreben], Unterstützung von regionalen Wirtschaftskreisläufen etc.).	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	

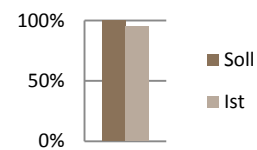
Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=18)	Impact 2.4a
(I) Informationen weitervermitteln (II) Interpretation von Grundlagendokumenten im regionalen Kontext (III) Beratung anbieten	 <p>0% 20% 40% 60% 80% 100%</p> <p>■ Ja ■ Nein ■ Weiss nicht ■ Keine Antwort</p>	 <p>25 20 15 10 5 0</p> <p>I II III</p>	

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Information weitervermitteln	9	
Beratung anbieten	9	

Massnahme des Bundes

Der Bund bringt bei Bundesaktivitäten die Vorteile von Holz und Holzprodukten zur Minderung des Klimawandels aktiv ein.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel wurde in der 1. Etappe knapp nicht erreicht. Massnahmen laufen (BAFU, 2016a), weshalb eine Zielerreichung bis 2020 erwartet werden kann.

Output 2.4b

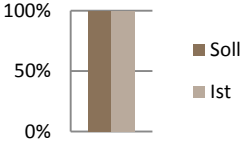
Indikatoren zu Ziel 2 - Outcome

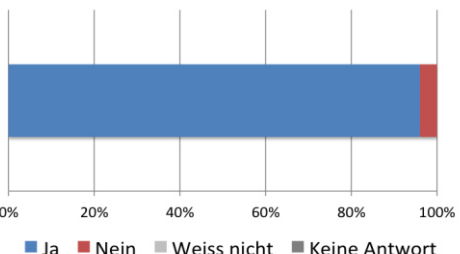
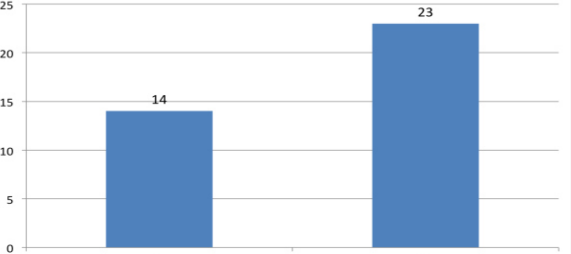
Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
CO ₂ -Bilanz der lebenden und toten Biomasse des Waldes, inkl. Waldboden.	Langfristig ausgeglichene CO ₂ -Bilanz der Effekte Waldsenke, Holzverwendung und Substitution.	Daten verfügbar von: Treibhausgasinventar (BAFU, laufend a). Information BAFU: Die Werte entsprechen der CO ₂ -Bilanz im Schweizer Wald ohne Berücksichtigung von Aufforstungen und Rodungen. Die CO ₂ -Bilanz durch Veränderungen im HWP (harvested wood products) sind nicht inbegriffen; CH ₄ und N ₂ O Emissionen durch Waldbrand und Drainage sind inbegriffen.	2012: -3063.68199 Gg CO ₂ = kt CO ₂ 2013: -3066.873533 Gg CO ₂ = kt CO ₂ 2014: -1737.766732 Gg CO ₂ = kt CO ₂	Mit den vorhandenen Daten kann die Sollgrösse nicht überprüft werden.	Information BAFU: Indikator-Definition soll angepasst werden.
CO ₂ -Entzug durch die Holznutzung (m ³ /Jahr).	Abschöpfen des Zuwachses (Zielwerte in Ausarbeitung).	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Indikator muss bis 2020 angepasst werden.
Substitutionseffekt der ganzen Holzverwendung.	Erhöhung des Substitutionseffektes um 1,2 Mio. Tonnen CO ₂ /Jahr gegenüber 1990.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	
Waldflächen mit klimasensitiver Artenzusammensetzung und Struktur	Die Fläche klimasensitiver Bestände (gemäss LFI3 insg. 50 000 ha) nimmt um 25% ab. Reduktion der Bestände mit Nadelbaumanteilen von 90% und mehr in tieferen Lagen. Ergebnisse aus dem Forschungsprogramm «Wald und Klimawandel» werden berücksichtigt. Die Fläche kritischer Schutzwälder nimmt bis 2040 um 25% ab (Schutzwälder kritischer Stabilität und kritischer Verjüngung: 68 000 ha gemäss LFI3).	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	
Mischwaldflächen	Der Anteil der Mischwaldflächen nimmt um 10% zu (auf Basis LFI3). Zielwert zu verifizieren mit Eidg. Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft (WSL).	Daten verfügbar von: LFI4 (WSL, 2016).	Es ist eine Zunahme des Mischungsgrades festzustellen. Die Unsicherheiten der Messdaten sind jedoch relativ hoch, weshalb keine quantitative Aussage bezüglich der Sollgrösse getroffen werden kann.	Da keine Aussage über das Ausmass der Zunahme gemacht werden kann, ist keine Einschätzung zur Entwicklung möglich.	Information BAFU/WSL: Die Sollgrösse muss mit Bezug auf das natürlichen Laubwaldareal präzisiert werden, wie schon in der Waldpolitik 2020 festgehalten.

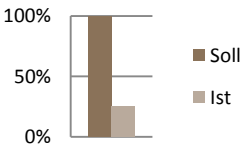
Ziel 3 Die Schutzwaldleistung ist sichergestellt

Stossrichtung 3.1 Ausscheidung von Schutzwaldflächen

Schutzwaldflächen werden planerisch ausgeschieden gemäss nationalem Konzept, welches der Bund gemeinsam mit den Kantonen ausgearbeitet hat (SilvaProtect-CH).

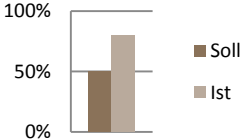
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund harmonisiert die Kriterien für die Schutzwaldausscheidung.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel wurde in der 1. Etappe erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	Output 3.1a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=24)	
(I) Planung	 <p>0% 20% 40% 60% 80% 100%</p> <p>■ Ja ■ Nein ■ Weiss nicht ■ Keine Antwort</p>	 <p>25 20 15 10 5 0</p> <p>I II</p>	Impact 3.1a
(II) Umsetzung von Massnahmen			

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund wertet die LFI-Daten hinsichtlich der Anforderungsprofile nach NaiS aus, um eine Zielerreichungskontrolle auf nationaler Ebene führen zu können (dazu müssen die LFI-Stichproben einer Standorteinheit nach NaiS zugeordnet werden können).	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel wurde in der 1. Etappe klar nicht erreicht und von 2013 bis 2015 sind nur kleine Fortschritte zu erkennen. Massnahmen für die 2. Etappe sind geplant (BAFU, 2016a). Eine Zielerreichung bis 2020 ist möglich.	Output 3.1b

Stossrichtung 3.2 Programmvereinbarungen Schutzwald

Der Bund schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen gemäss Neuem Finanzausgleich NFA zum Bereich Schutzwald ab.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 3.2a
Der Bund schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen gemäss Neuem Finanzausgleich NFA zum Bereich Schutzwald ab (die Massnahme entspricht der Stossrichtung).	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Die Programmvereinbarungen laufen bis 2019 (BAFU, 2016a), weshalb eine Zielerreichung in der 2. Etappe erwartet werden kann.	
Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 3.2a
Planung, Umsetzung, Kontrolle	Ja, NaiS wird konsequent angewandt. Quelle: Einschätzung BAFU basierend auf NFA-Reporting (BAFU, 2016b).		

Indikatoren zu Ziel 3 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Vermeidbare Todesfälle.	0 (möglichst gering).	Daten werden nicht erhoben.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	
Verhinderte Schäden.	Alle verhältnismässigen Massnahmen wurden ergriffen, um Schäden zu verhindern.	Geeignete Daten für die ganze Schweiz werden nicht erhoben (nur nach grösseren Ereignissen).		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	
Anteil Schutzwald mit erfüllten Anforderungsprofilen nach NaiS (Nachhaltigkeit im Schutzwald).	70%	Die Daten wurden nicht produziert.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	

Anteil Gemeinden / Regionen / Kantone mit Unterhaltskonzepten für Schutzmassnahmen (forstliche Planung für Schutzwald).	100%	Daten wurden im Rahmen der Umfrage zu den Impact-Daten erhoben.	65% der Kantone haben ein Unterhaltskonzept, die restlichen 35% planen die Erstellung. In 70% aller Kantone haben alle oder einige Gemeinden ein eigenes Unterhaltskonzept. In den restlichen 30% ist dies nicht geplant (N=23).	Wenn die 35% der Kantone, die die Erstellung eines Unterhaltskonzepts planen, dies auch umsetzen, kann die Sollgrösse bis 2020 erreicht werden. Auf Gemeindeebene müssen noch Massnahmen ergriffen werden, um die Sollgrösse zu erreichen.	Aufgrund eines Inputs des BAFU wurde zusätzlich erhoben: 91% der Kantone setzen die Schutzwaldausscheidung um (in Planung: 4%, N=23). 95% der Kantone schätzen, dass ihre Arbeit der vom Bund geforderten Qualität entspricht (Weiss nicht: 5%, N=22).
Hektaren behandelte und beeinflusste Schutzwaldfläche.	Jährlich 3% der gesamten Schutzwaldfläche (Schutzwaldausscheidung nach harmonisierten Kriterien).	Daten verfügbar von: Berechnung durch BAFU basierend auf NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b).	3% der Schutzwaldfläche sind 17 550 ha. Behandelte Schutzwaldfläche: 2012: 7158 ha 2013: 9629 ha 2014: 9758 ha 2015: 10 254 ha	Die jährlich behandelte Fläche hat zwischen 2012 und 2015 kontinuierlich zugenommen. Werden die Datenpunkte bis 2020 linear extrapoliert, wird die Sollgrösse für 2020 um 2230 ha verfehlt.	Information BAFU: Die Sollgrösse ist nicht unbestritten. Es muss diskutiert werden, ob die Sollgrösse auf 2-3% festgelegt werden sollte. Dieser Wert könne nach Vorliegen der Resultate der Projekte „NaiS-LFI“ und „Eingriffs-Turnus“ festgelegt werden.
Einhalten von Mindestanforderungen innerhalb des NFA-Programmes Schutzwald (Methode NaiS).	In 100% aller Stichproben eingehalten.	Daten verfügbar von: Stichprobenüberprüfung durch BAFU basierend auf NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b).	Die Stichprobenüberprüfung des BAFU zeigt, dass die Programmvereinbarungen Schutzwald grösstenteils in der erforderlichen Qualität umgesetzt werden, das heisst nicht zu 100%.	Die Sollgrösse ist nicht erreicht. Eine Einschätzung der Entwicklung ist mit den vorhandenen Daten nicht möglich.	

Ziel 4 Die Biodiversität bleibt erhalten und ist gezielt verbessert

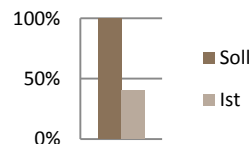
Stossrichtung 4.1 Naturnahe Bewirtschaftung

Die Bewirtschaftung erfolgt auf der gesamten Waldfläche nach gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau.

Massnahme des Bundes

Der Bund konkretisiert die gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau, um davon ausgehend weitergehende Leistungen abgelten zu können (z.B. zur Erreichung der Struktur- und Artenvielfalt auf bewirtschafteten Flächen).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

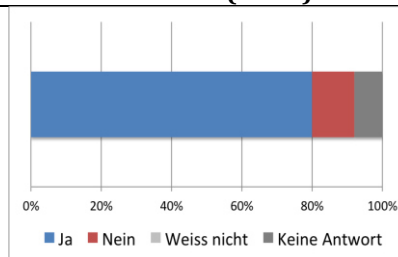
Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Die Massnahme soll laut BAFU (2016a) zur Zeit nicht weiter verfolgt werden.

Output 4.1a

Rolle der Kantone

Informationen weitervermitteln, Interpretation im regionalen Kontext, Planung und Umsetzung durchführen, Kontrolle

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone

(Auf Bundesebene sind die Grundlagen noch nicht umgesetzt. Auf Input vom BAFU wurde trotzdem die Frage gestellt, ob die Kantone in diesem Bereich etwas unternehmen. Es wurde aber nicht nach den einzelnen Aktivitäten wie Planung und Umsetzung gefragt.)

Impact 4.1a

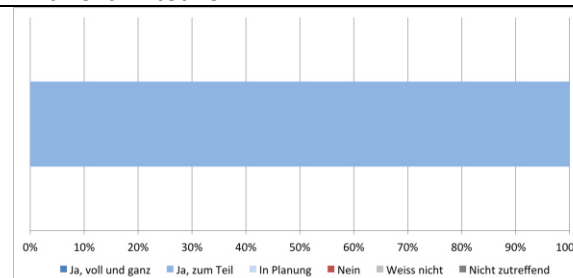
Rolle weiterer Akteure

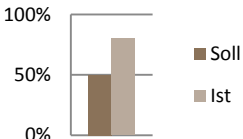
Waldeigentümer und Bewirtschafter wenden die Anforderungen an.

N

2

Antwort Akteure



Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 4.1b
Der Bund erstellt praxisnahe Grundlagen (z. B. für das Alt- und Totholzmanagement) und fördert den Erfahrungsaustausch unter den Akteuren.		Das Sollziel wurde in der 1. Etappe übertroffen. Der Zielerreichungsgrad stagniert seit 2013 und für die 2. Etappe sind keine weiteren Massnahmen geplant (BAFU, 2016a). Deshalb ist eine Erreichung der 100% bis 2020 fraglich.	

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 4.1b
Informationen weitervermitteln, Interpretation im regionalen Kontext, Planung und Umsetzung durchführen, Beratung anbieten	(Nicht erhoben, da auf Bundesebene noch nicht umgesetzt.)		

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Waldeigentümer und Bewirtschafter setzen die Grundlagen ein.	1	

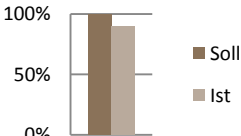
Stossrichtung 4.2 Schutzflächen und Aufwertung prioritärer Lebensräume

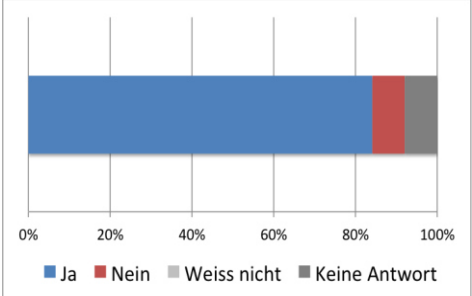
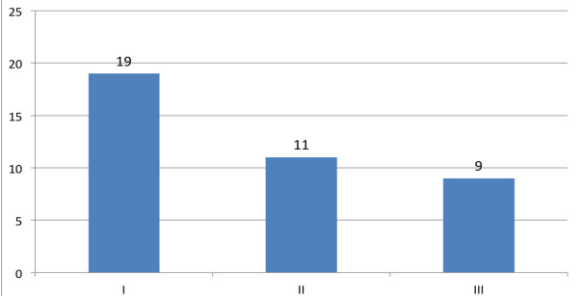
Mit den Kantonen werden Programmvereinbarungen abgeschlossen für die Ausscheidung von Schutzflächen (10 Prozent Waldreservate bis 2030 gemäss Vereinbarung mit den Kantonen) und die Aufwertung prioritärer Lebensräume (auch Förderflächen genannt; Waldränder, Wytweiden etc.).

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 4.2a
Der Bund schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen gemäss Neuem Finanzausgleich NFA ab zum Bereich Waldbiodiversität.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Mit 25 Kantonen wurden Programmvereinbarungen abgeschlossen (BAFU, 2016a). Da die aktuelle NFA-Periode bis 2019 dauert, wird mit dem fehlenden Kanton auch in der 2. Etappe keine Vereinbarung abgeschlossen.	

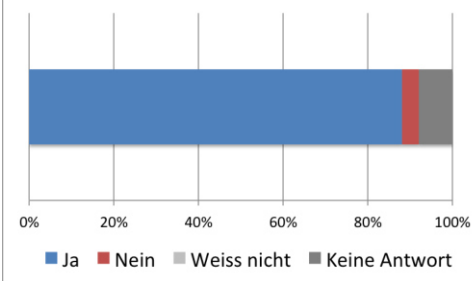
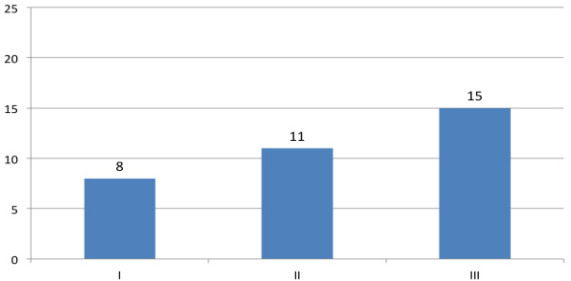
Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 4.2a
Planung und Umsetzung durchführen, Kontrolle	Planung und Umsetzung: Ja. Kontrolle: wird in den kommenden Jahren folgen. Massnahmen sind gemäss Vollzugshilfe Biodiversität im Wald (Imesch et al., 2015) in dieser Periode eingeführt worden. Quelle: Einschätzung BAFU basierend auf NFA-Reporting (BAFU, 2016b).		

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Waldeigentümer und Bewirtschafter setzen um.	2	

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 4.2b
Der Bund erstellt zwecks Monitoring eine Statistik der ausgeschiedenen Waldreservate (GIS-Datensatz).		Das Sollziel wurde in der 1. Etappe knapp nicht erreicht. Da die Umsetzung laufend stattfindet und eine Aktualisierung 2016 folgt (BAFU, 2016a), kann eine 100%-Zielerreichung in der 2. Etappe erwartet werden.	

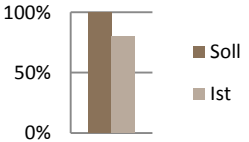
Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=21)	Impact 4.2b
(I) Datengrundlagen bereitstellen (II) Datengrundlagen interpretieren (III) Informationen weitervermitteln			

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 4.2c
Der Bund stellt Grundlagen für die Aus- scheidung von Waldreservaten und anderen Biodiversitätsförderflächen aus nationaler Sicht zur Verfügung (Schwerpunkte).		Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Im Rahmen der Programmvereinbarungen 2016-2019 ist eine weitere Umsetzung geplant (BAFU, 2016a), womit 100% bis 2020 erreicht werden können.	

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=22)	Impact 4.2c
(I) Informationen weitervermitteln (II) Interpretation im regionalen Kon- text (III) Planung und Umsetzung durchfüh- ren			

Stossrichtung 4.3 Regionale Biodiversitätsziele und Finanzierungssystem

*Es werden regionale Biodiversitätsziele definiert und ein Finanzierungssystem entwickelt, um die Leistungen der Waldbewirt-
schaftenden zur Zielerreichung zu entschädigen.*

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 4.3a
Zusammen mit den Kantonen und in Abstimmung mit der Strategie Bio- diversität Schweiz erarbeitet der Bund regionale Biodiversitätsziele im Wald (Ziel- und Leitarten, Waldstrukturziele, etc.) und entwickelt ein System zur Inwertsetzung von besonderen Lei- stungen für die Biodiversität.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Regionale Biodiversitätsziele wurden in der Vollzugshilfe Biodiversität im Wald (Imesch et al., 2015) definiert. Das System zur Inwertsetzung wird nicht erwähnt (BAFU, 2016a), daher ist davon auszugehen, dass es nicht entwickelt wurde. Es sind weitere Massnahmen geplant, weshalb eine Zielerreichung bis 2020 möglich ist.	

Rolle der Kantone

Biodiversitätsziele:

(I) Mitarbeit

(II) Planung und Umsetzung durchfüh-
ren

(III) Informationen weitervermitteln

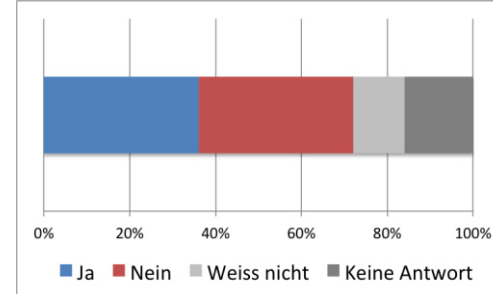
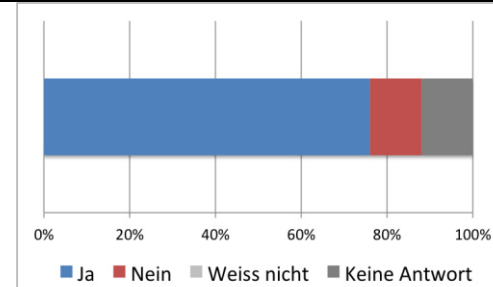
System zur Inwertsetzung von beson-
deren Leistungen für die Biodiversität:

(I) Mitarbeit

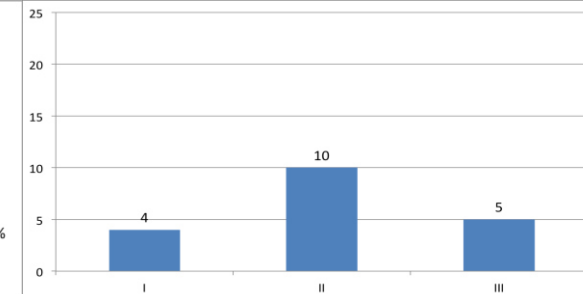
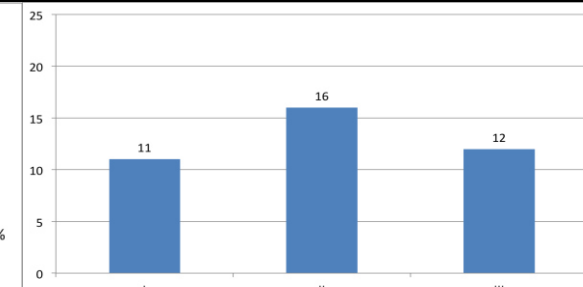
(II) Planung und Umsetzung durchfüh-
ren

(III) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=19,10)



Impact 4.3a

Impact 4.3a

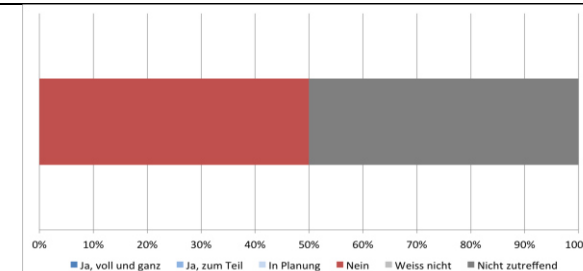
Rolle weiterer Akteure

Biodiversitätsziele: Waldeigentümer
und Bewirtschafter setzen um.

N

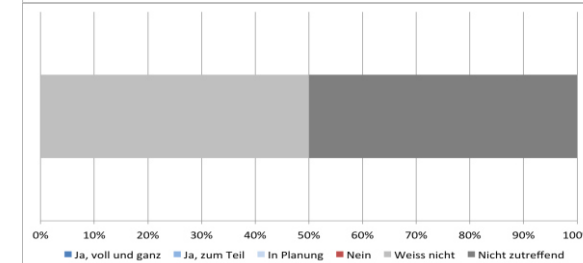
2


Antwort Akteure



System zur Inwertsetzung von beson-
deren Leistung für die Biodiversität:
Waldeigentümer und Bewirtschafter
setzen um.

2



Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund prüft, ob für die regionalen Biodiversitätsziele gesetzliche Anpassungen notwendig sind und leitet den finanziellen Mehrbedarf her.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel wurde in der 1. Etappe erreicht.	Output 4.3b

Indikatoren zu Ziel 4 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Artenvielfalt von Pflanzen, Tieren, und Pilzen im Wald.	Keine Abnahme gegenüber 2007. Zunahme der selten gewordenen Arten.	Daten zur Artenvielfalt verfügbar von: Berechnungen BAFU basierend auf Biodiversitätsmonitoring Schweiz 2016 (BAFU, 2016c) und LFI (WSL, 2016). Zu seltenen Arten sind keine Daten verfügbar.	Gemäss Auswertungen vom BAFU ist keine signifikante Zu- oder Abnahme zu erkennen Zu den seltenen Arten ist kein Aussage möglich.	Vorausgesetzt, dass keine Änderungen in den beeinflussenden Faktoren eintritt, kann das Ziel, dass es keine Abnahme der Artenvielfalt gibt, bei Weiterführung der getroffenen Massnahmen erzielt werden. Zu den seltenen Arten ist keine Einschätzung der Entwicklung möglich.	
Schutzflächen (längerfristig, d. h. auf mindestens 50 Jahre gesicherte Waldreservate und permanente Altholzinseln).	Mindestens 8% der Waldfläche (mindestens 10% bis 2030), mindestens 15 grosse Waldreservate (> 500 ha).	Daten verfügbar von: Berechnungen BAFU basierend auf NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b) und Waldreservatsdatenbank (BAFU, laufend b).	Ende 2014: 67 854 ha Waldreservate, 1 639 ha Altholzinseln, Schutzfläche= 69 493 ha, entspricht 5.7% der Waldfläche. Grosswaldreservate: 23	Mit den vorhandenen Daten ist keine Einschätzung dazu möglich, ob die Schutzflächen bis 2020 auf 8% der Waldfläche gesteigert werden können. Das Ziel bezüglich Grosswaldreservate ist bereits erreicht.	
Förderflächen (z. B. Waldrand, Artenförderung, Selven, Wytweiden etc.) ausserhalb der Schutzflächen.	10 000 ha	Daten verfügbar von: NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b).	Stand Ende 2015: Waldrand: 2112 ha, Aufgewertete Lebensräume: 7674 ha, Begründete und gepflegte Baumbestände: 646 ha, Kulturhist. wertvolle Nutzungsformen: 954 ha, Total: 11 386 ha	Die Sollgrösse ist bereits nach der 1. Etappe erreicht.	

Naturnah bewirtschaftete Waldfläche nach gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau.	Auf 100% der bewirtschafteten Fläche (mit Eingriffen).	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Indikator muss bis 2020 angepasst werden.
Stehendes und liegendes Totholz-Volumen (gemäss LFI3, Kluppschwelle: 12 cm Durchmesser).	Jura, Mittelland, Alpensüdseite: 20 m ³ /ha; Voralpen, Alpen: 25 m ³ /ha	Daten verfügbar von: LFI4 (WSL, 2016).	Jura: 16.6 m ³ /ha Mittelland: 16 m ³ /ha Südseite: 21.2 m ³ /ha Voralpen: 33.7 m ³ /ha Alpen: 30.4 m ³ /ha	In 3 Regionen ist die Sollgrösse erreicht. Entwicklung seit 2004/06: Im Jura um 4.5m ³ /ha zugenommen. Wenn der Trend so weitergeht, kann das Ziel bis 2020 möglicherweise erreicht werden. Im Mittelland hat der Anteil nur leicht zugenommen, hier ist ein Erreichen der Sollgrösse weniger wahrscheinlich.	

Ziel 5 Die Waldfläche bleibt erhalten

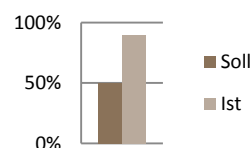
Stossrichtung 5.1 Rodungsverbot

Das Rodungsverbot wird mit der Möglichkeit von Ausnahmegewilligungen aufrechterhalten und der Ermessensspielraum für Ausnahmegewilligungen von Rodungen wird ausgeschöpft.

Massnahme des Bundes

Der Bund stellt gestützt auf die aktuellen Rechtsgrundlagen Vollzugshilfen bereit und gewährleistet so die rechtliche Unterstützung und Beratung der Kantone zu waldrechtlichen Fragen.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

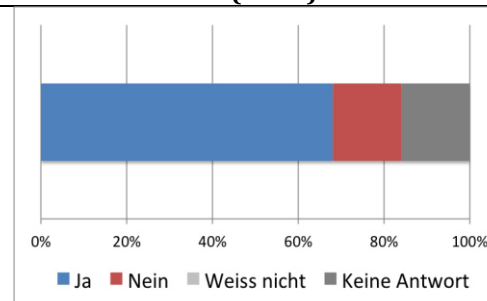
Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Präzisierungen sind 2016 geplant (BAFU, 2016a), weshalb die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden kann.

Output 5.1a

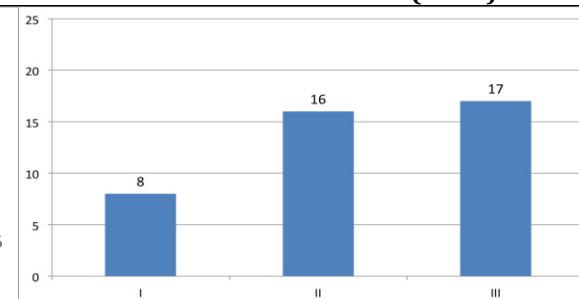
Rolle der Kantone

(I) Informationen weitervermitteln
(II) Interpretation im regionalen Kontext
(III) Umsetzung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=17)

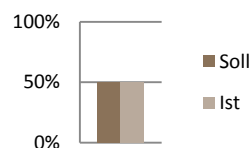


Impact 5.1a

Massnahme des Bundes

Der Bund gewährleistet bei Rodungsverfahren die Anhörung und nimmt die Oberaufsicht wahr (Bundesleitverfahren und kantonale Verfahren).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

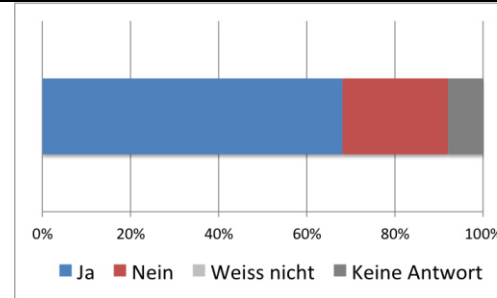
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Die Massnahmen werden laufend umgesetzt (BAFU, 2016a), weshalb auch die Erreichung des Sollziels in der 2. Etappe erwartet werden kann.

Output 5.1b

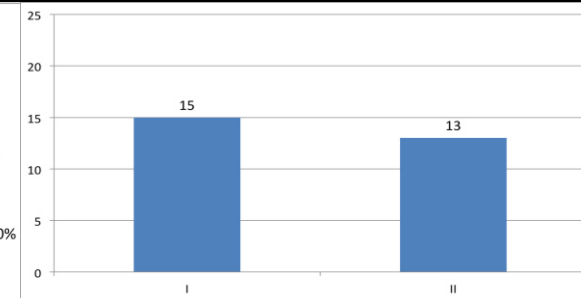
Rolle der Kantone

(I) Umsetzung
(II) Kontrolle

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=17)

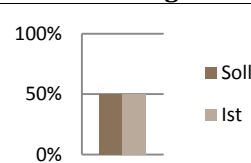


Impact 5.1b

Massnahme des Bundes

Der Bund führt zwecks Monitoring eine Rodungsstatistik.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

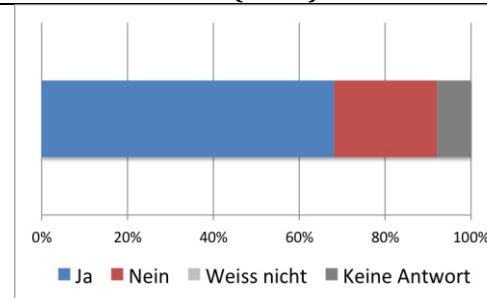
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Wenn die Massnahmen beibehalten werden, kann auch das Sollziel der 2. Etappe erreicht werden.

Output 5.1c

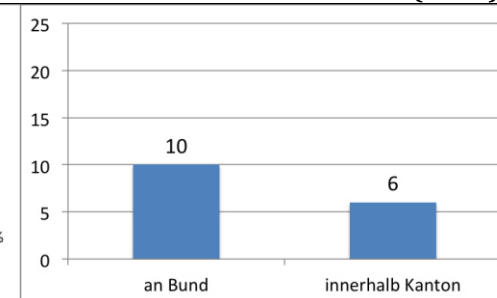
Rolle der Kantone

Informationen an Bund resp. innerhalb des Kantons weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=16)

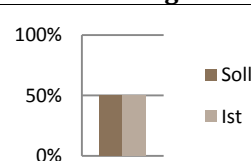


Impact 5.1c

Massnahme des Bundes

Der Bund erstellt anhand der Gerichtspraxis eine Auslegeordnung zu Ausnahmegewilligungen von Rodungen und legt damit den möglichen rechtlichen Ermessensspielraum dar.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

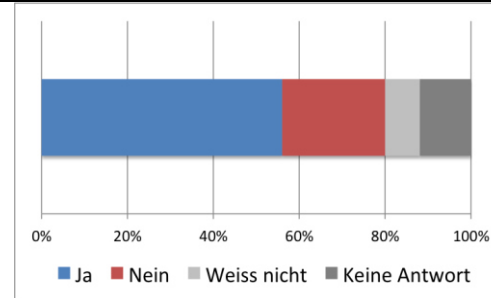
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Wenn die Massnahmen beibehalten werden, kann auch das Sollziel der 2. Etappe erreicht werden.

Output 5.1d

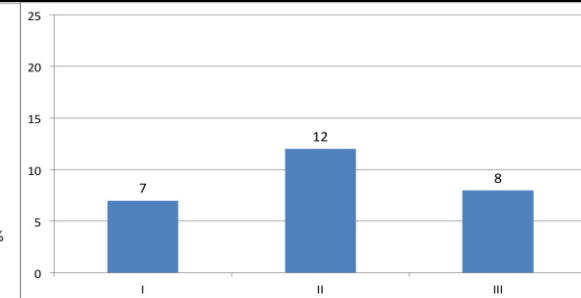
Rolle der Kantone

- (I) Informationen weitervermitteln
- (II) Interpretation und Anwendung im regionalen Kontext
- (III) Umsetzung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=14)

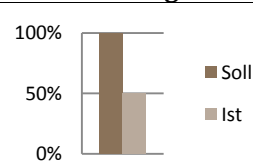


Impact 5.1d

Massnahme des Bundes

Der Bund prüft, wie und in welcher Form bei der Beurteilung von Ausnahmegewilligungen von Rodungen (Art. 5 WaG) eine regionale Siedlungsplanung einbezogen werden könnte.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

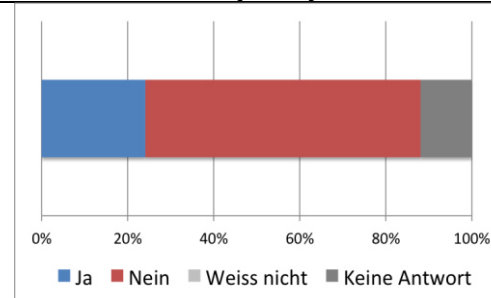
Das Sollziel der 1. Etappe wurde nur zur Hälfte erreicht. Für eine Zielerreichung bis 2020 ist die 2. Revisionsstufe des Raumplanungsgesetzes zentral (BAFU, 2016a).

Output 5.1e

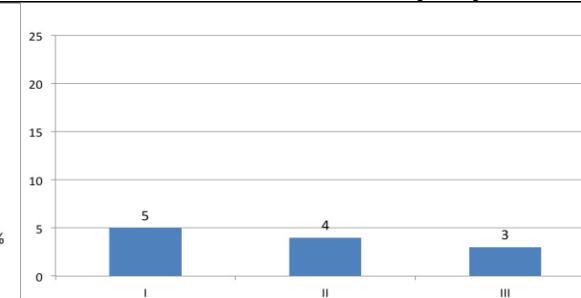
Rolle der Kantone

- (I) Information
- (II) Planung
- (III) Umsetzung

Antwort Kantone (N=25)




Anzahl durchführende Kantone (N=6)



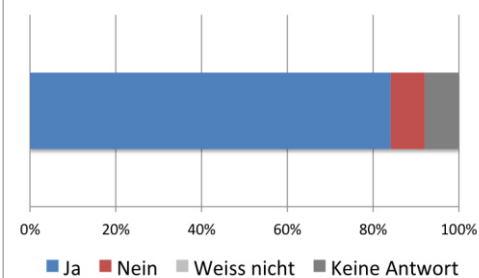
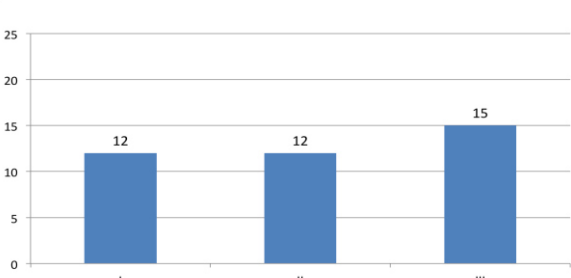
Impact 5.1e

Stossrichtung 5.2 Realersatz


In bestimmten Fällen (z. B. zur Schonung landwirtschaftlicher Vorrangflächen oder bei der Revitalisierung von Gewässern) soll es ermöglicht werden, auf den Realersatz bzw. den Rodungersatz zu verzichten.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund entwickelt die fachlichen Grundlagen weiter (überkommunale Planung, Vorgehensweise bei unerwünschter Waldzunahme, etc.).	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>50</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	100	Ist	50	Das Sollziel der 1. Etappe wurde zur Hälfte erreicht. Die Begründung der Einschätzung der Zielerreichung vom BAFU (2016a) deutet aber auf einen höheren Wert hin, da Änderungen im WaG und in der WaV in Kraft sind und die Vollzugshilfe Rodungen und Rodungersatz 2014 aktualisiert wurden. Für die kommenden Jahre ist ein Erfahrungsaustausch mit den Kantonen geplant. Eine Zielerreichung in der 2. Etappe kann erwartet werden.
Kategorie	Wert (%)							
Soll	100							
Ist	50							

Output 5.2a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=21)																		
(I) Information	 <table><tr><th>Antwort</th><th>Anzahl (%)</th></tr><tr><td>Ja</td><td>84</td></tr><tr><td>Nein</td><td>12</td></tr><tr><td>Weiss nicht</td><td>3</td></tr><tr><td>Keine Antwort</td><td>1</td></tr></table>	Antwort	Anzahl (%)	Ja	84	Nein	12	Weiss nicht	3	Keine Antwort	1	 <table><tr><th>Rolle</th><th>Anzahl</th></tr><tr><td>I</td><td>12</td></tr><tr><td>II</td><td>12</td></tr><tr><td>III</td><td>15</td></tr></table>	Rolle	Anzahl	I	12	II	12	III	15
Antwort		Anzahl (%)																		
Ja		84																		
Nein	12																			
Weiss nicht	3																			
Keine Antwort	1																			
Rolle	Anzahl																			
I	12																			
II	12																			
III	15																			
(II) Planung																				
(III) Umsetzung																				

Impact 5.2a

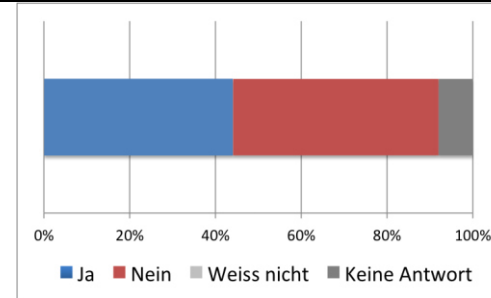
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund begleitet die Politik- und Gesetzgebungsprozesse (Raumplanungsgesetz RPG, Waldgesetz WaG) auf nationaler Ebene.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>50</td></tr><tr><td>Ist</td><td>75</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	50	Ist	75	Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Massnahmen sind geplant (BAFU, 2016a), weshalb eine Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden kann.
Kategorie	Wert (%)							
Soll	50							
Ist	75							

Output 5.2b

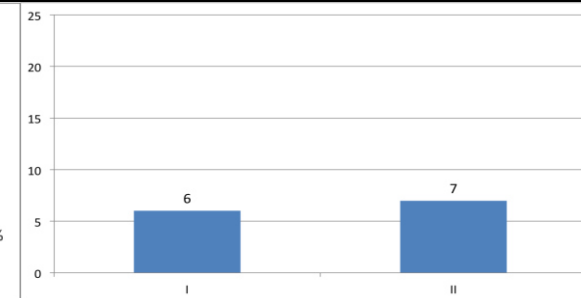
Rolle der Kantone

- (I) Information
- (II) Umsetzung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=11)



Impact 5.2b

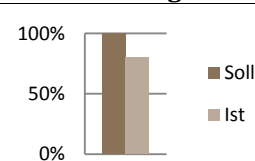
Stossrichtung 5.3 Statische Waldgrenzen

Gegenüber dem Offenland können statische Waldgrenzen ausgeschieden werden, gestützt auf die übergeordnete Planung (insbesondere Richtplanung).

Massnahme des Bundes

Der Bund begleitet die Anpassung des Waldgesetzes WaG gemäss der Parlamentarischen Initiative 09.0474 (betreffend statische Waldgrenzen) fachlich und konkretisiert die Bestimmungen gegebenenfalls in der Waldverordnung WaV und der entsprechenden Vollzugshilfe.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

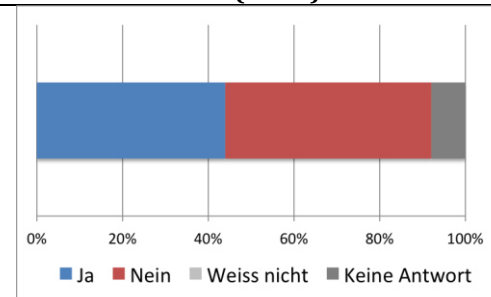
Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Es sind weitere Massnahmen geplant (BAFU, 2016a), weshalb die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden kann.

Output 5.3a

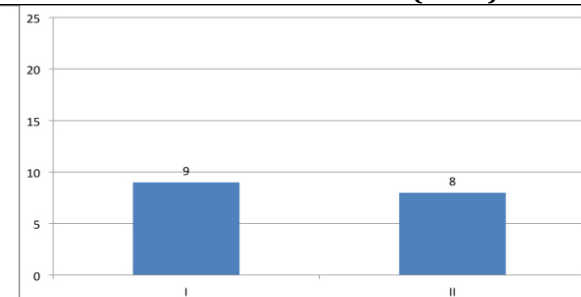
Rolle der Kantone

- (I) Informationen weitervermitteln
- (II) Umsetzung der angepassten Möglichkeiten

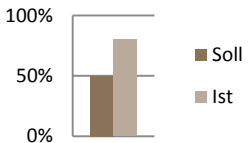
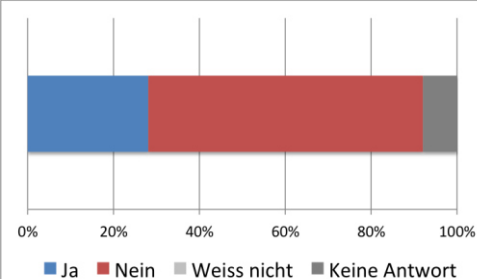
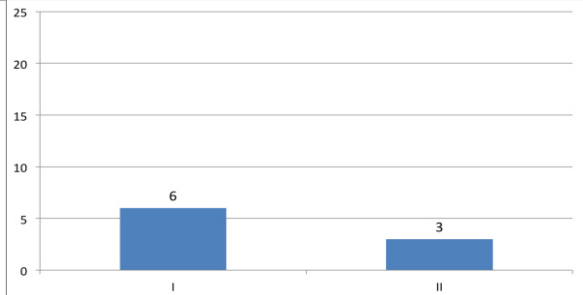

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=11)



Impact 5.3a


Massnahme des Bundes Die fachlichen Grundlagen und die Methodik werden durch den Bund weiterentwickelt, die Politik- und Gesetzgebungsprozesse werden begleitet (Waldgesetz WaG, Raumplanungsgesetz RPG, Natur- und Heimatschutzgesetz NHG, Landwirtschaftsgesetz LwG).	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Massnahmen sind für die 2. Etappe geplant (BAFU, 2016a), weshalb eine Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden kann.	Output 5.3b		
Rolle der Kantone (I) Informationen weitervermitteln (II) Umsetzung	Antwort Kantone (N=25) 	Anzahl durchführende Kantone (N=7) 	Impact 5.3b		
Massnahme des Bundes Der Bund prüft rechtliche Möglichkeiten, den Minimalabstand von Bauten zu stufig gestalteten Waldrändern zu reduzieren (z.B. über Vereinbarungen zwischen Waldeigentümern und Nutznießern analog zum Vorgehen bei Strasseneigentümern und Grundeigentümern von Bauparzellen).	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde klar verfehlt. Für die 2. Etappe sind Diskussionen in einer Arbeitsgruppe geplant (BAFU, 2016a). Ob diese Massnahme ausreicht, um die 100% zu erreichen, ist fraglich.	Output 5.3c		
Indikatoren zu Ziel 5 - Outcome					
Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Veränderung der Waldfläche in ha.	Mindestens Fläche gemäss LFI3.	Daten verfügbar von: LFI (WSL, 2016).	Die Waldfläche hat zwischen LFI3 und LFI4 um 29 700 ha (+2.3%) zugenommen.	Die Waldfläche in der Schweiz nimmt zu. Aufgrund der rechtlichen Grundlagen kann davon ausgegangen werden, dass sie auch bis 2020 nicht abnimmt.	

Fläche von Wytweiden, Selven, Waldweiden.	Keine Abnahme (gemäss LFI3).	Daten zu Wytweiden, Selven und Beweidungsintensität verfügbar von: LFI (WSL, 2016).	Der Anteil von Wytweiden hat zwischen LFI3 und LFI4 um 0.4 Prozentpunkte abgenommen. Der Anteil von Selven ist gleich geblieben. Der Anteil an Waldflächen, wo Beweidung stattfindet, hat von 13.5% auf 10.1% abgenommen.	Während das Ziel bei den Selven erreicht wurde, kann es im Bereich Wytweiden mit wenigen Anstrengungen erreicht werden. Im Bereich der Beweidung des Waldes ist die Entwicklung nicht auf Kurs.	Information BAFU und WSL: Der Indikator sollte zukünftig unter Berücksichtigung der Vorrangfunktion des Waldes beurteilt werden. Zudem sind verschiedene Daten vorhanden, die für diesen Indikator verwendet werden könnten.
Die Entwicklung der Waldfläche und die Vernetzung in der Landschaft stimmen mit den definierten Raumentwicklungszielen überein.	Stimmt zu 100% überein.	Daten wurden im Rahmen der Umfrage zu den Impact-Daten erhoben.	37% der Kantone gaben an, dass die Entwicklung der Waldflächen und die Vernetzung in der Landschaft mit den im Kanton definierten Raumentwicklungszielen übereinstimmen. 53% beantworteten die Frage mit „zum Teil“ und 11% mit „weiss nicht“ (N=19).	In diesem Bereich müssen weitere Massnahmen ergriffen werden, um die Sollgrösse zu erreichen.	Aufgrund eines Inputs des BAFU wurde zusätzlich erhoben: 67% der Kantone haben Raumentwicklungszielen definiert, bei 24% der Kantonen ist dies geplant (N=21). 29% der Kantone haben Instrumente für die Abstimmung entwickelt, bei 24% ist dies in Planung. 29% antworteten mit „nein“ und 19% mit „weiss nicht“ (N=21).

Ziel 6 Die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Waldwirtschaft ist verbessert

Stossrichtung 6.1 Programmvereinbarungen

Mit den Kantonen werden Programmvereinbarungen abgeschlossen zur Optimierung von Bewirtschaftungseinheiten sowie der Verbesserung der Holzlogistik.

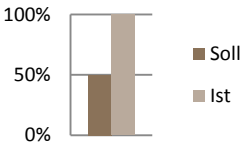
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund schliesst im Rahmen des Neuen Finanzausgleichs NFA mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen ab zur Strukturverbesserung im Wald. Die Programmvereinbarungen werden hinsichtlich möglicher Verbesserungen evaluiert.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. In der 2. Etappe sind keine weiteren Massnahmen notwendig.

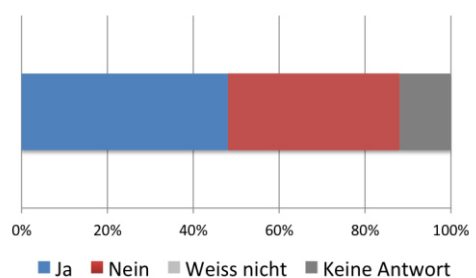
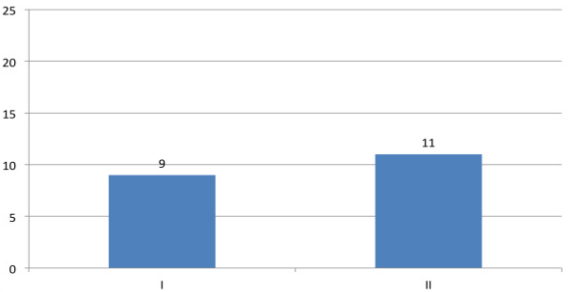
Output 6.1a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone
Planung und Umsetzung durchführen, Kontrolle	Kantone bearbeiten zur Zeit ein Konzept für die Planung. Die Umsetzung ist im Gang. Kontrolle wird folgen. Quelle: Einschätzung BAFU basierend auf NFA-Reporting (BAFU, 2016b).	7 Kantone haben ein Konzept erstellt.

Impact 6.1a

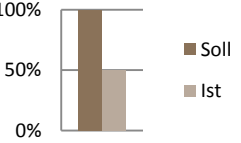
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Umsetzung durch die Waldeigentümer	2	 <p>0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%</p> <p>■ Ja, voll und ganz ■ Ja, zum Teil ■ In Planung ■ Nein ■ Weiss nicht ■ Nicht zutreffend</p>

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 6.1b
Der Bund stellt Daten bereit zu Struktur, Wirtschaftlichkeit und natürlichen Produktionsgrundlagen von Bewirtschaftungseinheiten (Forststatistik/Testbetriebsnetz, Landesforstinventar LFI, Forstliche Betriebsabrechnung ForstBAR).		Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. In der 2. Etappe sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	

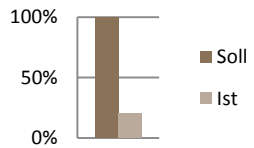
Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=12)	Impact 6.1b
(I) Informationen weitervermitteln (II) Interpretation im regionalen Kontext			

Stossrichtung 6.2 Inwertsetzung von Waldleistungen

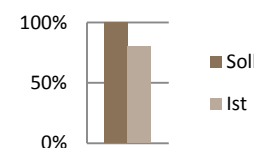
Es werden Grundlagen erarbeitet und Rahmenbedingungen geschaffen, sodass durch die Waldeigentümer erbrachte Waldleistungen (z. B. für Erholung, Trinkwasser, CO₂-Senkenleistungen) in Wert gesetzt werden können.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 6.2a
Der Bund erstellt einen Konzeptvorschlag, wie die konkreten Leistungen der Waldeigentümer in Wert gesetzt werden können.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde zur Hälfte erreicht. Die Zielerreichung wurde zwischen 2012 und 2015 konstant bei 50% eingeschätzt. BAFU-intern bestehen unterschiedliche Auffassungen (BAFU, 2016a), was eine Umsetzung erschwert.	

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Die Waldeigentümer und Waldbewirtschafter überwälzen die Kosten aus dem Erbringen von Leistungen auf die jeweiligen Nutzniesser oder Verursacher.	1	 <p>A horizontal bar chart with a grid from 0% to 100% in 10% increments. A single dark grey bar extends to the 100% mark. The legend below the chart includes: 'Ja, voll und ganz' (dark blue), 'Ja, zum Teil' (light blue), 'In Planung' (grey), 'Nein' (red), 'Weiss nicht' (light grey), and 'Nicht zutreffend' (dark grey).</p>

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
In Abstimmung mit den aktuellen Bestrebungen einer integrierten nationalen Wohlfahrtsmessung im Rahmen des Programms «Grüne Wirtschaft» prüft der Bund den Nutzen einer Ausweitung des heutigen makroökonomischen Monitorings der Waldwirtschaft (Forstwirtschaftliche Gesamtrechnung FGR) hin zu einer umfassenden integrierten ökonomisch-ökologischen Gesamtrechnung für den Wald.	 <p>A bar chart with a vertical axis from 0% to 100% in 50% increments. There are two bars: a dark brown bar labeled 'Soll' reaching 100%, and a light brown bar labeled 'Ist' reaching approximately 20%.</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde klar nicht erreicht. Für die 2. Etappe sind einige Massnahmen angeregt (BAFU, 2016a). Diese müssen aktiv weiter voran getrieben werden.

Output 6.2b

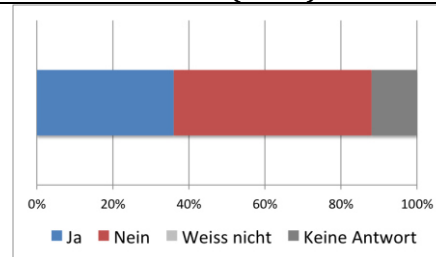
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund erarbeitet Entscheidungsgrundlagen zum Umgang mit möglichen Synergien oder Problemen bei Flächennutzungskonflikten im Wald (Nutzung versus Schutz- oder Reservatsflächen, Nutzungsverluste in Erholungswäldern, etc.).	 <p>A bar chart with a vertical axis from 0% to 100% in 50% increments. There are two bars: a dark brown bar labeled 'Soll' reaching 100%, and a light brown bar labeled 'Ist' reaching approximately 80%.</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht ganz erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt eine stetige Steigerung. Es sind im Moment jedoch keine weiteren Massnahmen geplant (BAFU, 2016a), weshalb die Erreichung der 100% bis 2020 nicht sicher ist.

Output 6.2c

Rolle der Kantone

Interpretation der Grundlagen im regionalen Kontext, Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone

(Keine Daten zu Interpretation und Informationsvermittlung erhoben, da die Massnahme auf Bundesebene noch nicht umgesetzt ist. Die Kantone wurden jedoch befragt, ob sie auf lokaler oder kantonaler Ebene eigene Massnahmen für den Umgang mit Flächennutzungskonflikten im Wald erarbeitet haben. Die Ergebnisse sind in der Graphik links dargestellt.)

Impact 6.2c

Indikatoren zu Ziel 6 - Outcome


Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Gesamtergebnis pro Forstbetrieb.	90% der Betriebe schreiben Gewinn.	Daten verfügbar von: Forststatistik (BfS, laufend a), Testbetriebsnetz (BAFU & BfS, laufend).	Zwischen 2012 und 2014 schrieben 40 - 45% der Betriebe Gewinn.	Die Erreichung der Sollgrösse bis 2020 scheint nicht realistisch.	
Holzerntekosten pro m ³ .	Positiver Deckungsbeitrag.	Daten verfügbar von: Testbetriebsnetz (BAFU & BfS, laufend).	2012-2014: inkl. Beiträge der öffentlichen Hand positiv, ansonsten negativer Deckungsbeitrag.	Die Sollgrösse ist bereits erreicht.	Die Zielerreichung kann allenfalls als nicht erreicht interpretiert werden, wenn die Beiträge der öffentlichen Hand nicht berücksichtigt werden.
Waldleistungen ausserhalb der Holzproduktion (z.B. inkl. CO ₂ -Zertifikate).	Positiver Deckungsbeitrag.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	

Deckungsbeiträge der Aktivitäten von öffentlichen Forstbetrieben.	Positiver Deckungsbeitrag bei allen Aktivitäten (inkl. Erholung).	Daten verfügbar von: Testbetriebsnetz (BAFU & BfS, laufend).	Zwischen 2012 und 2014 bei allen Aktivitäten negativer Deckungsbeitrag.	Die Deckungsbeiträge pro Aktivität schwanken über die Jahre teilweise stark. Es ist keine Entwicklung in Richtung Sollgrösse zu erkennen. Eine Erreichung der Sollgrösse bis 2020 kann daher ohne zusätzliche Massnahmen nicht erwartet werden.	
Wertschöpfung.	Zu entwickeln.	Daten verfügbar von: Forstbetriebliche Gesamtrechnung (BfS, laufend b).	Zwischen 2012 und 2015 schwankte die Wertschöpfung zwischen 300 und 400 Mio. CHF/Jahr.	Mangels Sollgrösse kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Der Indikator soll bis 2020 weiterentwickelt werden.

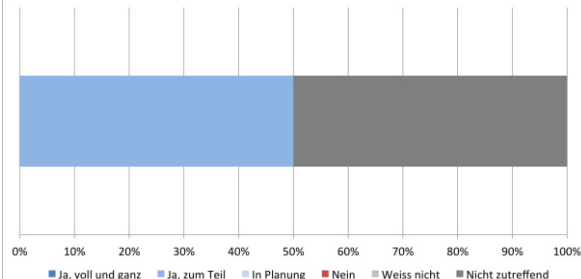
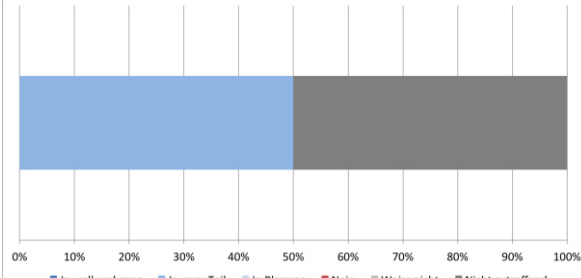
Ziel 7 Die Waldböden, das Trinkwasser und die Vitalität der Bäume sind nicht gefährdet

Stossrichtung 7.1 Sektorübergreifende Ansätze

Es werden sektorübergreifende Ansätze (z.B. Reduktion von Stickstoff-Immissionen aus Verkehr und Landwirtschaft) verfolgt.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund bringt die Waldinteressen in andere Sektoralpolitiken ein.		Das Sollziel der 1. Etappe ist erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt einen stetigen Fortschritt (BAFU, 2016a), weshalb eine Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden kann.

Output 7.1a

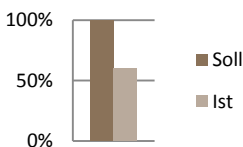
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Landwirtschaft und Verkehr integrieren das Ziel in sektorale Umweltziele und...	2	
... treffen die notwendigen Massnahmen.	2	

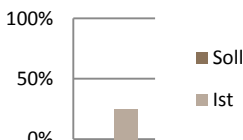
Impact 7.1a

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung							
Unterstützung internationaler Bestrebungen zur Senkung der Immissionsgrenzwerte (z.B. UNECE)	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>50</td></tr><tr><td>Ist</td><td>40</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	50	Ist	40	Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Es sind Massnahmen für die 2. Etappe geplant (BAFU, 2016a), weshalb eine Zielerreichung bis 2020 erwartet werden kann.	Output 7.1b
Kategorie	Wert (%)								
Soll	50								
Ist	40								

Stossrichtung 7.2 Befahren des Bodens

Auflagen zum Befahren des Waldbodens werden in den gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau verankert.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung							
Der Bund prüft, wie Anforderungen und Auflagen für die bodenschonende Bewirtschaftung (insb. zum Befahren des Walds) bei den Abgeltungen und Finanzhilfen des Bundes (Neuer Finanzausgleich NFA) berücksichtigt werden können.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>60</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	100	Ist	60	Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen geplant (konkret wird eine gesetzliche Verankerung nicht weiter verfolgt (BAFU, 2016a)), daher ist zu erwarten, dass bis 2020 nicht 100% erreicht werden.	Output 7.2a
Kategorie	Wert (%)								
Soll	100								
Ist	60								

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung							
Der Bund entwickelt Kommunikationsmassnahmen zum Stellenwert und zur Umsetzung der gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau und setzt diese um.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Wert (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>20</td></tr></table>	Kategorie	Wert (%)	Soll	100	Ist	20	Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Jedoch wird diese Massnahme nicht weiter verfolgt (BAFU, 2016a) und somit bis 2020 nicht vollständig umgesetzt.	Output 7.2b
Kategorie	Wert (%)								
Soll	100								
Ist	20								

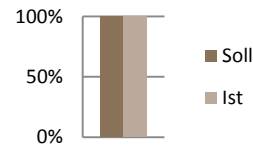
Stossrichtung 7.3 Nährstoffhaushalt

Der Nährstoffhaushalt wird erhalten bzw. verbessert durch eine Überprüfung der Folgen von Stoffentzügen aus dem Wald (z.B. Ganzbaumernten) bzw. von Massnahmen zur Kompensation von Nährstoffverlusten (z.B. durch Austrag von Holzasche).

Massnahme des Bundes

Der Bund klärt das Ausmass der gefährdeten Waldbestände und Waldstandorte ab, die vom Stickstoffeintrag besonders betroffen sind (Inventur).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

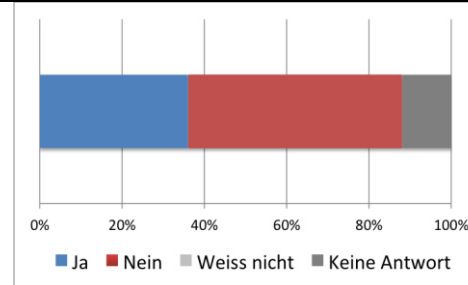
Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.

Output 7.3a

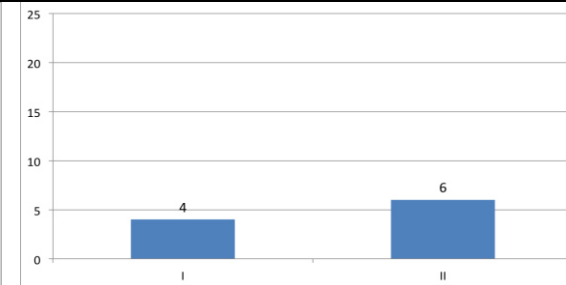
Rolle der Kantone

(I) Interpretation im regionalen Kontext
(II) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=9)



Impact 7.3a

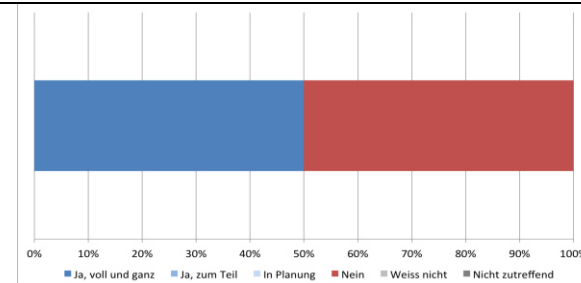
Rolle weiterer Akteure

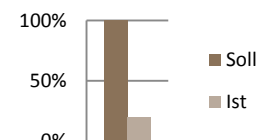
Die Forschung entwickelt Methoden weiter.

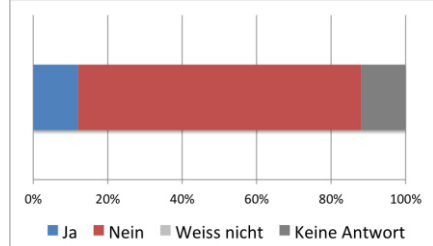
N

2

Antwort Akteure



Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 7.3b					
Der Bund erarbeitet unter Einbezug der Akteure ein Konzept zur Verbesserung des Nährstoffhaushalts im Wald (z.B. Empfehlungen für Kantone und Waldbewirtschafter).	 <table><caption>Zielerreichung</caption><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100%</td></tr><tr><td>Ist</td><td>~15%</td></tr></table>	Kategorie		Erreichung (%)	Soll	100%	Ist	~15%
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	100%							
Ist	~15%							

Rolle der Kantone	Antwort Kanton (N=25)	Anzahl durchführende Kanton	Impact 7.3b									
Interpretation im regionalen Kontext, Informationen weitervermitteln	 <table><caption>Antwort Kanton (N=25)</caption><tr><th>Antwort</th><th>Anzahl (%)</th></tr><tr><td>Ja</td><td>12</td></tr><tr><td>Nein</td><td>72</td></tr><tr><td>Weiss nicht</td><td>12</td></tr><tr><td>Keine Antwort</td><td>4</td></tr></table>	Antwort		Anzahl (%)	Ja	12	Nein	72	Weiss nicht	12	Keine Antwort	4
Antwort	Anzahl (%)											
Ja	12											
Nein	72											
Weiss nicht	12											
Keine Antwort	4											

Indikatoren zu Ziel 7 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Stickstoffeintrag.	Maximal 20 kg N / ha pro Jahr.	Daten verfügbar von: Waldbericht 2015 (Rigling & Schaffer, 2015).	Die Stickstoffeinträge überschreiten die Grenzwerte in 90% der Flächen. Verfügbare Daten für 2010: Mittelwert 23.9 kg N/ha/a. Szenario bis 2020: Mittelwert 21.6 kg N/ha/a.	Beim Mittelwert ist gemäss Szenario des BAFU (Rigling & Schaffer, 2015) eine kleine Abnahme von 2.3 kg N/ha/a bis 2020 zu erwarten, vorausgesetzt alle Länder erreichen die Emissionsreduktionsziele für 2020 gemäss revidiertem Göteborg-Protokoll von 2012. Die Sollgrösse von 20 kg N/ha/a wird demnach bis 2020 nicht erreicht.	

Bodenversauerung (kritische Parameter für BC / Al 29, pH und Basensättigung).	20% der Flächen mit Verletzung der kritischen Werte weisen im Hauptwurzelraum, gemäss regionaler Bewertung, eine Verbesserung gegenüber dem Jahr 2000 auf. Signifikante Verbesserung auf langfristigen Waldökosystem-Forschungsflächen und kantonalen Dauerbeobachtungsflächen.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.
Überschreitung des Critical Levels für Ozon.	Minus 20% gegenüber 2000.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.
Fahrspuren ausserhalb von Rückegassen / Maschinenwegen.	Anteil der Fahrspuren ausserhalb Rückegassen und Maschinenwegen kleiner als 20% (LFI3: 24%).	Daten verfügbar von: LFI4 (WSL, 2016).	Stand Ende 2015: rund 15%.	Die Sollgrösse ist laut Zahlen LFI4 bereits erreicht.

Ziel 8 Der Wald wird vor Schadorganismen geschützt

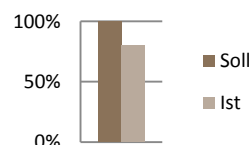
Stossrichtung 8.1 Prävention, Bekämpfung und Krisenmanagement

Bei der Prävention und Bekämpfung von biotischen Gefahren werden Lücken identifiziert und geschlossen. Es wird ein schlagkräftiges Krisenmanagement inkl. der dafür notwendigen Infrastruktur (z. B. Labor) aufgebaut.

Massnahme des Bundes

Der Bund erarbeitet ein Konzept zur Prävention und Bekämpfung von biotischen Gefahren (inkl. Aufbau eines Krisenmanagements) und setzt es um. Dies ermöglicht in Zukunft ein unter den Kantonen abgestimmtes Vorgehen in diesem Bereich.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

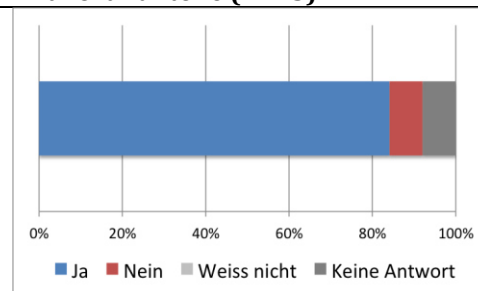
Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht ganz erreicht. Laut BAFU (2016a) ist eine Konsultation bei den Kantonen ausstehend. Diese könne im Rahmen der Zusammenarbeit Bund-Kantone aufgenommen werden. Wird dies gemacht, können die 100% bis 2020 erreicht werden.

Output 8.1a

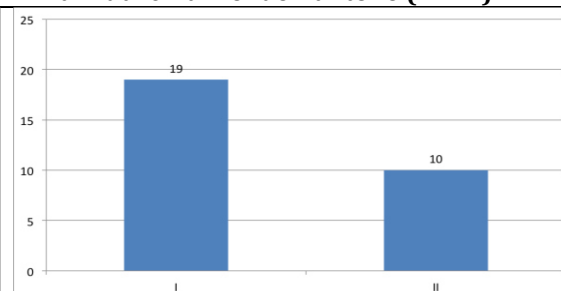
Rolle der Kantone

- (I) Informationen weitervermitteln
- (II) Umsetzung des Konzepts

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=21)

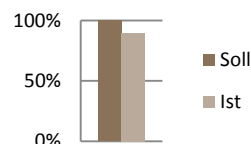


Impact 8.1a

Massnahme des Bundes

Der Bund prüft den Revisionsbedarf des Waldrechts im Hinblick auf den Umgang mit und die Bekämpfung von Schadorganismen bzw. die Verhütung und Behebung von Waldschäden und leitet ggf. entsprechende rechtliche Anpassungen ein.

Zielerreichung

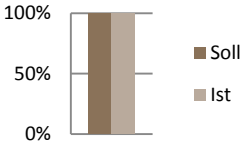


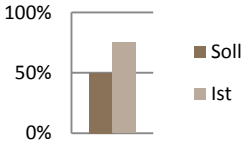
Kommentar zur Entwicklung

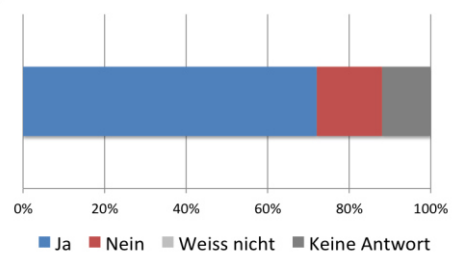
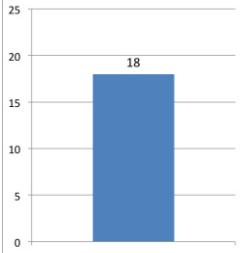
Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Die Ergänzung des WaG wurde 2016 verabschiedet und per 1.1.2017 in Kraft gesetzt (BAFU, 2016a). Die Massnahme wurde also in der 2. Etappe erfüllt.

Output 8.1b

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	
Inhaltlich Stellung nehmen	(Keine Daten erhoben, da diese vom BAFU basierend auf der Teilnahme der Kantone an der Vernehmlassung 2013 erfasst werden.)		Impact 8.1b

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund überprüft die Lehr- und Studienpläne für das Forstpersonal, die Gärtnerinnen und Gärtner sowie andere Berufsfelder auf Stufe Berufs-, Fach- und Hochschule bezüglich der Anforderungen zur Erkennung und zum Umgang mit biotischen Gefahren im Wald.		Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	Output 8.1c

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund informiert die Öffentlichkeit bei ausserordentlichen Ereignissen über neue biotische Gefahren für den Wald.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Die Massnahme wird je nach Bedarf laufend umgesetzt (BAFU, 2016a). Wird dies weiter verfolgt, ist eine Erreichung der 100% bis 2020 zu erwarten.	Output 8.1d

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=18)	
(I) Informationen weitervermitteln			Impact 8.1d

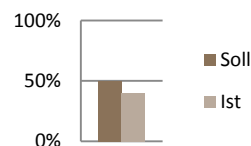
Stossrichtung 8.2 Schadensfall ausserhalb des Schutzwaldes

Massnahmen zur Verhütung, Behebung und Wiederbewaldung im Störungs- oder Schadensfall werden auch ausserhalb des Schutzwaldes verstärkt.

Massnahme des Bundes

Der Bund steuert und koordiniert die Bemühungen für den Schutz des Waldes vor biotischen Gefahren und legt organismusspezifische Bekämpfungsstrategien für gefährliche Schadorganismen fest.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

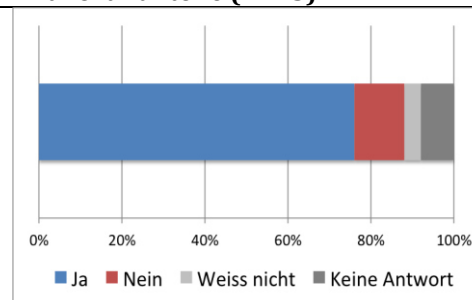
Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt eine stetige Zunahme (BAFU, 2016a). Weitere Massnahmen sind geplant. Werden diese weiter verfolgt, ist die Erreichung des Sollziels bis 2020 möglich.

Output 8.2a

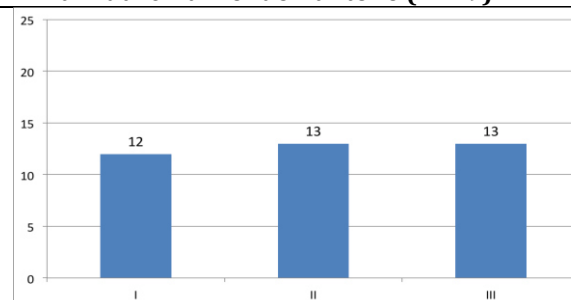
Rolle der Kantone

Umsetzung der Massnahmen:
(I) Bekämpfung von gefährlichen Schadorganismen
(II) Bekämpfung von besonders gefährlichen Schadorganismen (Quarantäneorganismen),
(III) Koordination

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=19)



Impact 8.2a

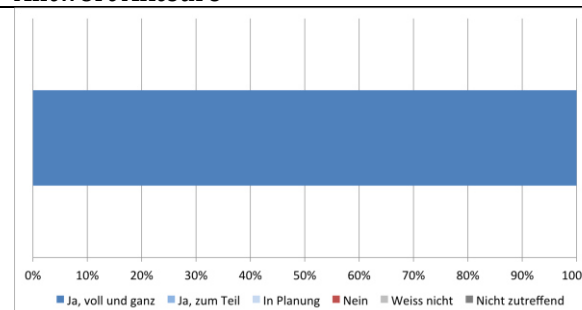
Rolle weiterer Akteure

Die Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft WSL führt ein nationales Monitoring durch.

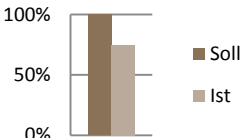
N

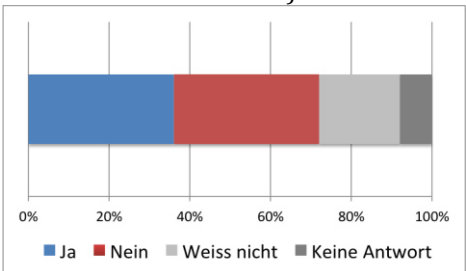
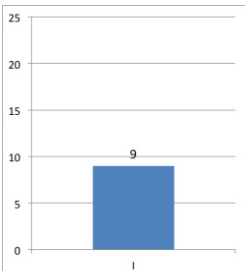
1

Antwort Akteure



Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 8.2b
Der Bund stärkt seine Vollzugsstruktur im Bereich des forstlichen Pflanzenschutzes (inkl. Eidgenössischer Pflanzenschutzdienst EPSD), so dass schnell und effizient eingegriffen werden kann.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Massnahmen in der 2. Etappe sind geplant, es seien jedoch zu wenige Ressourcen vorhanden, der abiotische Waldschutz käme noch zu kurz (BAFU, 2016a).	

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 8.2c
Der Bund baut zusammen mit den Kantonen eine Task-Force Nationale Waldschäden auf und stimmt diese mit der BAFU Führungsorganisation in ausserordentlichen Lagen ab.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde gemäss Einschätzung (BAFU, 2016a) nicht ganz erreicht. Im Interview mit dem BAFU wurde erwähnt, dass die Task Force organisatorisch und von den Abläufen her bereits existiert. Grundlagen seien noch nicht vollständig bearbeitet bzw. aktualisiert.	

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=9)	Impact 8.2c
Beteiligung beim Aufbau und... (I) ...Umsetzung	<p>(Keine Daten erhoben, diese werden direkt vom BAFU erfasst.)</p> 		

Indikatoren zu Ziel 8 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwick- lung	Bemerkungen
Eingeschleppte Orga- nismen mit besonders gefährlichem Schadop- tenzial gemäss Pflan- zenschutzverordnung.	0	Es sind keine Daten ver- fügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwick- lung formuliert werden.	Information BAFU: Indikator, Sollgrösse sowie Messmethode sollten angepasst werden.
Schwellenwerte (zu definieren) für invasive Arten und für Schador- ganismen allgemein (Forstschutz).	Mittelfristig nicht über- schritten.	Es sind keine Daten ver- fügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwick- lung formuliert werden.	Information BAFU: Indikator wird für Schlussbericht 2020 angepasst.
Erfolgreich durchge- führte Bekämpfungs- massnahmen im Scha- densfall.	80% der Wälder mit überschrittenen Schwellenwerten.	Es sind keine Daten ver- fügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwick- lung formuliert werden.	Information BAFU: aktuelle Datenbasis zu dünn für eine Überprüfung der Sollgrösse. Indi- kator und Mess- methode sollen angepasst wer- den.

Ziel 9 Das Gleichgewicht Wald-Wild ist gewährleistet

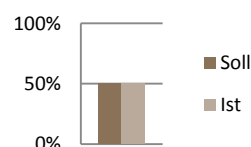
Stossrichtung 9.1 Wald-Wild Konzepte

Im Rahmen der Programmvereinbarungen zum Schutzwald und zur Waldwirtschaft werden die Kantone bei der Erstellung und Umsetzung von Wald-Wild-Konzepten finanziell unterstützt.

Massnahme des Bundes

Der Bund leistet bei der Erstellung und Umsetzung von Wald-Wild-Konzepten finanzielle Unterstützung im Rahmen der Programmvereinbarungen Schutzwald und Waldwirtschaft gemäss der Vollzugshilfe Wald und Wild. Das Vorgehen ist abgestimmt mit den zentralen Akteuren wie Landwirtschaft und Raumplanung.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

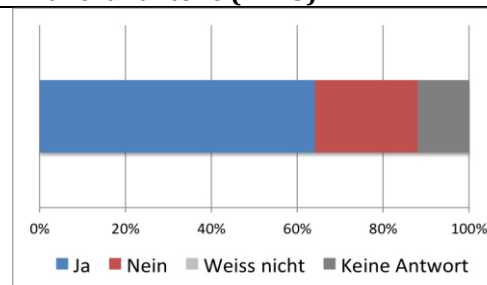
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Ob bis 2020 100% erreicht werden können, hängt davon ab, ob die Kantone Konzepte erstellen. Der Bund unterstützt die Kantone bei der Umsetzung (BAFU, 2016a).

Output 9.1a

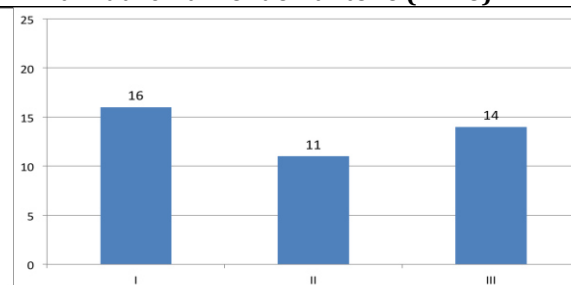
Rolle der Kantone

- (I) Planung und Basisregulierung des Wilds
- (II) Umsetzung der Massnahmen gemäss Wald-Wild-Konzept
- (III) Kontrolle und Monitoring

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=16)



Impact 9.1a

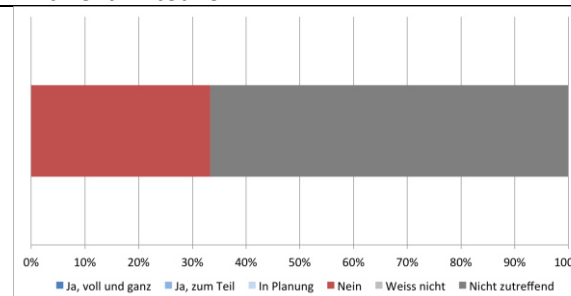
Rolle weiterer Akteure

Waldbewirtschafter, Jäger und weitere Akteure setzen die Konzepte um.

N

3

Antwort Akteure



Indikatoren zu Ziel 9 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwick- lung	Bemerkungen
Waldfläche mit genü- gender Verjüngung der Hauptbaumarten.	75 % der Waldfläche in jedem Kanton.	Es sind keine Daten pro Kanton verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwick- lung formuliert werden.	
Alters- und Geschlech- terverteilung der Jagd- strecke.	Alters- und Geschlech- terverteilung ist ziel- orientiert (pro Wild- raum, siehe NFA Hand- buch).	Es sind keine gesamt- schweizerischen Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwick- lung formuliert werden.	Es ist keine Aus- sage möglich, da pro Kanton un- terschiedliche Methoden und Definitionen angewandt wer- den.
Strukturvielfalt der Wälder.	Zunahme.	Daten verfügbar von: Berechnungen BAFU basierend auf WSL, 2016.	Das Merkmal „mehr- schichtig“ des Indikators Bestandesstruktur zeigt eine Zunahme von 39% auf ca. 50%. Beim Indika- tor Waldtyp haben die Plenter- und ungleich- förmigen Wälder von ca. 14% auf ca. 19% zuge- nommen. Die Bestände mit Schlussgrad locker, räumig oder aufgelöst haben von 36.6% auf 33% abgenommen.	Die Sollgrösse wurde er- reicht. Eine Einschätzung zur Entwicklung ist auf- grund der vorhandenen Daten nicht möglich.	
Vorhandene Wald – Wild-Konzepte in den Kantonen.	Alle Kantone mit Be- darf.	Daten verfügbar von: Zusammenstellung des BAFU aus Jagdstatistik (BAFU, laufend c) und NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b).	Im März 2015 hatten von 25 Kantonen 5 kein Kon- zept. Weiterführender Handlungsbedarf wurde für 11 und dringender Handlungsbedarf für 1 Kanton festgehalten.	In 12 von 25 Kantonen müssen weitere Massnah- men ergriffen werden, um die Sollgrösse zu erreichen.	

Ziel 10 Die Freizeit- und Erholungsnutzung erfolgt schonend

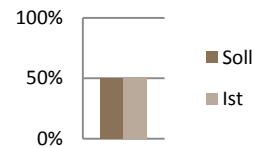
Stossrichtung 10.1 Kommunikation

Die Öffentlichkeit soll über die Zusammenhänge im Ökosystem Wald informiert und sensibilisiert werden.

Massnahme des Bundes

Der Bund vernetzt Fachleute und vermittelt Wissen zu Wald und Holz.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

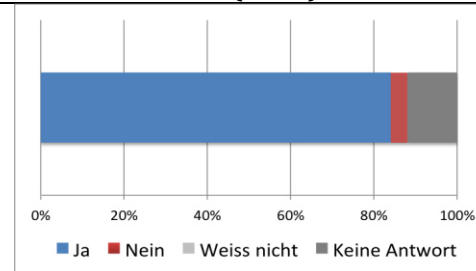
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt eine stetige Zunahme und Aufgaben werden laufend wahrgenommen (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 10.1a

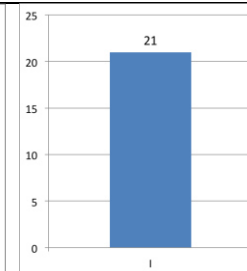
Rolle der Kantone

Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=21)



Impact 10.1a

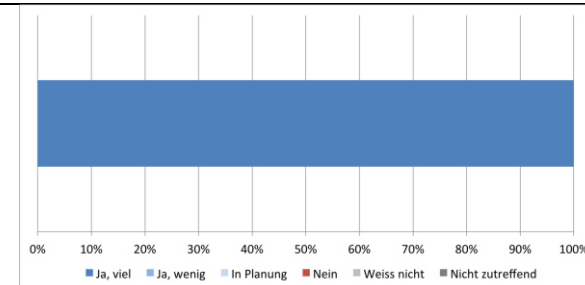
Rolle weiterer Akteure

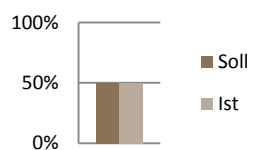
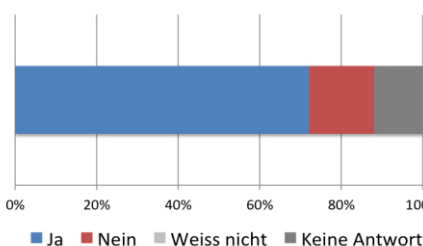
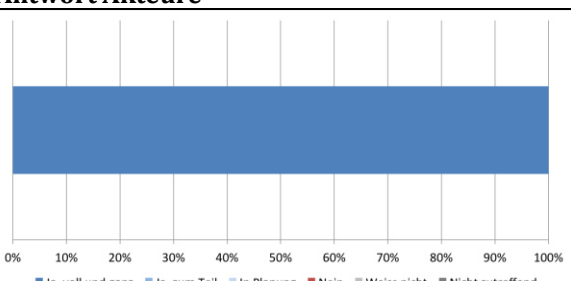
Waldeigentümer vermitteln Informationen weiter.

N

1

Antwort Akteure



Massnahme des Bundes Der Bund führt Massnahmen durch zur Sensibilisierung im Zusammenhang mit der Freizeit- und Erholungsnutzung im Wald (z.B. zu Nutzen und Gefahren von stehendem Totholz) und leistet einen Beitrag zur Weiterbildung in diesem Bereich.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 10.1b
Rolle der Kantone Informationen weitervermitteln	Antwort Kantone (N=25) 	Anzahl durchführende Kantone (Auf Bundesebene sind die Grundlagen noch nicht umgesetzt. Auf Input vom BAFU wurde trotzdem die Frage gestellt, ob etwas in diesem Bereich unternommen wird (nicht spezifisch, ob Informationen weitervermittelt werden). Insgesamt gaben 18 Kantonen an, Massnahmen in diesem Bereich umzusetzen.)	
Rolle weiterer Akteure Waldeigentümer vermitteln Informationen weiter.	N 1	Antwort Akteure 	Output 10.1c
Massnahme des Bundes Der Bund unterstützt Organisationen, die Öffentlichkeitsarbeit zur Förderung einer schonenden Erholungsnutzung leisten.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	

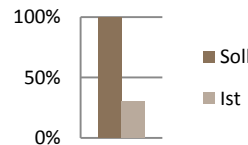
Stossrichtung 10.2 Inwertsetzung von Waldleistungen

Für die Inwertsetzung von Waldleistungen durch die Waldeigentümer werden Grundlagen erarbeitet und Rahmenbedingungen geschaffen.

Massnahme des Bundes

Der Bund stellt Grundlagen bereit und dokumentiert Beispiele zu Planung, Management und Inwertsetzung von Erholungswäldern (auch überregional).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

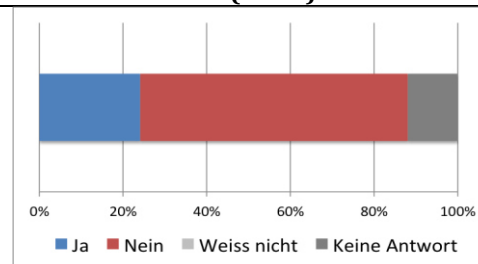
Das Sollziel der 1. Etappe wurde klar nicht erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt keine Zunahme (BAFU, 2016a). Es sind weitere Massnahmen geplant, wenn diese genug umfangreich sind, kann eine Zielerreichung bis 2020 erwartet werden.

Output 10.2a

Rolle der Kantone

Interpretation im regionalen Kontext und Umsetzung von adäquaten Massnahmen, Umsetzung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone

(Es sind keine Daten zu den einzelnen Aktivitäten vorhanden. Fünf Kantone haben angekündigt, u.a. eine kantonale Waldplanung durchzuführen, einen Leitfaden auszuarbeiten und Vereinbarungen mit Waldbesitzern abzuschliessen.)

Impact 10.2a

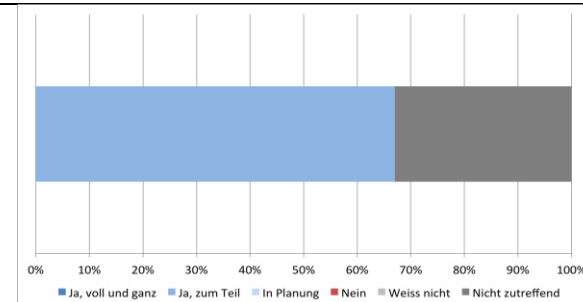
Rolle weiterer Akteure

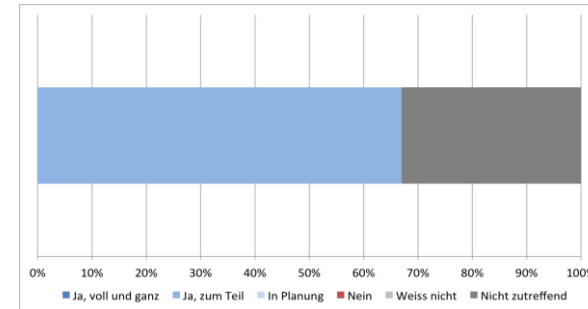
Waldeigentümer und Waldbewirtschaftende interpretieren die Grundlagen und Beispiele im lokalen Kontext und...

N

3

Antwort Akteure





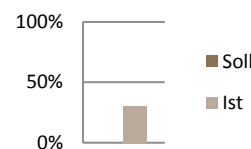
Stossrichtung 10.3 Triple-Win-Strategie Erholungswald

Eine «Triple-Win-Strategie Erholungswald» wird ausgearbeitet. Sie zeigt die Vorteile der Erholungswaldnutzung für alle drei Dimensionen der Nachhaltigkeit.

Massnahme des Bundes

Der Bund erarbeitet unter Einbezug der Akteure eine Strategie, die bei der Erholungsnutzung im Wald Vorteile für alle drei Dimensionen der Nachhaltigkeit aufzeigt.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Die Erarbeitung einer Strategie ist ab 2016 geplant (BAFU, 2016a). Eine Erreichung der 100% bis 2020 kann erwartet werden.

Output 10.3a

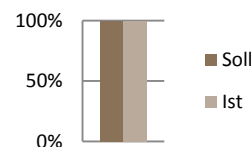
Stossrichtung 10.4 Wildruhezone

Soweit erforderlich werden «Ruhezonen für Wildtiere» (Wildruhezonen) ausgeschieden.

Massnahme des Bundes

Das Instrument der «Ruhezonen für Wildtiere» wird auf Bundesebene im Rahmen der Revision der Eidg. Verordnung über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (JSV) verankert.

Zielerreichung

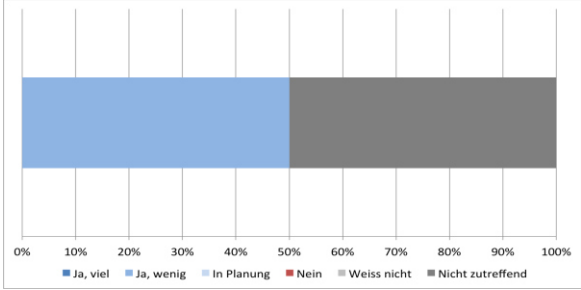


Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel ist erreicht. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.


Output 10.4a

Massnahme des Bundes Der Bund stellt Richtlinien zur Ausscheidung und einheitlichen Markierung von «Ruhezonen für Wildtiere» zur Verfügung.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde klar nicht erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt keine Zunahme (BAFU, 2016a). Diese Massnahme muss aktiv voran getrieben werden, um bis 2020 100% zu erreichen.	Output 10.4b
Rolle der Kantone (I) Planung und Ausscheidung (II) Umsetzung und Kontrolle	Antwort Kantone (N=25) 	Anzahl durchführende Kantone (N=15) 	
Rolle weiterer Akteure Waldbewirtschafter und Tourismusorganisationen leisten ihren Teil zur Umsetzung der «Ruhezonen für Wildtiere».	N 2	Antwort Akteure 	Output 10.4c
Massnahme des Bundes Der Bund unterstützt die Kantone bei der öffentlichen Bekanntmachung der «Ruhezonen für Wildtiere» (Internet, Landeskarten mit Schneesportthematik).	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Ein Projekt ist am Laufen (BAFU, 2016a). Daher kann erwartet werden, dass die 100% bis 2020 erreicht werden.	

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 10.4c
Lieferung von GEO-Daten	(Keine Daten erhoben, diese werden direkt vom BAFU erfasst.)		
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure	
Waldbewirtschafter und Tourismusorganisationen vermitteln Informationen weiter.	2		

Stossrichtung 10.5 Rechtssicherheit

Die Rechtssicherheit für Waldeigentümer wird durch die Klärung rechtlicher Fragen (insbesondere Haftung) erhöht.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 10.5a
Der Bund prüft Haftungsfragen im Spannungsfeld naturnaher Waldbewirtschaftung und Erholung im Wald.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung zeigt eine stetige Zunahme, es sind aber keine weiteren Massnahmen geplant (BAFU, 2016a). Ob die 100% bis 2020 erreicht werden, ist daher nicht sicher.	

Indikatoren zu Ziel 10 - Outcome

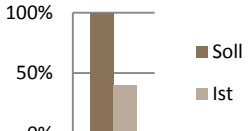
Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Zufriedenheit der Waldbesuchenden mit dem Angebot (Quantität und Qualität).	Waldbesuche bleiben konstant; Zunahme der Zufriedenheit.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Daten werden mit WAMOS3 produziert.

Quantität und Qualität mit Erholungseinrichtungen / Naturausstattungen.	Bessere Qualität der Naturausstattung und genügend Erholungseinrichtungen.	Daten verfügbar von: LFI (WSL, 2016).	Zwischen LFI3 und LFI4 hat Anteil Wege leicht ab- und Anteil spezieller Erholungseinrichtungen minimal zugenommen. Die Intensität der Erholungsnutzung zwischen LFI3 und LFI4 hat leicht zugenommen.	Aufgrund der Formulierung der Sollgrösse (Qualität) und der Datengrundlage (Quantität) ist keine Einschätzung möglich.	Die Sollgrösse ist aufgrund ihrer Formulierung nicht eindeutig messbar.
Anzahl der Konflikte zu «Freizeit im Wald».	Möglichst wenig Konflikte (Δ Anzahl Medienberichte / Jahr).	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: es ist noch nicht festgelegt, wie der Indikator erhoben werden soll. Möglicherweise über WAMOS3.
Fläche der Erholungswälder: Ausgeschiedene Wälder mit Vorrangleistung Freizeit und Erholung.	Berücksichtigung gemäss regionalen Planungen.	Daten verfügbar von: LFI (WSL, 2016).	Anteil Wälder mit Vorrangfunktion Erholung LFI3 2.4%, LFI4 1.3%. Aber: Da zwischen LFI3 und LFI4 die Kategorien geändert wurden, ist ein Vergleich nicht möglich.	Aufgrund der Daten kann keine Einschätzung der Entwicklung formuliert werden.	Information BAFU: Es wird empfohlen, für den Schlussbericht 2020 den Wert von LFI4 als Referenz zu nehmen.
Fläche der Erholungswälder: Waldfläche nach aktueller Bedeutung für die Naherholung.	Berücksichtigung gemäss regionalen Planungen.	Daten wurden im Rahmen der Umfrage zu den Impact-Daten erhoben.	80% der Kantone haben Naherholungsgebiete in der regionalen Waldplanung berücksichtigt (N=20).	In den Kantonen, die mit „nein“ geantwortet haben (20%, N=20), sind weitere Massnahmen anzustreben.	Aufgrund eines Inputs des BAFU wurde zusätzlich erhoben: Die Kantone haben für die Berücksichtigung der Naherholungsgebiete in der regionalen Waldplanung das Modell Naherholung der WSL nicht verwendet (94% „nein“, 6% „weiss nicht“, N=18).

Ziel 11 Bildung, Forschung und Wissenstransfer

Stossrichtung 11.1 Hochschul- und Berufsbildung

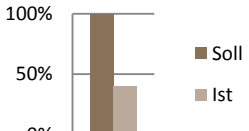
Die Akteure der forstlichen Bildung, Forschung und Praxis sollen zusammengeführt werden, um langfristig eine qualitativ hochstehende Ausbildung auf Hochschul- und Berufsbildungsniveau sicherzustellen.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund als Teil der Mitträgerschaft baut zusammen mit den Kantonen ein «Netzwerk Bildung Wald Schweiz» auf.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>40</td></tr></table>	Kategorie	Erreichung (%)	Soll	100	Ist	40	Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Zudem ist ein institutionalisiertes Netzwerk nicht geplant (BAFU, 2016a). Diese Massnahme wird bis 2020 voraussichtlich nicht umgesetzt.
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	100							
Ist	40							

Output 11.1a

Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone
Aufbau eines „Netzwerks Bildung Wald Schweiz“ als Teil der Mitträgerschaft	(Daten nicht erhoben, da die Massnahme auf Bundesebene nicht umgesetzt wurde.)	

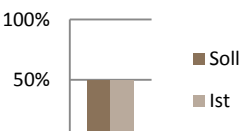
Impact 11.1a

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund setzt sich ein für die walddrelevante Forschung und Ausbildung auf Hochschulstufe (Waldbau, Waldpolitik, Waldrecht, Waldplanung, etc.).	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>40</td></tr></table>	Kategorie	Erreichung (%)	Soll	100	Ist	40	Das Sollziel der 1. Etappe wurde klar nicht erreicht. Es sind einige Massnahmen geplant (BAFU, 2016a), womit eine Erreichung des 100%-Ziels bis 2020 möglich ist.
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	100							
Ist	40							

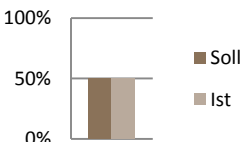
Output 11.1b

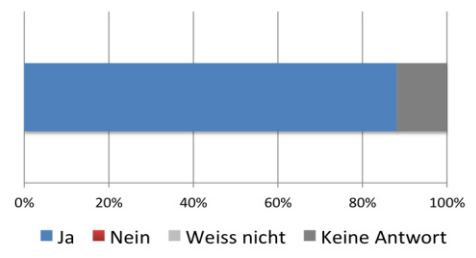
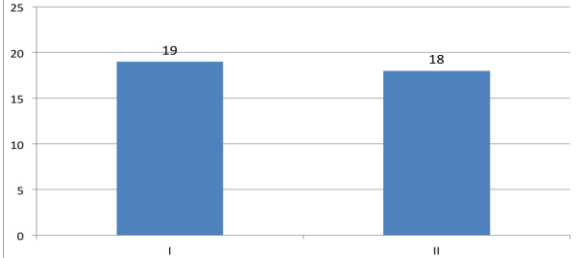
Stossrichtung 11.2 Fort- und Weiterbildung

Die Fort- und Weiterbildung der Fachleute im Bereich Wald wird sichergestellt.

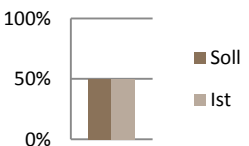
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung						
Der Bund fördert die Fort- und Weiterbildung auf Ebene Hochschule.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>50</td></tr></table>	Kategorie	Erreichung (%)	Soll	100	Ist	50	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	100							
Ist	50							

Output 11.2a

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund, die Fachverbände und die Bildungsstätten sensibilisieren die Waldfachleute für die Bedeutung der Fort- und Weiterbildung (z. B. unternehmerisches Handeln in Betrieben).		Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 11.2b

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone (N=22)	
(I) Sensibilisierung (II) Weitervermitteln von Informationen			Impact 11.2b

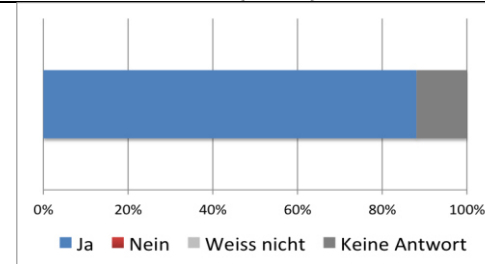
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Fachverbände und Bildungsstätten beteiligen sich an der Sensibilisierung und Informationsvermittlung.	5	

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund stellt die praktische Berufserfahrung der Hochschulabsolvierenden sicher, indem das freiwillige Praktikum fortgeführt wird.		Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 11.2c

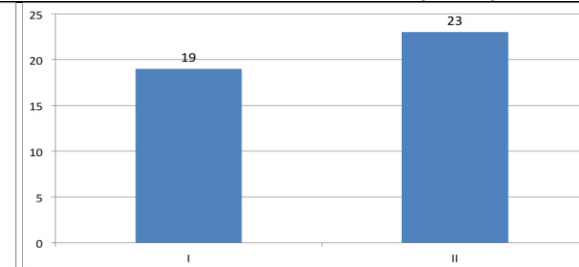
Rolle der Kantone

- (I) Stützung der freiwilligen Praktika
(II) Anbieten von Praktikastellen

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=23)



Impact 11.2c

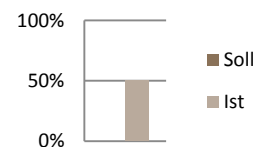
Stossrichtung 11.3 Wissenstransfer

Der Wissenstransfer und der Austausch zwischen Forschung und Praxis werden verbessert.

Massnahme des Bundes

Der Bund fördert den Wissenstransfer zwischen Praxis-Forschung-Praxis durch die Aufarbeitung von Materialien und durch die Förderung der Zusammenarbeit.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Aktivitäten werden weitergeführt und neue sind angedacht (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 11.3a

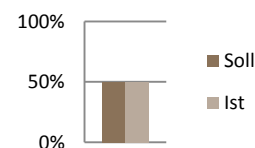
Stossrichtung 11.4 Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz

Die Arbeitssicherheit und der Gesundheitsschutz der Waldarbeitenden sowie die Sensibilisierung für diese Belange werden sichergestellt.

Massnahme des Bundes

Der Bund sichert zusammen mit den Verbänden die Ausbildung der Waldarbeitenden im Bereich Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz.

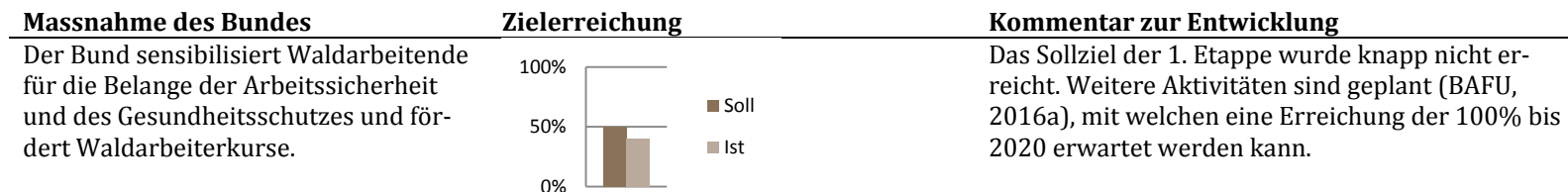
Zielerreichung



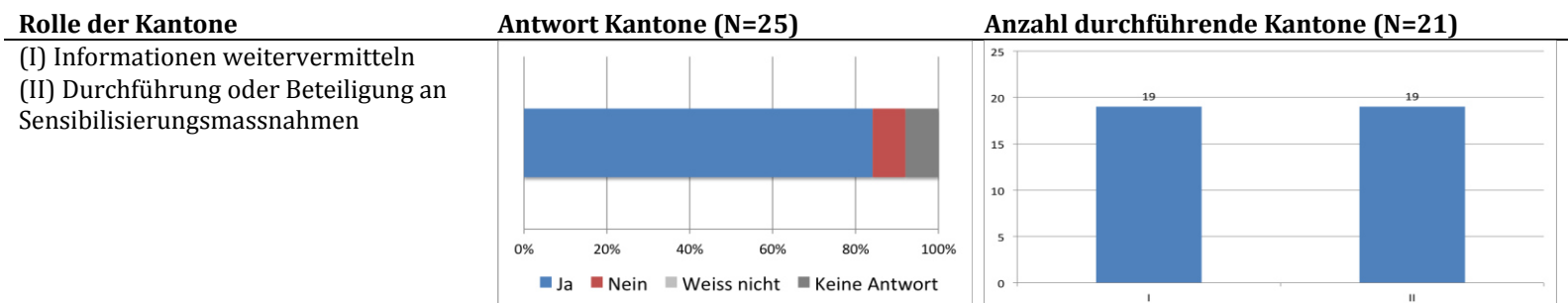
Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 11.4a



Output 11.4b



Impact 11.4b

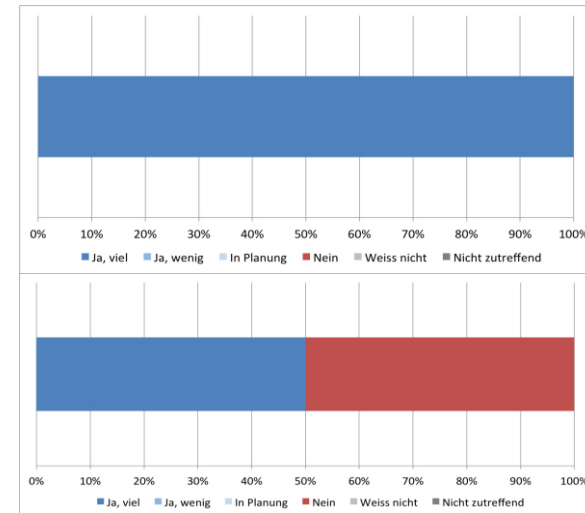


...sensibilisieren und...

2

...bieten Kurse an.

2



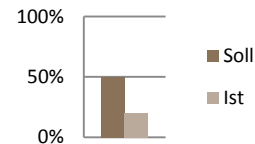
Stossrichtung 11.5 Bewusstsein für nachhaltige Bewirtschaftung

Das Bewusstsein für den Wald und seine nachhaltige Bewirtschaftung wird gestärkt.

Massnahme des Bundes

Der Bund führt verschiedene Informations- und Sensibilisierungsmassnahmen durch (Kommunikationskampagnen, Newsletter, Informationspakete für verschieden Zielgruppen, Auftritte an Messen, etc.).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

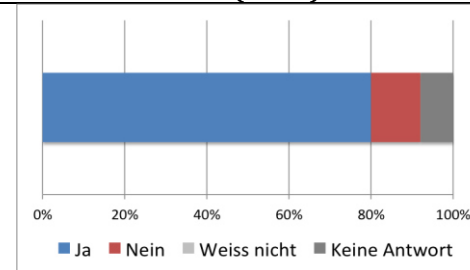
Das Sollziel der 1. Etappe wurde nicht erreicht. Eine Weiterführung der Massnahmen ist geplant (BAFU, 2016a). Ob damit das 100%-Sollziel bis 2020 erreicht werden kann, ist schwierig einzuschätzen.

Output 11.5a

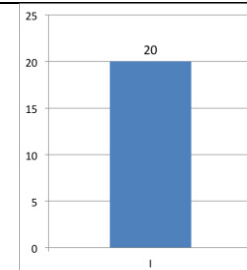
Rolle der Kantone

(I) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=20)



Impact 11.5a

Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Waldeigentümer und Organisationen vermitteln Informationen weiter.	6	<p>0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%</p> <p>■ Ja, voll und ganz ■ Ja, zum Teil ■ In Planung ■ Nein ■ Weiss nicht ■ Nicht zutreffend</p>
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung
Der Bund setzt sich für eine Integration von walddrelevanten Themen in die Lehrpläne ein.	<p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Die Weiterführung der Arbeiten ist geplant (BAFU, 2016a). Damit kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.
Der Bund unterstützt Schulungs- und Weiterbildungsaktivitäten in Waldpädagogik und Umweltbildung.	<p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.
Rolle weiterer Akteure	N	Antwort Akteure
Waldeigentümer und Organisationen bieten Angebote in Umweltbildung an.	5	<p>0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%</p> <p>■ Ja, viel ■ Ja, wenig ■ In Planung ■ Nein ■ Weiss nicht ■ Nicht zutreffend</p>

Output 11.5b

Output 11.5c

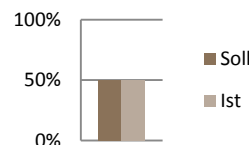
Stossrichtung 11.6 Forschungsbedarf

Der Forschungsbedarf wird erkannt und den zuständigen Forschungsakteuren kommuniziert.

Massnahme des Bundes

Der Bund nimmt Hinweise auf Forschungsbedürfnisse entgegen, priorisiert diese zusammen mit eigenem Forschungsbedarf und erteilt allenfalls entsprechende Aufträge.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

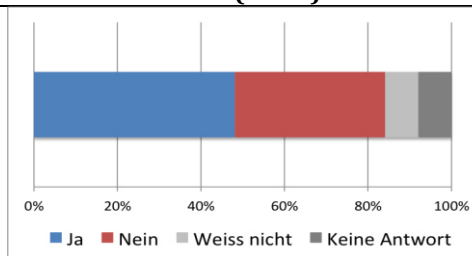
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 11.6a

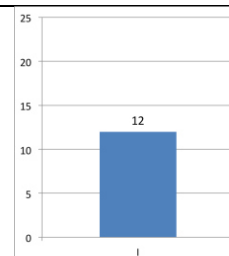
Rolle der Kantone

(I) Forschungsbedürfnisse artikulieren

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=12)



Impact 11.6a

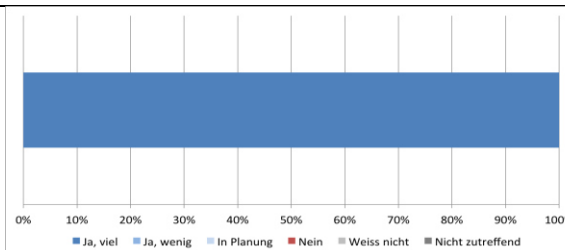
Rolle weiterer Akteure

Die Forschung nimmt Forschungsbedürfnisse auf.

N

2

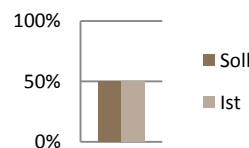
Antwort Akteure



Massnahme des Bundes

Der Bund beobachtet die aktuellen Entwicklungen im und um den Wald und entwickelt Langzeitperspektiven, um daraus den zukünftigen Forschungsbedarf herleiten zu können.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 11.6b

Indikatoren zu Ziel 11 - Outcome

Indikator (BAFU, 2013)	Sollgrösse (BAFU, 2013)	Datenverfügbarkeit und Datenquelle	Entwicklung in der 1. Etappe 2012-2015	Kommentar zur Entwicklung	Bemerkungen
Übereinstimmung der Ausbildungsprofile mit den Anforderungsprofilen der Arbeitgeber.	Keine grundsätzlichen Abweichungen zwischen Ausbildungs- und Anforderungsprofilen.	Es sind keine Daten verfügbar.		Mangels Daten kann keine Einschätzung zur Entwicklung formuliert werden.	
Anteil der Fachleute im Berufsfeld Wald, welche sich laufend fortbilden (berufsorientierte Weiterbildung).	Mindestens 80%.	Daten verfügbar von: Übersicht des BAFU basierend auf Daten von CODOC (Koordination und Dokumentation Bildung Wald).	Erhoben wurde die Anzahl Abschlüsse der Weiterbildungen Seilkran-Einsatzleiter, Forstmaschinenführer, Forstwart-Vorarbeiter und Förster von 1995-2014. Daraus können keine Rückschlüsse auf den Anteil an Fachleuten, die einen Kurs besucht haben, gezogen werden.	Aufgrund der Daten kann keine Einschätzung der Entwicklung formuliert werden.	
Anzahl Todesfälle bei Waldarbeiten, unter besonderer Berücksichtigung von gewerbsmässigen Arbeiten.	Reduktion	Daten verfügbar von: Suva (2016).	2012: 6 Todesfälle 2013: 3 Todesfälle 2014: 2 Todesfälle 2015: 4 Todesfälle	Es ist tendenziell eine Abnahme erkennbar.	Gemäss Angaben der Suva wird diese Statistik weitergeführt.
Relevante Fragestellungen werden von der Forschung aufgenommen und behandelt.	100%	Daten wurden im Rahmen einer separaten Umfrage bei Experten des BAFU erhoben.	Von den im Forschungskonzept Umwelt 2013-2016 (Miranda et al., 2012) genannten 10 walddrelevanten Bereichen wurden 9 untersucht.	Für die Periode 2017-2020 sind Untersuchungen in demjenigen Bereich, welcher bisher noch nicht untersucht wurde, geplant. Damit kann die Sollgrösse bis 2020 erreicht werden.	Um diesen Indikatoren zu operationalisieren, wurden die Forschungskonzepte Umwelt 2013-2016 und 2017-2020 herangezogen.
Institutionalisierter, regelmässig stattfindender Dialog zwischen Forschung, Lehre und Praxis.	Findet regelmässig zur Zufriedenheit aller Beteiligten statt.	Daten verfügbar von: Übersicht des BAFU basierend auf Daten von FOWALA (Fortbildung Wald und Landschaft)	48 Fowala-Kurse 2010-2015: Teilnehmer oft gemischt aus Verwaltung, Forschung und Praxis. Bei 46 Kursen waren die Beteiligten mehrheitlich zufrieden. Zwei Kurse wurden nicht bewertet.	Aufgrund der Daten kann keine Einschätzung der Entwicklung formuliert werden.	

Weitere strategische Stossrichtungen

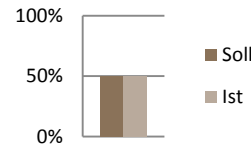
Stossrichtung 12.1 Umweltbeobachtung und Monitoring

Als Bestandteil der Umweltbeobachtung wird eine regelmässige Waldbeobachtung (Landesforstinventar LFI u. a.) sowie ein Monitoring der Waldwirtschaft (Forststatistik, Testbetriebsnetz etc.) sichergestellt.

Massnahme des Bundes

Der Bund stellt die Durchführung einer aktuellen und aussagekräftigen Waldinventur (Landesforstinventar LFI) sicher.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

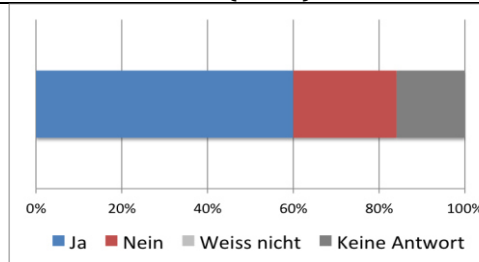
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Die Massnahme wird weiter umgesetzt (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 12.1a

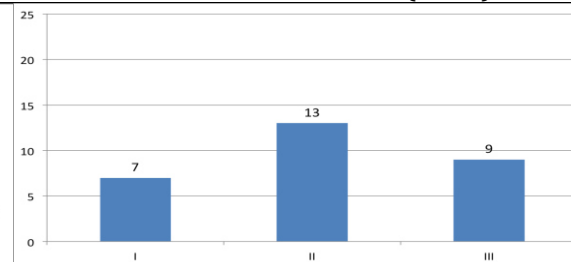
Rolle der Kantone

- (I) Interpretation im regionalen Kontext
- (II) Evtl. eigene ergänzende Erhebungen
- (III) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=15)

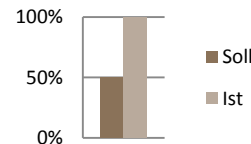


Impact 12.1a

Massnahme des Bundes

Der Bund stellt die Durchführung eines aktuellen und aussagekräftigen wald-ökonomischen Monitorings sicher (Forststatistik, Testbetriebsnetz, Forstliche Betriebsabrechnung ForstBAR).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

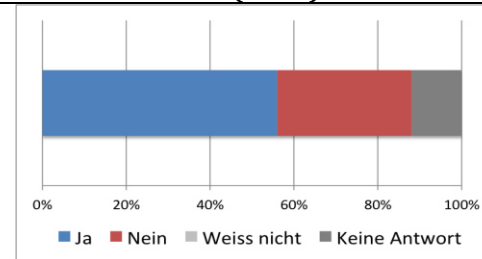
Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Die Aktivitäten werden weitergeführt (BAFU, 2016a). Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.

Output 12.1b

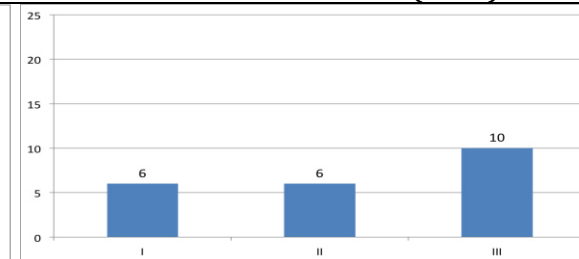
Rolle der Kantone

- (I) Interpretation im regionalen Kontext
- (II) Evtl. eigene ergänzende Erhebungen
- (III) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=14)

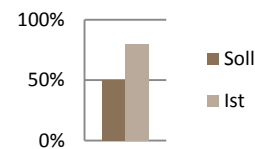


Impact 12.1b

Massnahme des Bundes

Der Bund führt periodische Umfragen durch zur Einstellung der Bevölkerung zum Wald (Waldmonitoring soziokulturell WaMos).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

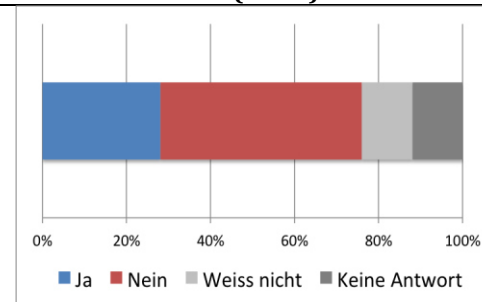
Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 12.1c

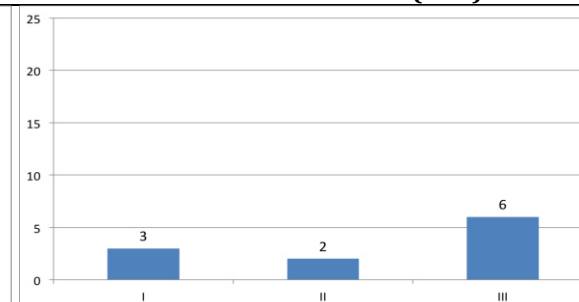
Rolle der Kantone

- (I) Interpretation im regionalen Kontext
- (II) Evtl. eigene ergänzende Erhebungen
- (III) Informationen weitervermitteln

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=7)

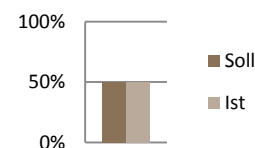


Impact 12.1c

Massnahme des Bundes

Der Bund stellt Langzeituntersuchungen zu Gesundheit und Vitalität des Schweizer Waldes sicher.

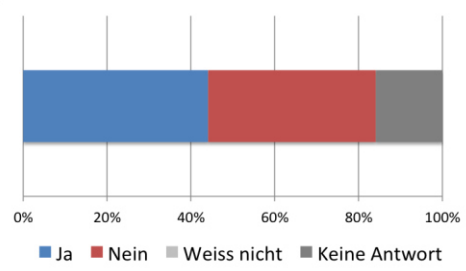
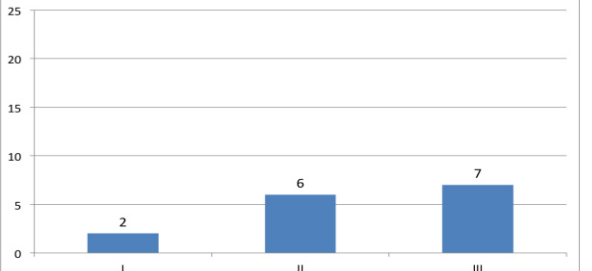
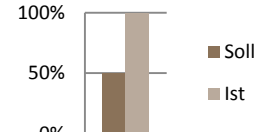
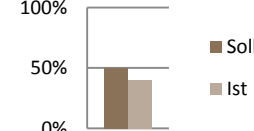
Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.


Output 12.1d

Rolle der Kantone (I) Interpretation im regionalen Kontext (II) Evtl. eigene ergänzende Erhebungen (III) Informationen weitervermitteln	Antwort Kantone (N=25) 	Anzahl durchführende Kantone (N=11) 	Impact 12.1d
Massnahme des Bundes Der Bund erstellt eine periodische Berichterstattung über den Zustand des Schweizer Waldes (z.B. Waldbericht), inkl. einer Beurteilung der Nachhaltigkeit.	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Es sind keine weiteren Massnahmen notwendig.	Output 12.1e
Rolle der Kantone Interpretation im regionalen Kontext, evtl. eigene ergänzende Erhebungen, Informationen weitervermitteln	Antwort Kantone (Keine Daten erhoben, da die Informationen durch den Waldbericht 2015 (Rigling & Schaffer, 2015) erhoben wurden.)	Anzahl durchführende Kantone	Impact 12.1e
Massnahme des Bundes Der Bund entwickelt die konzeptionellen Grundlagen der Waldbeobachtung gemäss den aktuellen Herausforderungen weiter (Waldressourcen: Landesforstinventar LFI; Ökonomie: Forststatistik, Testbetriebsnetz, Forstliche Betriebsabrechnung ForstBAR; Gesellschaft: Waldmonitoring soziokulturell WaMos).	Zielerreichung 	Kommentar zur Entwicklung Das Sollziel der 1. Etappe wurde knapp nicht erreicht. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 12.1f


Rolle der Kantone	Antwort Kantone	Anzahl durchführende Kantone	Impact 12.1f
Interpretation im regionalen Kontext, Evtl. eigene ergänzende Erhebungen, Informationen weitervermitteln	(Keine Daten erhoben, da die konzeptionellen Grundlagen auf Bundesebene noch nicht umgesetzt sind.)		

Stossrichtung 12.2 Überbetriebliche Waldplanung

Die überbetriebliche Waldplanung wird im Rahmen der Programmvereinbarungen mit den Kantonen gefördert. Dadurch wird der Interessenausgleich ermöglicht zwischen unterschiedlichen Ansprüchen an Waldleistungen (z. B. Schutzwald versus Waldreservate), bei Konfliktlösungen oder bei der Sicherstellung der Nachhaltigkeit.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 12.2a					
Der Bund schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen ab im Bereich «Entscheidungsgrundlagen der Waldplanung» (Führung / Steuerung auf Ebene Kanton).	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>50</td></tr><tr><td>Ist</td><td>~80</td></tr></table>	Kategorie		Erreichung (%)	Soll	50	Ist	~80
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	50							
Ist	~80							

Rolle der Kantone	Antwort Kantone (N=25)	Anzahl durchführende Kantone	Impact 12.2a
Planung durchführen, Umsetzung und Kontrolle von Massnahmen	Ja, alle Kantone, aber es werden unterschiedliche Instrumente der Waldplanung angewandt. Quelle: Einschätzung BAFU basierend auf NFA-Reporting (BAFU, 2016b).		

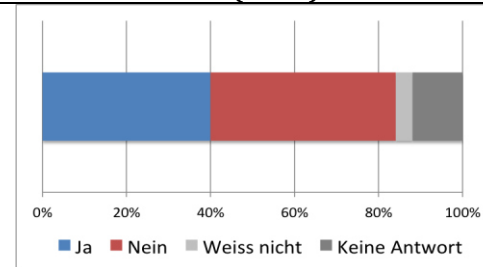
Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	Output 12.2b					
Der Bund erarbeitet zusammen mit den Kantonen überbetriebliche Nachhaltigkeitskriterien und Indikatoren.	 <table><tr><th>Kategorie</th><th>Erreichung (%)</th></tr><tr><td>Soll</td><td>100</td></tr><tr><td>Ist</td><td>~75</td></tr></table>	Kategorie		Erreichung (%)	Soll	100	Ist	~75
Kategorie	Erreichung (%)							
Soll	100							
Ist	~75							

Rolle der Kantone

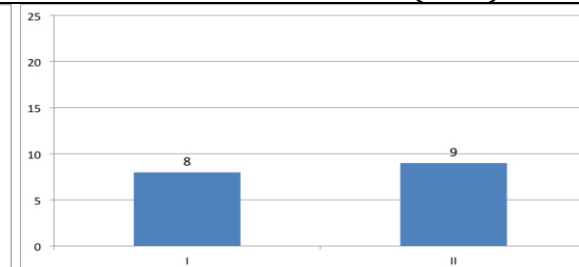
Mitarbeit (Daten nicht erhoben, da diese vom BAFU aufgrund der Mitarbeit der Kantone an der Waldkonferenz erfasst werden.)

- (I) Durchführen von Monitorings
- (II) Verwendung der Resultate in der Waldplanung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=10)



Impact 12.2b

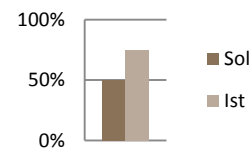
Stossrichtung 12.3 Partnerschaften und Synergien

Sektorübergreifende Partnerschaften werden gestärkt und Synergien zu anderen Politik- und Wirtschaftsbereichen werden geschaffen (national und international).

Massnahme des Bundes

Der Bund sorgt für den Einbezug der relevanten Sektoren in die Waldpolitik- und Waldgesetzgebungsprozesse.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

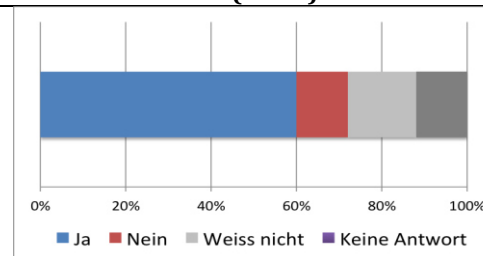
Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 12.3a

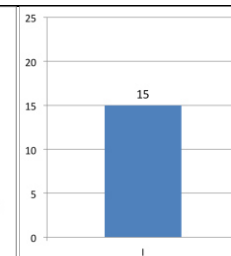
Rolle der Kantone

- (I) Beratung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=15)



Impact 12.3a

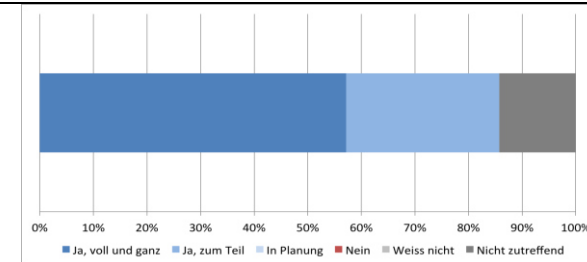
Rolle weiterer Akteure

Beratung

N

7

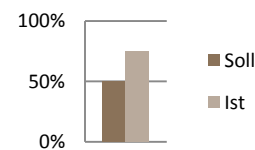
Antwort Akteure



Massnahme des Bundes

Der Bund wirkt bei waldrelevanten Politik- und Gesetzgebungsprozessen aktiv mit (Raumplanung, Landwirtschaft, Energie, etc.).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

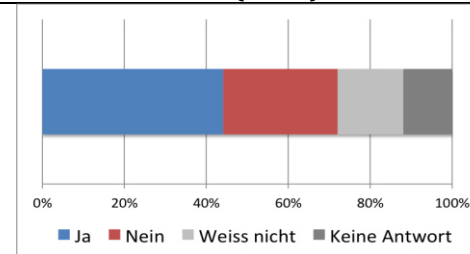
Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 12.3b

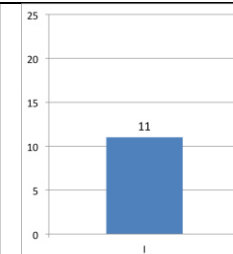
Rolle der Kantone

(I) Beratung

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=11)



Impact 12.3b

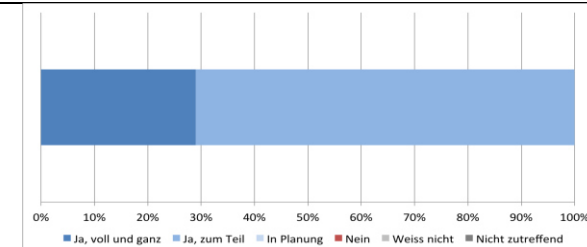
Rolle weiterer Akteure

Beratung

N

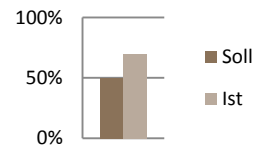
7

Antwort Akteure



Massnahme des Bundes

Der Bund bildet Synergien mit anderen Sektoren durch die Erarbeitung von gemeinsamen Zielen (strategische Partnerschaften).

Zielerreichung**Kommentar zur Entwicklung**

Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Weitere Aktivitäten sind geplant (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

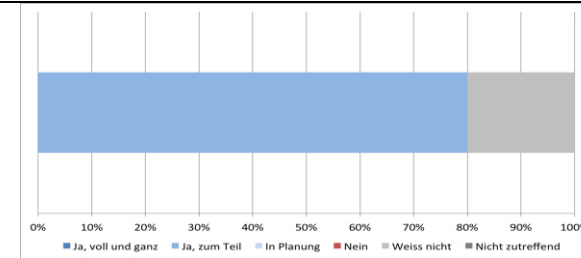
Output 12.3c

Rolle weiterer Akteure

Verbände und Organisationen sind in eine konstruktive und offene Zusammenarbeit eingebunden.

N

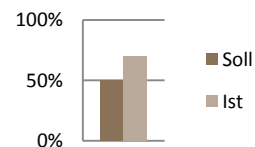
5

Antwort Akteure

Impact 12.3c

Massnahme des Bundes

Der Bund wirkt in sektorübergreifenden Netzwerken mit (z.B. Netzwerk ländlicher Raum).

Zielerreichung**Kommentar zur Entwicklung**

Das Sollziel der 1. Etappe wurde übertroffen. Wenn die getroffenen Massnahmen weiter umgesetzt werden, kann eine Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

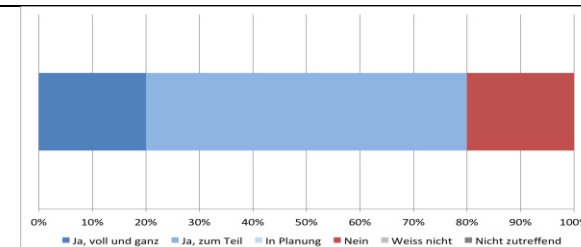
Output 12.3d

Rolle weiterer Akteure

Verbände und Organisationen sind in eine konstruktive und offene Zusammenarbeit eingebunden.

N

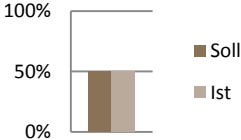
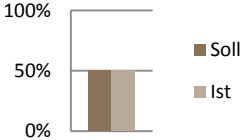
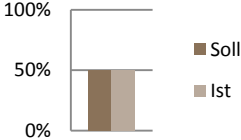
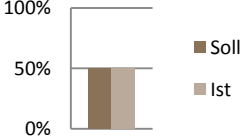
5

Antwort Akteure

Impact 12.3d

Stossrichtung 12.4 Internationales

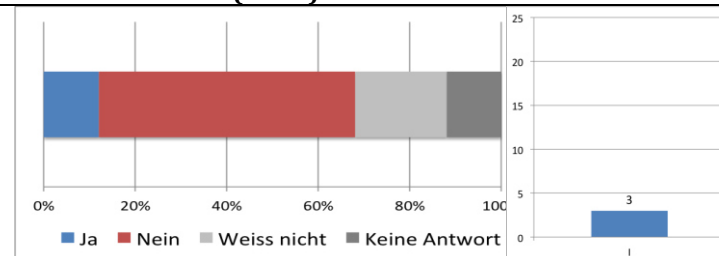
Der internationale Austausch und die Partizipation an internationalen Prozessen (z. B. Klimaverhandlungen, Verhandlungen zu einer europäischen Waldkonvention) werden sichergestellt.

Massnahme des Bundes	Zielerreichung	Kommentar zur Entwicklung	
Der Bund bringt relevante waldwirtschaftliche Erfahrungen der Schweiz international ein und profitiert von Erfahrungen anderer Länder.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Es handelt sich um einen laufenden Prozess (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 12.4a
Der Bund sichert im Rahmen walddrelevanter internationaler Prozesse die Interessen der Schweiz.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Es handelt sich um einen laufenden Prozess (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 12.4b
Der Bund engagiert sich für die nachhaltige Waldbewirtschaftung als Instrument zur Koordination und zur umfassenden Sicherstellung aller Waldleistungen (walddrelevante Konventionen und Prozesse auf europäischer und globaler Ebene).	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Es handelt sich um einen laufenden Prozess (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 12.4c
Der Bund und die Kantone setzen internationale Abkommen auf nationaler Ebene um.	 <p>100% 50% 0%</p> <p>■ Soll ■ Ist</p>	Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Es handelt sich um einen laufenden Prozess (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.	Output 12.4d

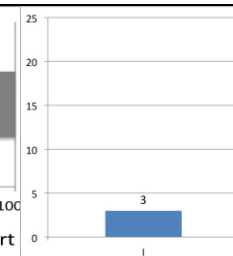
Rolle der Kantone

(I) Umsetzung auf kantonaler Ebene

Antwort Kantone (N=25)



Anzahl durchführende Kantone (N=3)



Impact 12.4d

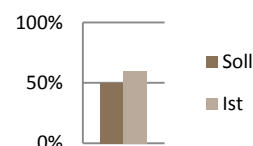
Stossrichtung 12.5 Information und Dialog

Durch Information und Dialog werden Vertrauen und Verständnis innerhalb des Wald- und Holzsektors sowie mit der Bevölkerung geschaffen.

Massnahme des Bundes

Der Bund führt verschiedene Kommunikations- und Informationsmassnahmen durch (Internetauftritt, Newsletter, Issues Management, etc.).

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

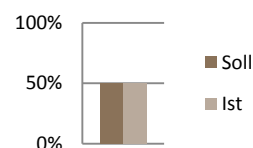
Das Sollziel der 1. Etappe wurde leicht übertroffen. Die Aktivitäten werden weitergeführt (BAFU, 2016a). Daher kann die Erreichung der 100% bis 2020 erwartet werden.

Output 12.5a

Massnahme des Bundes

Der Bund beteiligt sich beim Forum Wald sowie beim Forum Holz und übernimmt bei Bedarf die Leitung. Die Empfehlungen der Foren werden vom Bund weitgehend berücksichtigt.

Zielerreichung



Kommentar zur Entwicklung

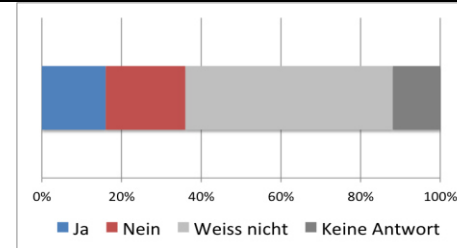
Das Sollziel der 1. Etappe wurde erreicht. Die Entwicklung der Zielerreichung wird nicht konsequent eingeschätzt. 2014 wurde sie bereits auf 100% eingestuft, 2015 nur noch auf 50%. Aufgrund dieser Tatsache sowie der Begründung „Forum Wald etabliert, Forum Holz bestätigt“ (BAFU, 2016a) kann die Zielerreichung per Ende 2020 erwartet werden.

Output 12.5b

Rolle der Kantone

Offener Informationsaustausch und Beratung

Antwort Kantone (N=25)



Fünf Kantone empfehlen u.a. die Agenda offen zu legen, aktiv zu kommunizieren, den Informationsfluss zu verbessern und die Vertretung der Kantone im Rahmen von Forum Wald und Forum Holz zu erweitern, damit der Informationsaustausch verbessert wird.

Anzahl durchführende Kantone

(Keine Daten erhoben, da die Kantone nicht einzeln sondern durch einen Repräsentanten im Forum Wald vertreten sind.)

Impact 12.5b

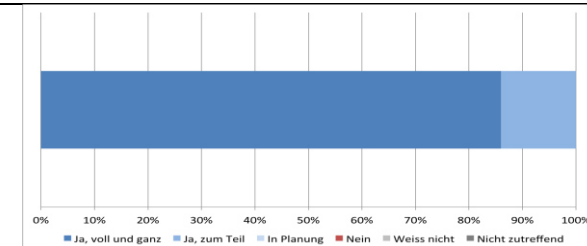
Rolle weiterer Akteure

Verbände und Organisationen beteiligen sich an einem offenen Informationsaustausch (Forum WALD) und...

N

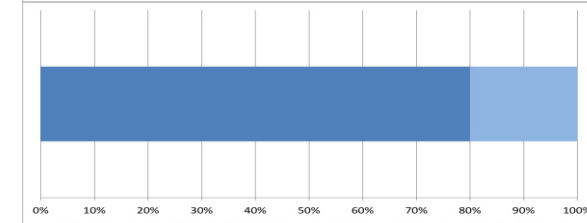
7

Antwort Akteure



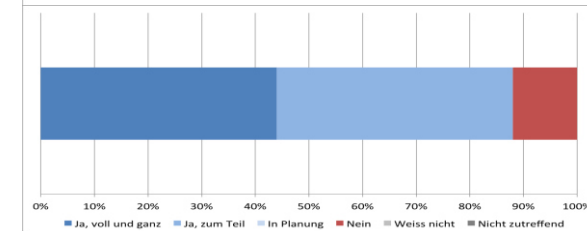
Verbände und Organisationen beteiligen sich an einem offenen Informationsaustausch (Forum HOLZ) und...

5



...beraten den Bund im Bereich Wald und Holz.

9





Zwischenbericht 2016 zur Waldpolitik 2020

Anhang 3: Ergebnisse Umfrage Forum Wald

Im Auftrag des Bundesamtes für Umwelt

Bearbeitet durch Jerylee Wilkes-Allemann,
Kathrin Steinmann, Astrid Zabel und Eva Lieberherr

15.2.2017

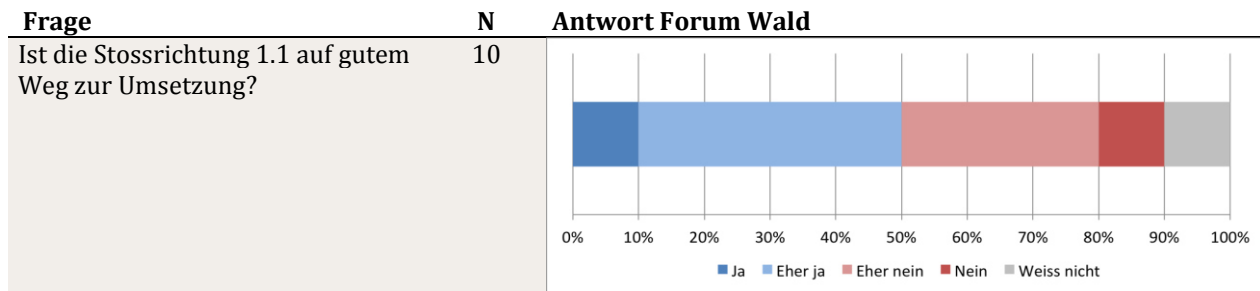
Im Anhang 3 werden die detaillierten Ergebnissen der Umfrage beim Forum Wald präsentiert. Es nahmen alle zehn Mitglieder des Forum Wald an der Umfrage teil. Pro Stossrichtung werden die Antworten auf die Frage danach, ob diese auf Kurs ist, dargestellt. Anschliessend wird pro Ziel das Resultat zur Frage, ob die Stossrichtungen zur Zielerreichung beitragen, aufgezeigt.

Bei allen Abbildungen handelt es sich um eigene Darstellungen, basierend auf den Resultaten der Umfrage.

Ziel 1 Das nachhaltig nutzbare Holznutzungspotenzial wird ausgeschöpft

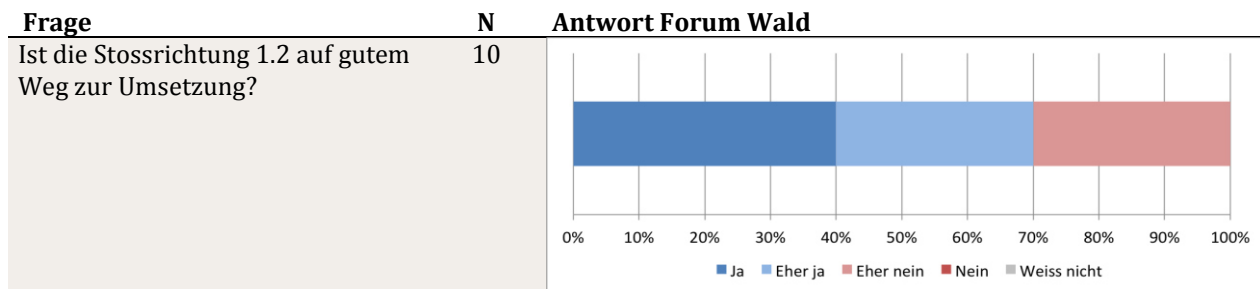
Stossrichtung 1.1 Fachliche Entscheidungsgrundlagen

Den Waldbewirtschaftenden werden fachliche Entscheidungsgrundlagen für eine optimale Bewirtschaftung zur Verfügung gestellt (möglichst hohe Abschöpfung des Zuwachses)



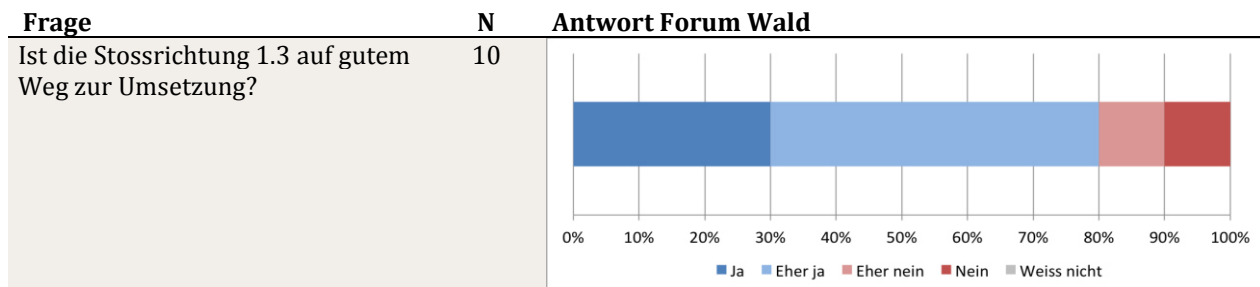
Stossrichtung 1.2 Laubholzförderung

Es werden neue Verarbeitungs- und Vermarktungswege für das Laubholz gesucht.

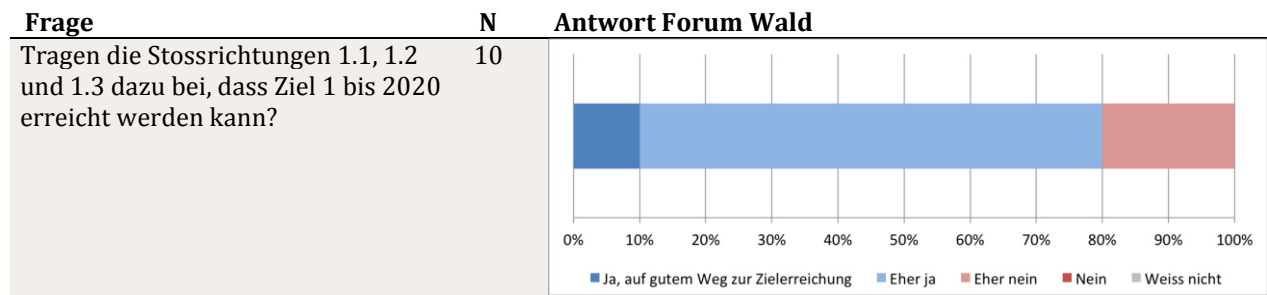


Stossrichtung 1.3 Steigerung der Holznachfrage

Die Nachfrage nach Holz wird gesteigert, unter anderem durch Information und Sensibilisierung der Bevölkerung und der institutionellen Endverbraucher (siehe Ressourcenpolitik Holz).



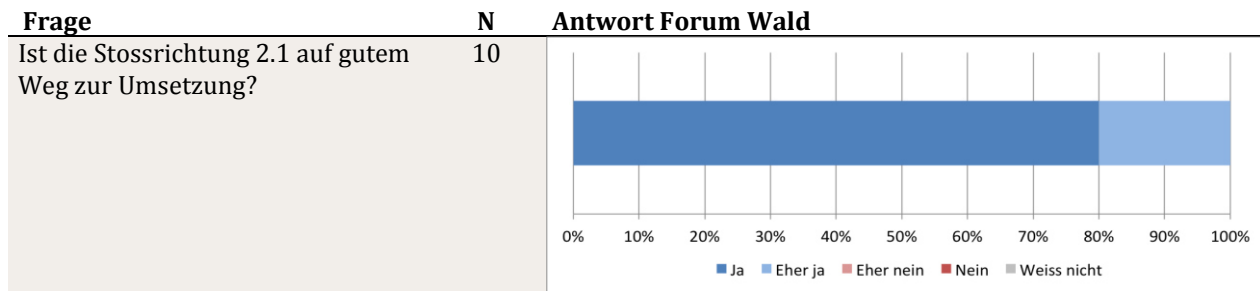
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 1 bis 2020



Ziel 2 Klimawandel: Der Wald und die Holzverwendung tragen zur Minderung bei und die Auswirkungen auf seine Leistungen bleiben minimal

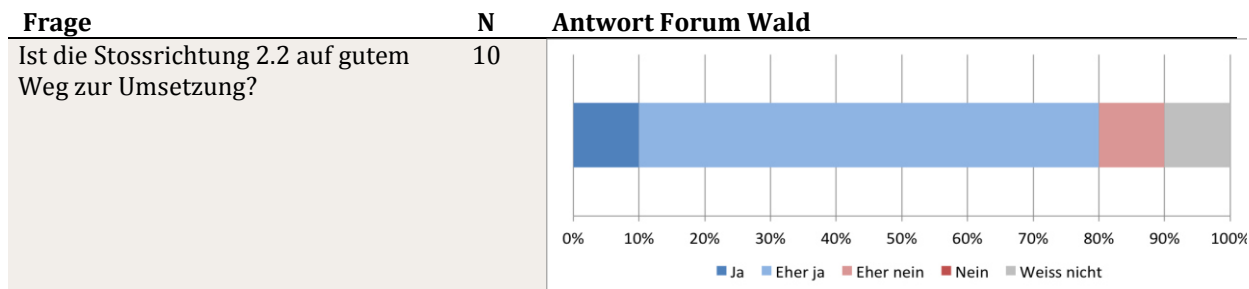
Stossrichtung 2.1 Abklärungen und Auswirkungen

Die Auswirkungen des Klimawandels (Stürme, Trockenheit etc.) auf den Wald werden untersucht und die Waldbaumethoden werden auf ihre Tauglichkeit hin überprüft.



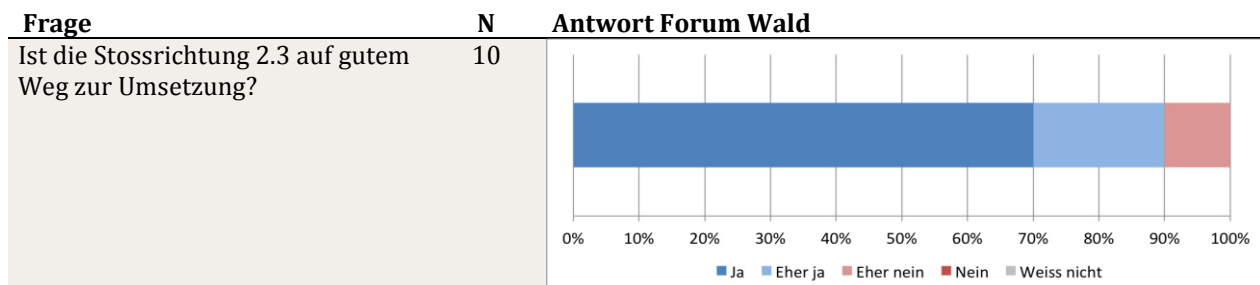
Stossrichtung 2.2 Erhöhung der Widerstandsfähigkeit

Die Widerstandsfähigkeit des Waldes wird durch eine angepasste Jungwaldpflege mit stabilen und standortgerechten Jungbeständen verbessert. Waldbestände mit ungenügender oder ungeeigneter Verjüngung sowie instabile Bestände und solche an klimasensitiven Standorten werden gezielt angepasst.



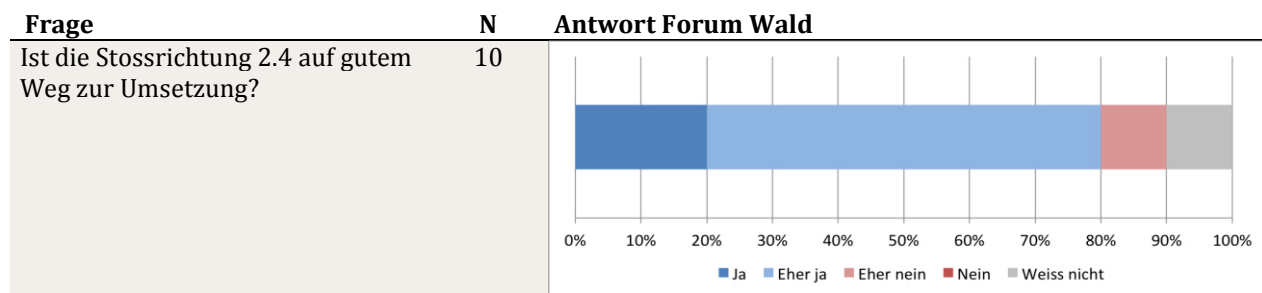
Stossrichtung 2.3 Massnahmen im Störungs- und Schadensfall

Massnahmen zur Verhütung, Behebung und Wiederbewaldung nach Störungs- oder Schadensfällen werden unterstützt.

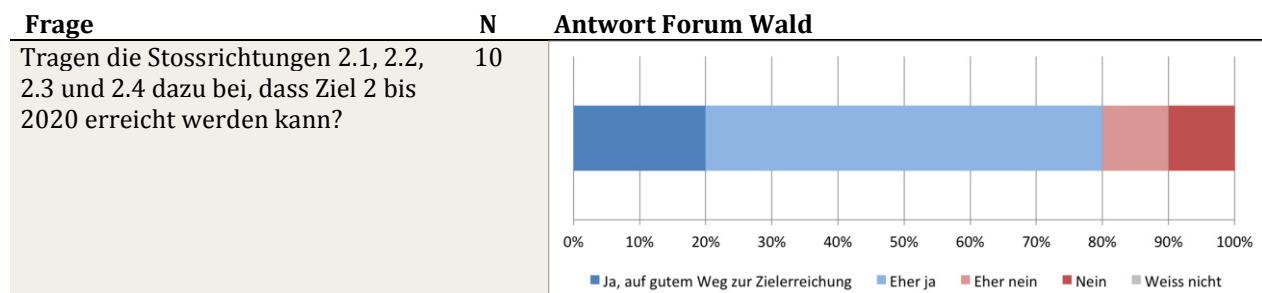


Stossrichtung 2.4 Stärkung der Holzverwendung

Die Holzverwendung als Beitrag für saubere Technologien (Cleantech) wird gestärkt.



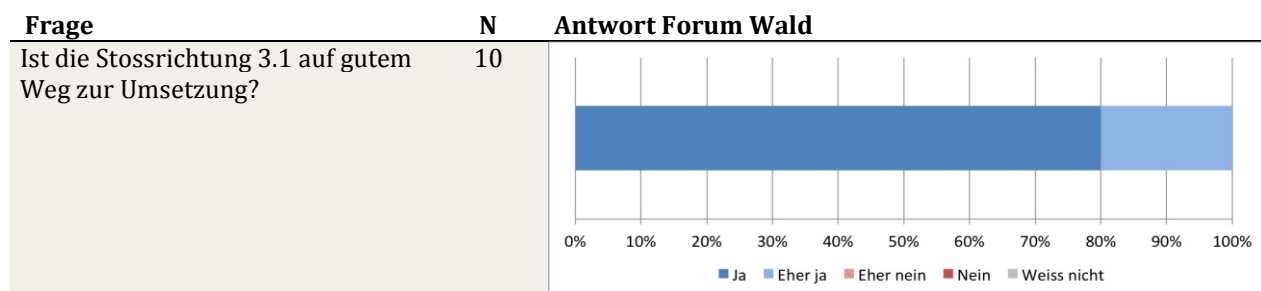
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 2 bis 2020



Ziel 3 Die Schutzwaldleistung ist sichergestellt

Stossrichtung 3.1 Ausscheidung von Schutzwaldflächen

Schutzwaldflächen werden planerisch ausgeschieden gemäss nationalem Konzept, welches der Bund gemeinsam mit den Kantonen ausgearbeitet hat (SilvaProtect-CH).

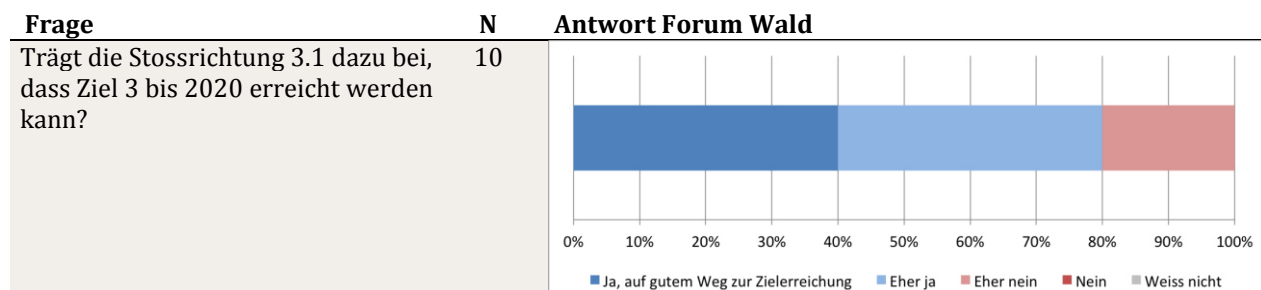


Stossrichtung 3.2 Programmvereinbarungen Schutzwald

Der Bund schliesst mit den Kantonen mehrjährige Programmvereinbarungen gemäss Neuem Finanzausgleich NFA zum Bereich Schutzwald ab.

(Keine Daten erhoben, weil diese Daten über das NFA-Reporting 2015 (BAFU, 2016b) erhoben werden können.)

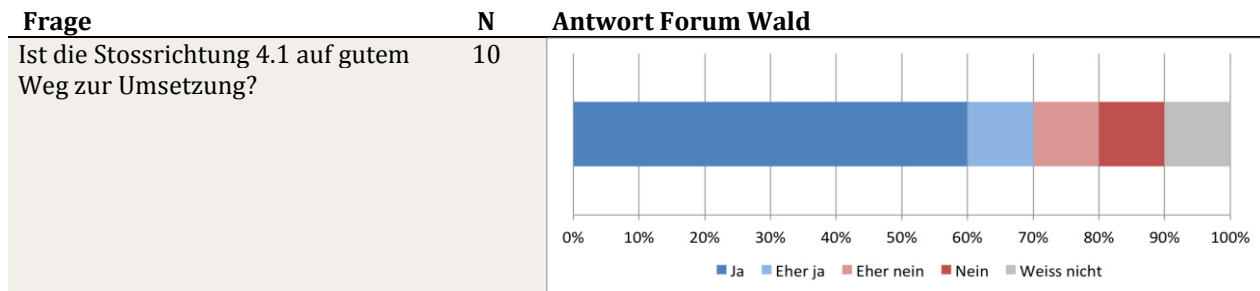
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 3 bis 2020



Ziel 4 Die Biodiversität bleibt erhalten und ist gezielt verbessert

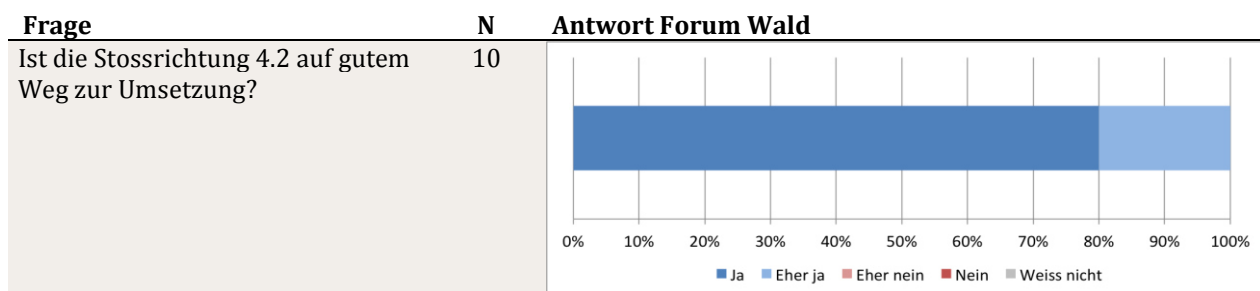
Stossrichtung 4.1 Naturnahe Bewirtschaftung

Die Bewirtschaftung erfolgt auf der gesamten Waldfläche nach gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau.



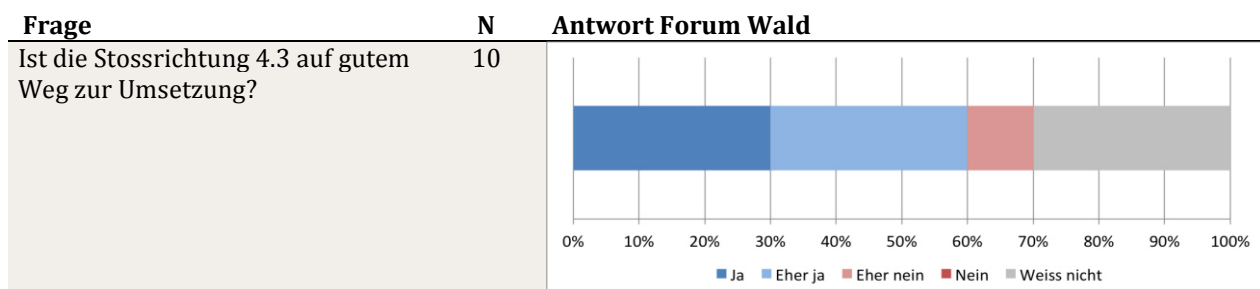
Stossrichtung 4.2 Schutzflächen und Aufwertung prioritärer Lebensräume

Mit den Kantonen werden Programmvereinbarungen abgeschlossen für die Ausscheidung von Schutzflächen (10 Prozent Waldreservate bis 2030 gemäss Vereinbarung mit den Kantonen) und die Aufwertung prioritärer Lebensräume (auch Förderflächen genannt; Waldränder, Wytweiden etc.).

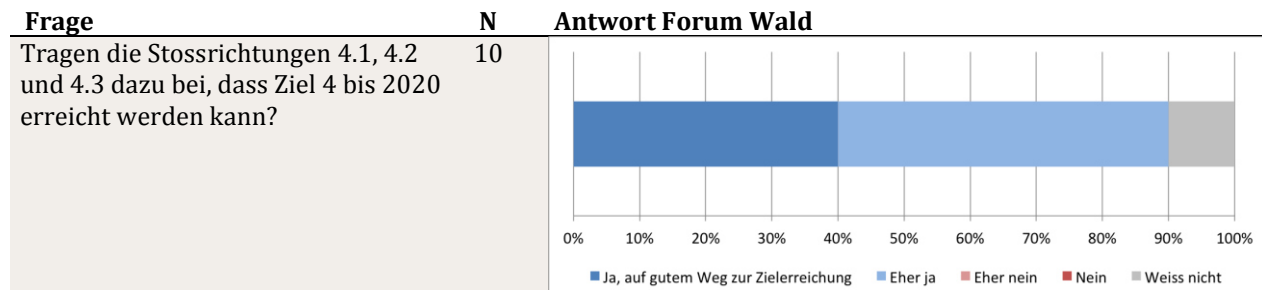


Stossrichtung 4.3 Regionale Biodiversitätsziele und Finanzierungssystem

Es werden regionale Biodiversitätsziele definiert und ein Finanzierungssystem entwickelt, um die Leistungen der Waldbewirtschaftenden zur Zielerreichung zu entschädigen.



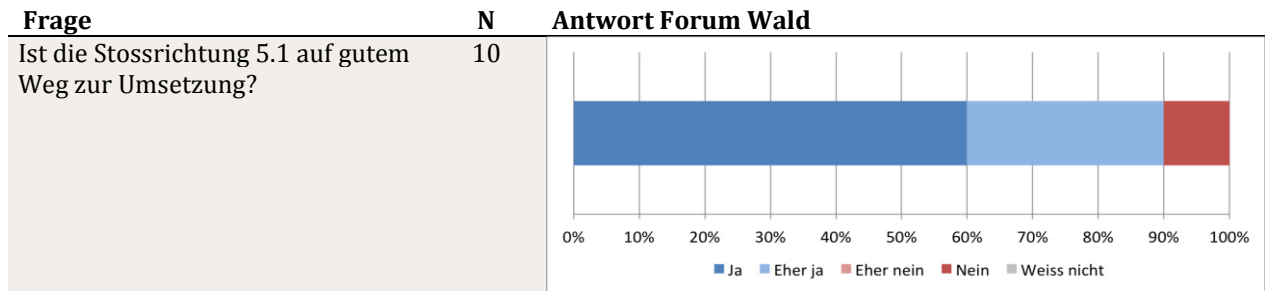
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 4 bis 2020



Ziel 5 Die Waldfläche bleibt erhalten

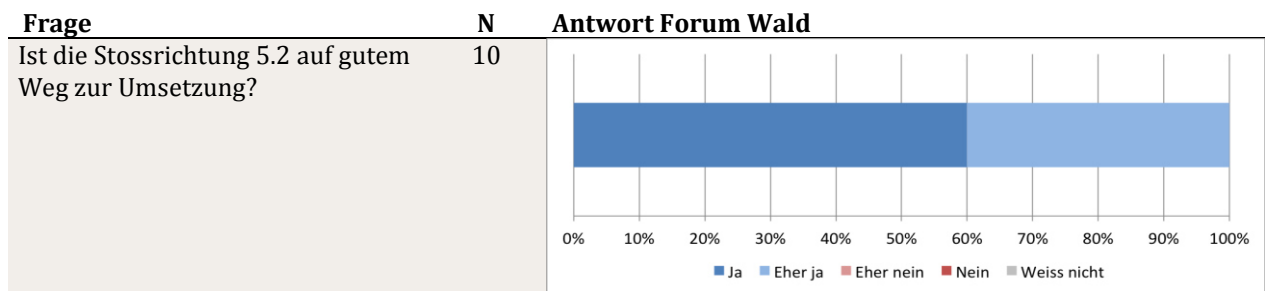
Stossrichtung 5.1 Rodungsverbot

Das Rodungsverbot wird mit der Möglichkeit von Ausnahmegewilligungen aufrechterhalten und der Ermessensspielraum für Ausnahmegewilligungen von Rodungen wird ausgeschöpft.



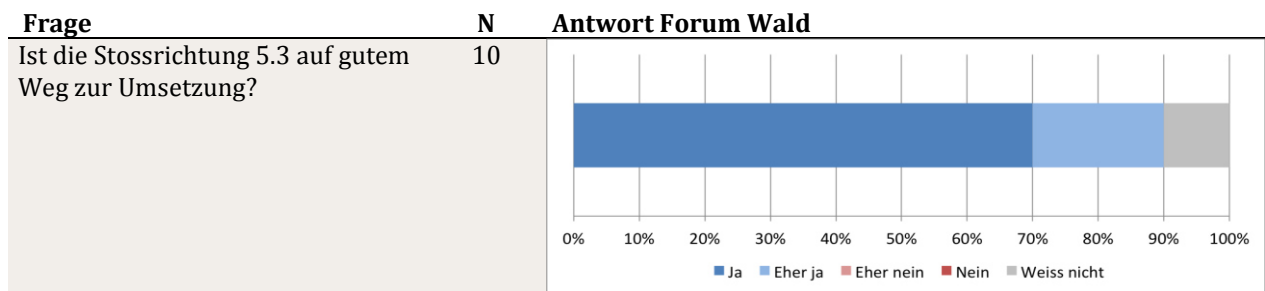
Stossrichtung 5.2 Realersatz

In bestimmten Fällen (z. B. zur Schonung landwirtschaftlicher Vorrangflächen oder bei der Revitalisierung von Gewässern) soll es ermöglicht werden, auf den Realersatz bzw. den Rodungersatz zu verzichten.

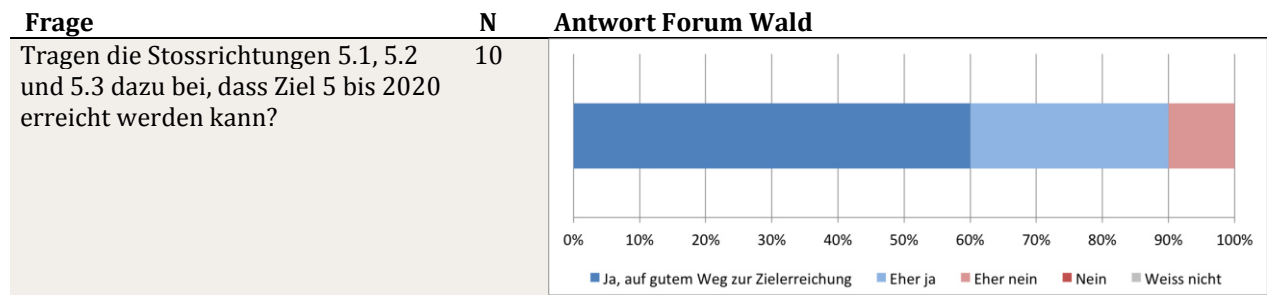


Stossrichtung 5.3 Statische Waldgrenzen

Gegenüber dem Offenland können statische Waldgrenzen ausgeschieden werden, gestützt auf die übergeordnete Planung (insbesondere Richtplanung).



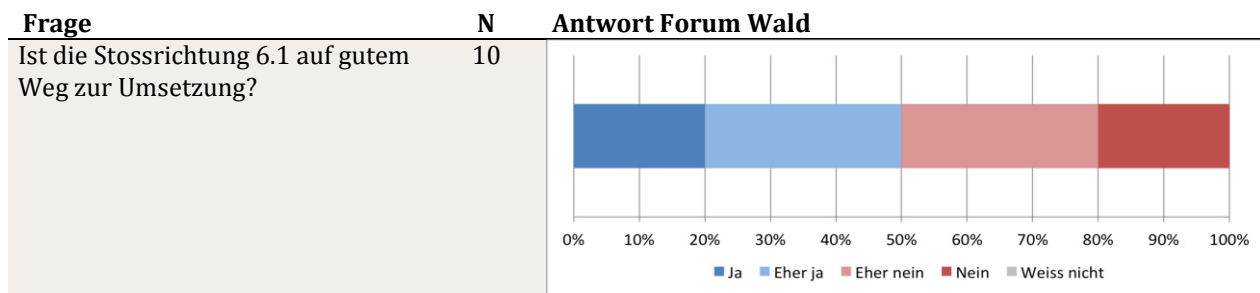
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 5 bis 2020



Ziel 6 Die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Waldwirtschaft ist verbessert

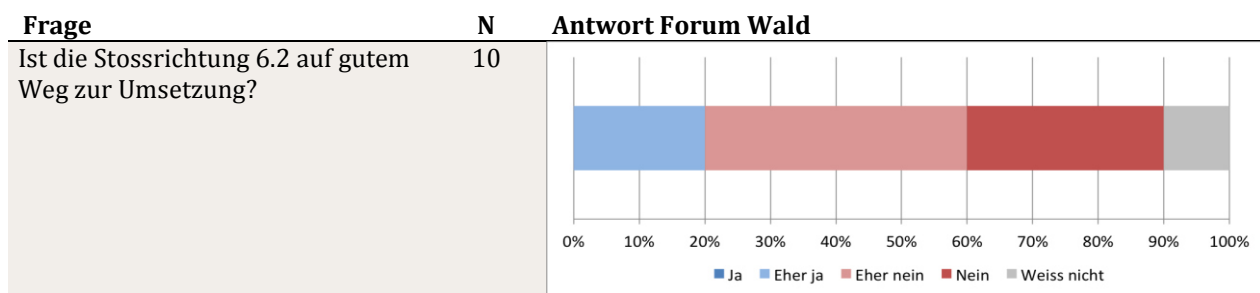
Stossrichtung 6.1 Programmvereinbarungen

Mit den Kantonen werden Programmvereinbarungen abgeschlossen zur Optimierung von Bewirtschaftungseinheiten sowie der Verbesserung der Holzlogistik.

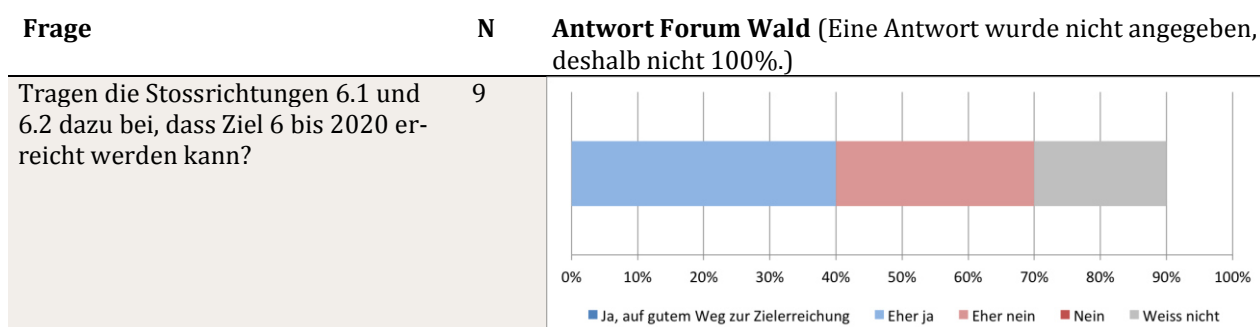


Stossrichtung 6.2 Inwertsetzung von Waldleistungen

Es werden Grundlagen erarbeitet und Rahmenbedingungen geschaffen, sodass durch die Waldeigentümer erbrachte Waldleistungen (z. B. für Erholung, Trinkwasser, CO₂-Senkenleistungen) in Wert gesetzt werden können.



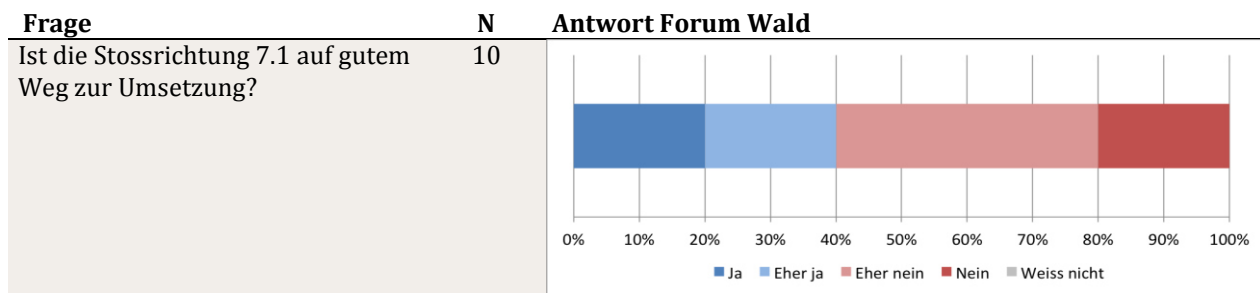
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 6 bis 2020



Ziel 7 Die Waldböden, das Trinkwasser und die Vitalität der Bäume sind nicht gefährdet

Stossrichtung 7.1 Sektorübergreifende Ansätze

Es werden sektorübergreifende Ansätze (z.B. Reduktion von Stickstoff-Immissionen aus Verkehr und Landwirtschaft) verfolgt.



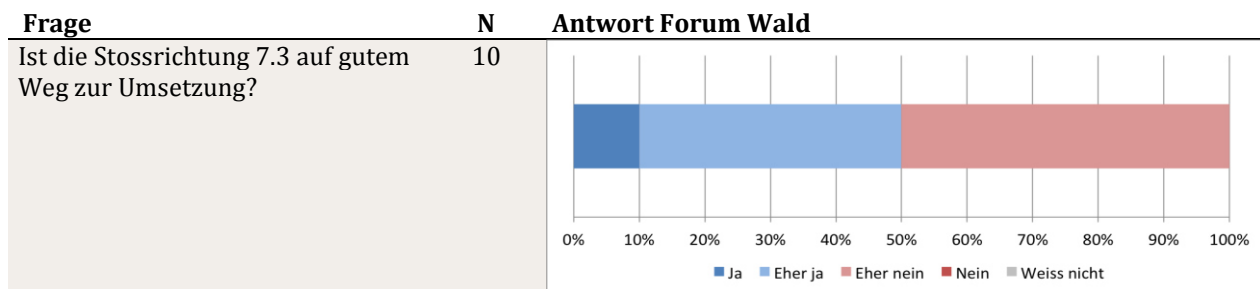
Stossrichtung 7.2 Befahren des Waldbodens

Auflagen zum Befahren des Waldbodens werden in den gesetzlichen Anforderungen an den naturnahen Waldbau verankert.

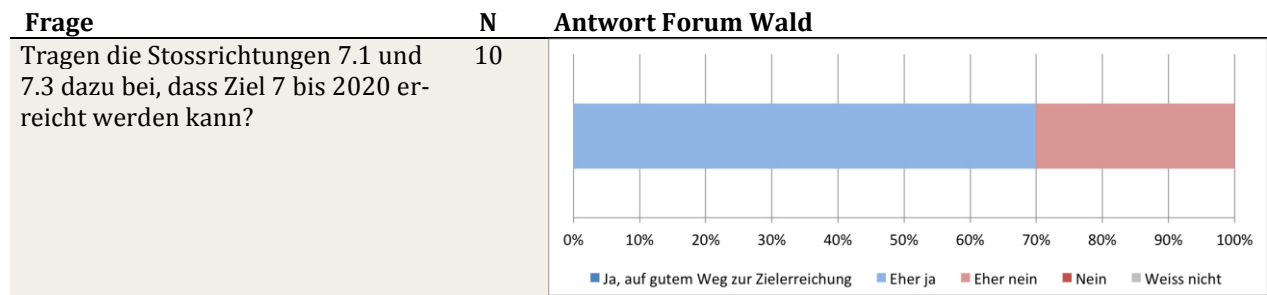
(Keine Daten erhoben, weil den Kantonen und weiteren Akteuren in Etappe 1 keine Rolle zugewiesen wurde.)

Stossrichtung 7.3 Nährstoffhaushalt

Der Nährstoffhaushalt wird erhalten bzw. verbessert durch eine Überprüfung der Folgen von Stoffentzügen aus dem Wald (z.B. Ganzbaumernte) bzw. von Massnahmen zur Kompensation von Nährstoffverlusten (z.B. durch Austrag von Holzasche).



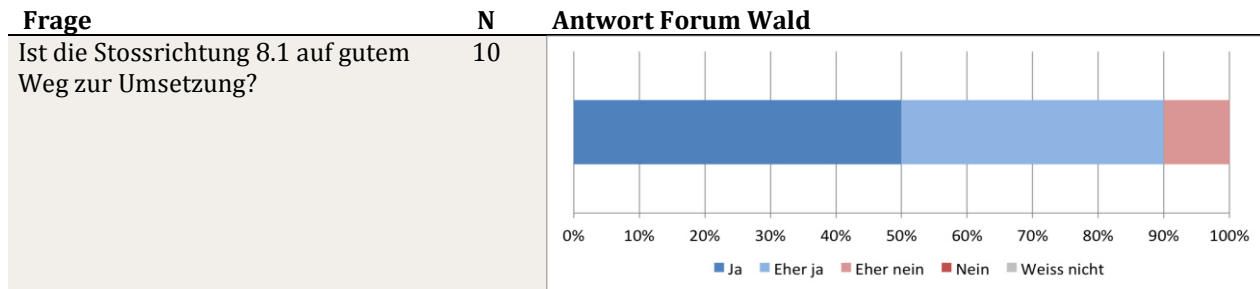
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 7 bis 2020



Ziel 8 Der Wald wird vor Schadorganismen geschützt

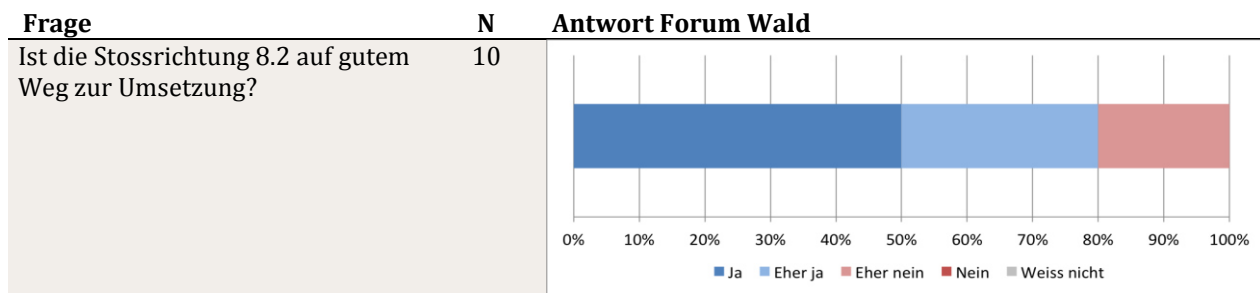
Stossrichtung 8.1 Prävention, Bekämpfung und Krisenmanagement

Bei der Prävention und Bekämpfung von biotischen Gefahren werden Lücken identifiziert und geschlossen. Es wird ein schlagkräftiges Krisenmanagement inkl. der dafür notwendigen Infrastruktur (z. B. Labor) aufgebaut.

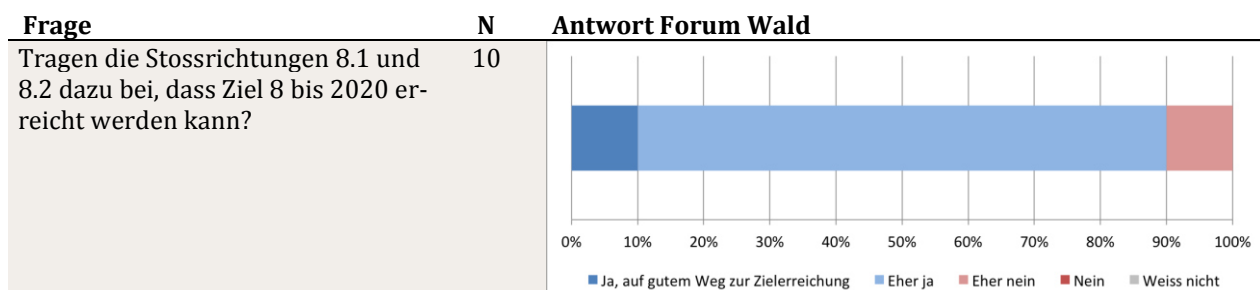


Stossrichtung 8.2 Schadensfall ausserhalb des Schutzwaldes

Massnahmen zur Verhütung, Behebung und Wiederbewaldung im Störungs- oder Schadensfall werden auch ausserhalb des Schutzwaldes verstärkt.



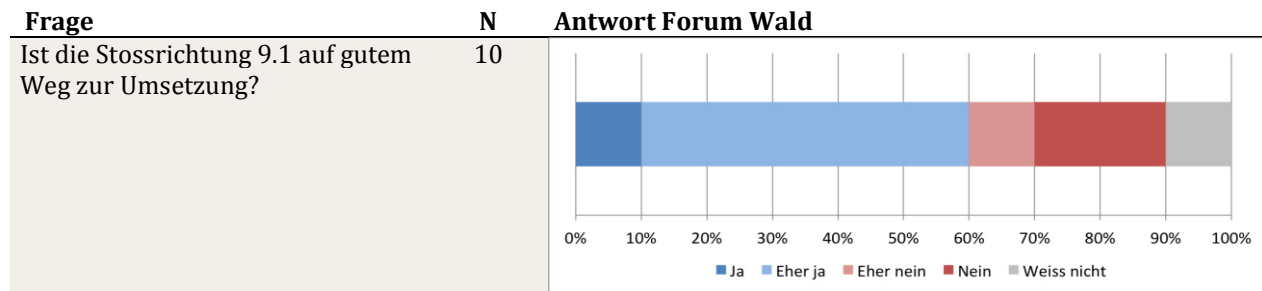
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 8 bis 2020



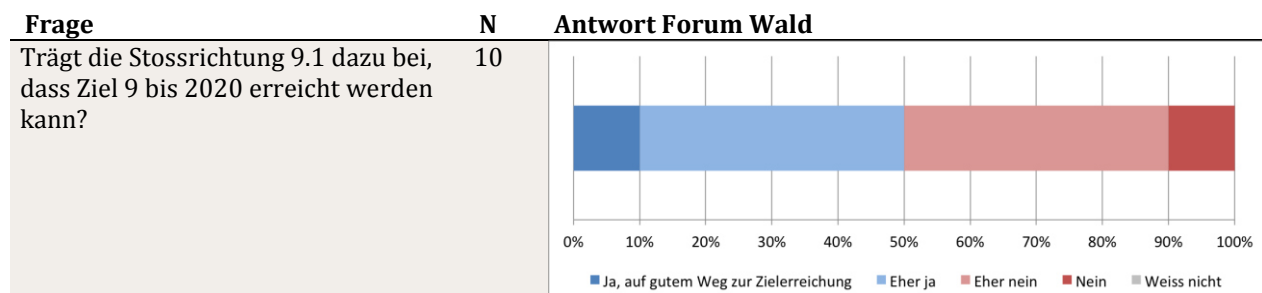
Ziel 9 Das Gleichgewicht Wald-Wild ist gewährleistet

Stossrichtung 9.1 Wald-Wild Konzepte

Im Rahmen der Programmvereinbarungen zum Schutzwald und zur Waldwirtschaft werden die Kantone bei der Erstellung und Umsetzung von Wald-Wild-Konzepten finanziell unterstützt.



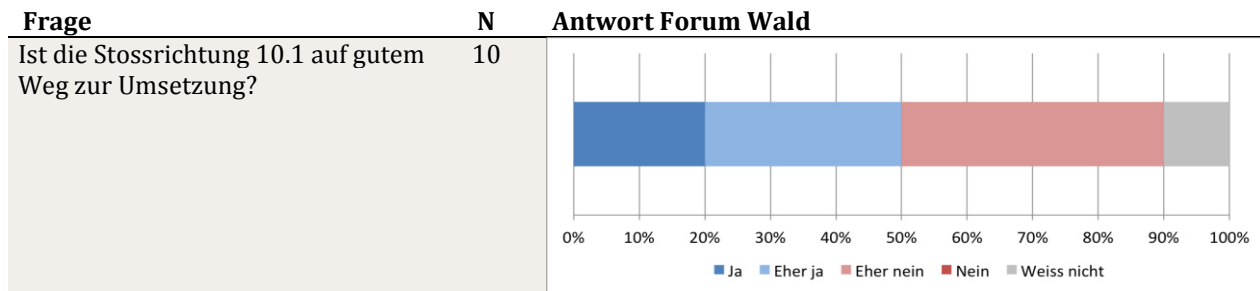
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 9 bis 2020



Ziel 10 Die Freizeit- und Erholungsnutzung erfolgt schonend

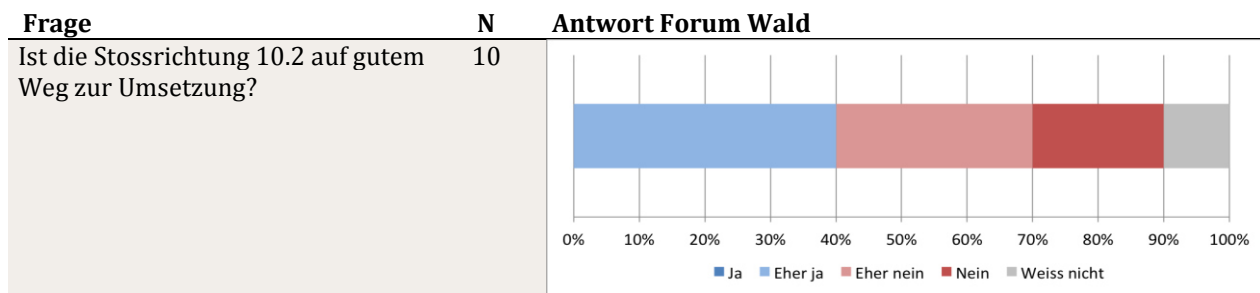
Stossrichtung 10.1 Kommunikation

Die Öffentlichkeit soll über die Zusammenhänge im Ökosystem Wald informiert und sensibilisiert werden.



Stossrichtung 10.2 Inwertsetzung von Waldleistungen

Für die Inwertsetzung von Waldleistungen durch die Waldeigentümer werden Grundlagen erarbeitet und Rahmenbedingungen geschaffen.

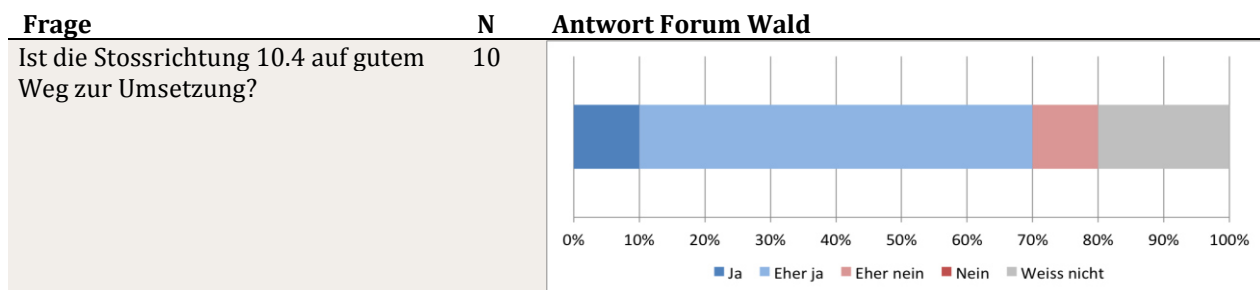


Stossrichtung 10.3 Triple-Win-Strategie Erholungswald

Eine «Triple-Win-Strategie Erholungswald» wird ausgearbeitet. Sie zeigt die Vorteile der Erholungswaldnutzung für alle drei Dimensionen der Nachhaltigkeit.
(Keine Daten erhoben, weil auf Bundesebene keine Grundlagen zur Verfügung stehen.)

Stossrichtung 10.4 Wildruhezone

Soweit erforderlich werden «Ruhezonen für Wildtiere» (Wildruhezonen) ausgeschieden.

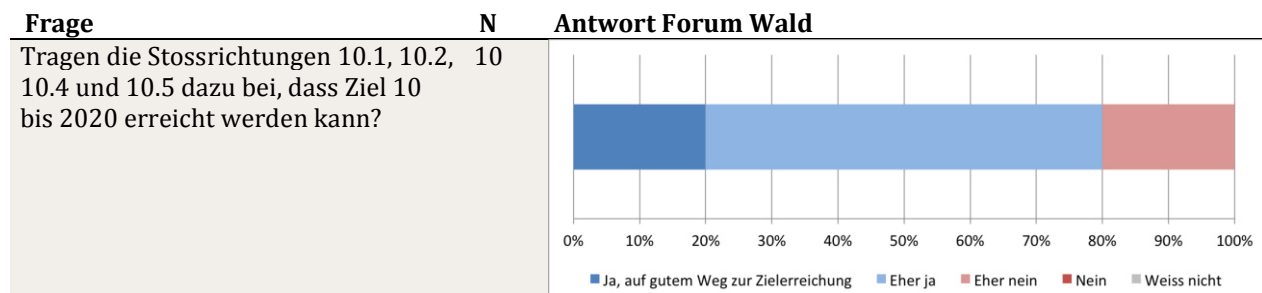


Stossrichtung 10.5 Rechtssicherheit

Die Rechtssicherheit für Waldeigentümer wird durch die Klärung rechtlicher Fragen (insbesondere Haftung) erhöht.

(Keine Daten erhoben, weil den Kantonen und weiteren Akteuren keine Rolle zugewiesen wurde.)

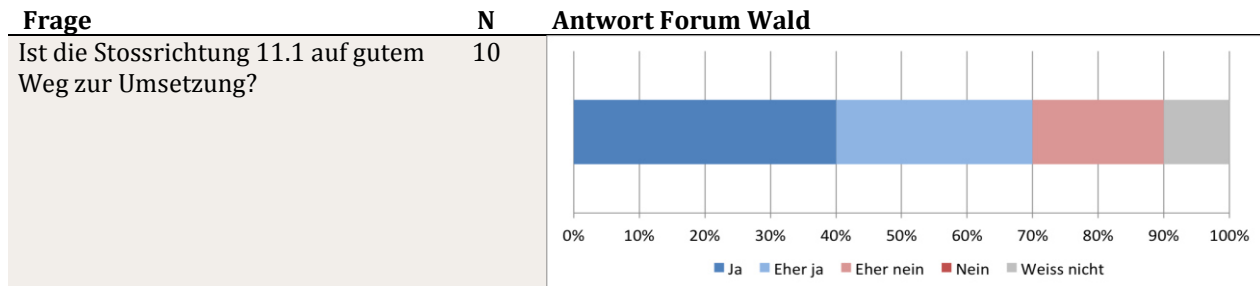
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 10 bis 2020



Ziel 11 Bildung, Forschung und Wissenstransfer

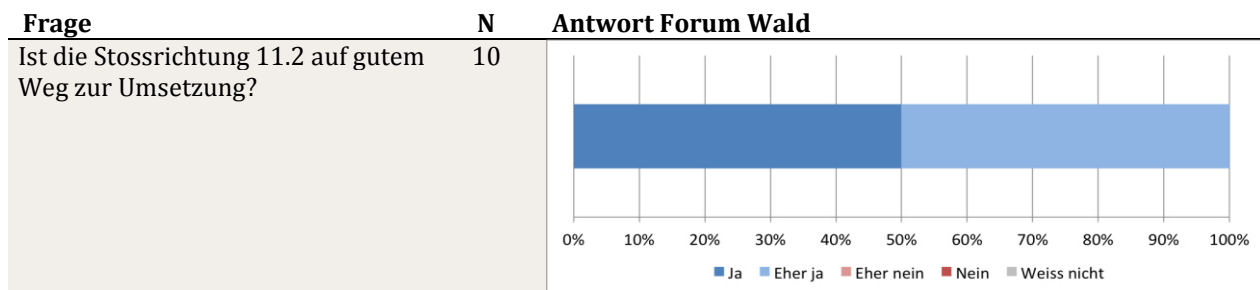
Stossrichtung 11.1 Hochschul- und Berufsbildung

Die Akteure der forstlichen Bildung, Forschung und Praxis sollen zusammengeführt werden, um langfristig eine qualitativ hochstehende Ausbildung auf Hochschul- und Berufsbildungsniveau sicherzustellen.



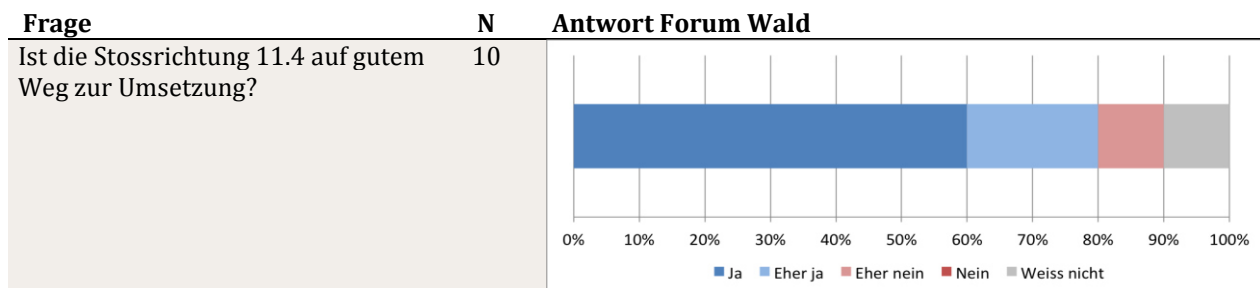
Stossrichtung 11.2 Fort- und Weiterbildung

Die Fort- und Weiterbildung der Fachleute im Bereich Wald wird sichergestellt.



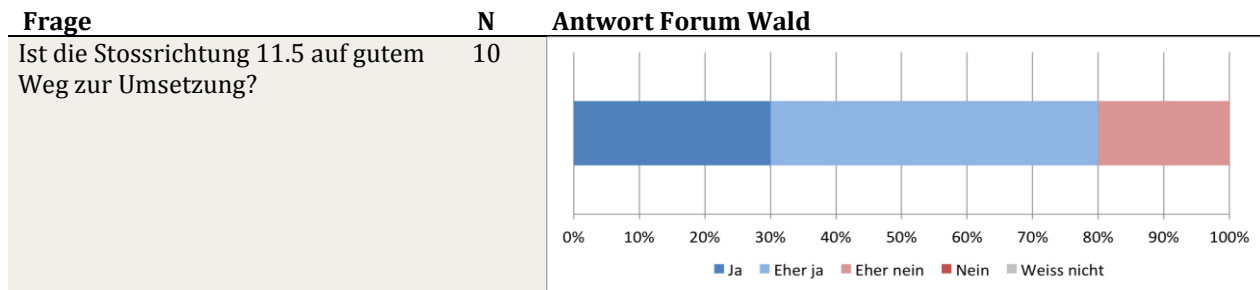
Stossrichtung 11.4 Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz

Die Arbeitssicherheit und der Gesundheitsschutz der Waldarbeitenden sowie die Sensibilisierung für diese Belange werden sichergestellt.



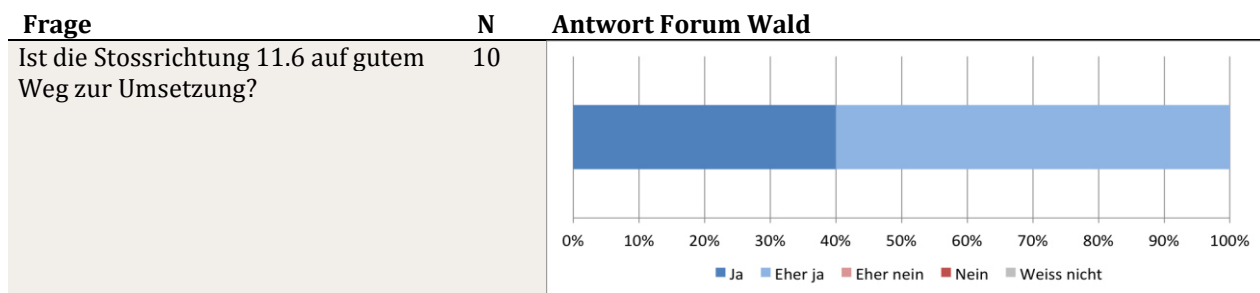
Stossrichtung 11.5 Bewusstsein für nachhaltige Bewirtschaftung

Das Bewusstsein für den Wald und seine nachhaltige Bewirtschaftung wird gestärkt.

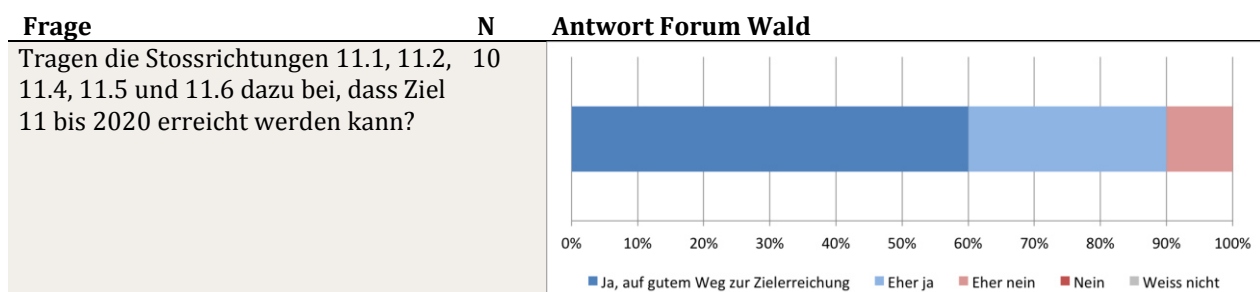


Stossrichtung 11.6 Forschungsbedarf

Der Forschungsbedarf wird erkannt und den zuständigen Forschungsakteuren kommuniziert.



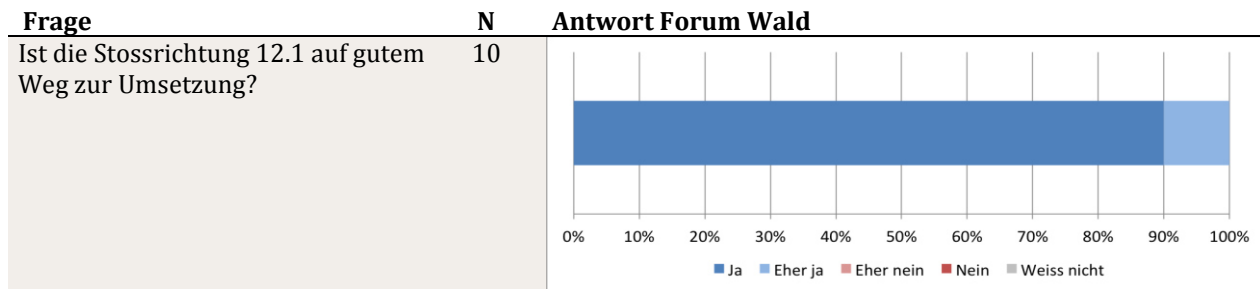
Gesamtbewertung Entwicklung Ziel 11 bis 2020



Weitere strategische Stossrichtungen

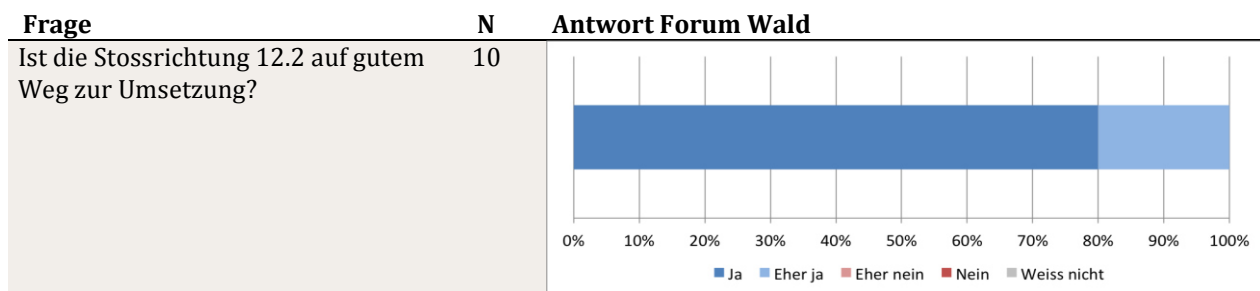
Stossrichtung 12.1 Umweltbeobachtung und Monitoring

Als Bestandteil der Umweltbeobachtung wird eine regelmässige Waldbeobachtung (Landesforstinventar LFI u. a.) sowie ein Monitoring der Waldwirtschaft (Forststatistik, Testbetriebsnetz etc.) sichergestellt.



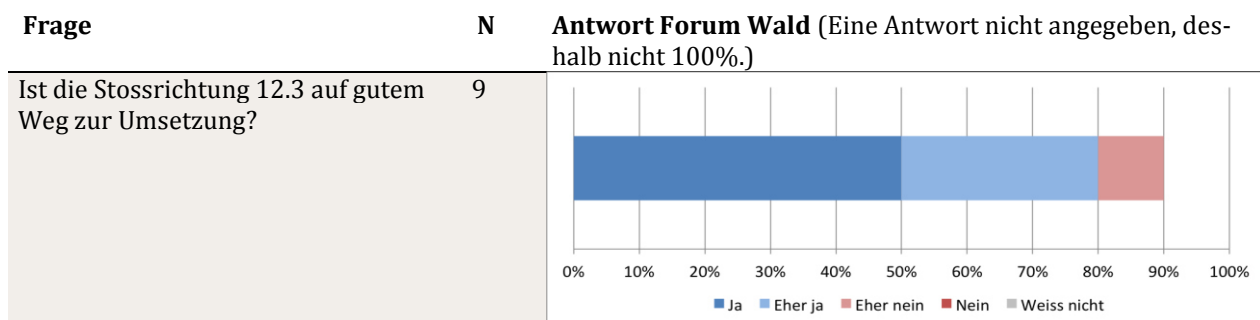
Stossrichtung 12.2 Überbetriebliche Waldplanung

Die überbetriebliche Waldplanung wird im Rahmen der Programmvereinbarungen mit den Kantonen gefördert. Dadurch wird der Interessenausgleich ermöglicht zwischen unterschiedlichen Ansprüchen an Waldleistungen (z. B. Schutzwald versus Waldreservate), bei Konfliktlösungen oder bei der Sicherstellung der Nachhaltigkeit.



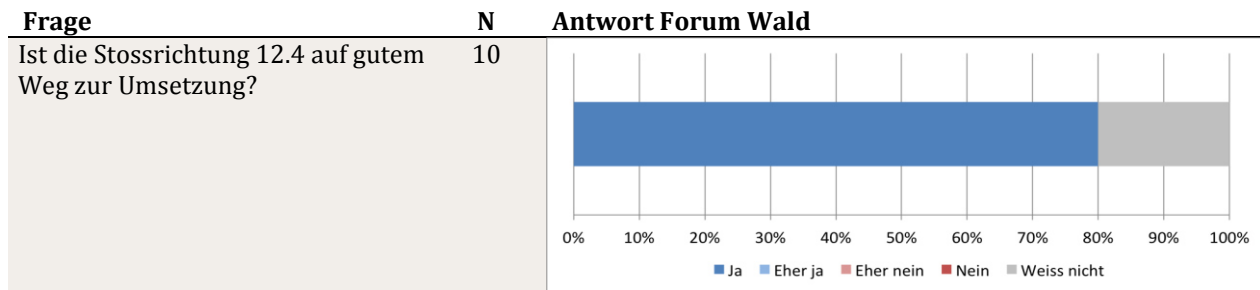
Stossrichtung 12.3 Partnerschaften und Synergien

Sektorübergreifende Partnerschaften werden gestärkt und Synergien zu anderen Politik- und Wirtschaftsbereichen werden geschaffen (national und international).



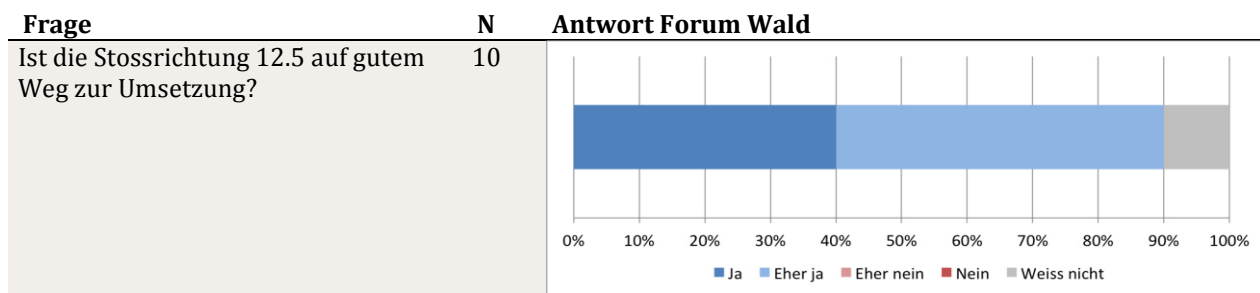
Stossrichtung 12.4 Internationales

Der internationale Austausch und die Partizipation an internationalen Prozessen (z. B. Klimaverhandlungen, Verhandlungen zu einer europäischen Waldkonvention) werden sichergestellt.



Stossrichtung 12.5 Information und Dialog

Durch Information und Dialog werden Vertrauen und Verständnis innerhalb des Wald- und Holzsektors sowie mit der Bevölkerung geschaffen.



Gesamtbewertung Entwicklung der weiteren strategischen Stossrichtungen bis 2020

